



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### **Usage guidelines**

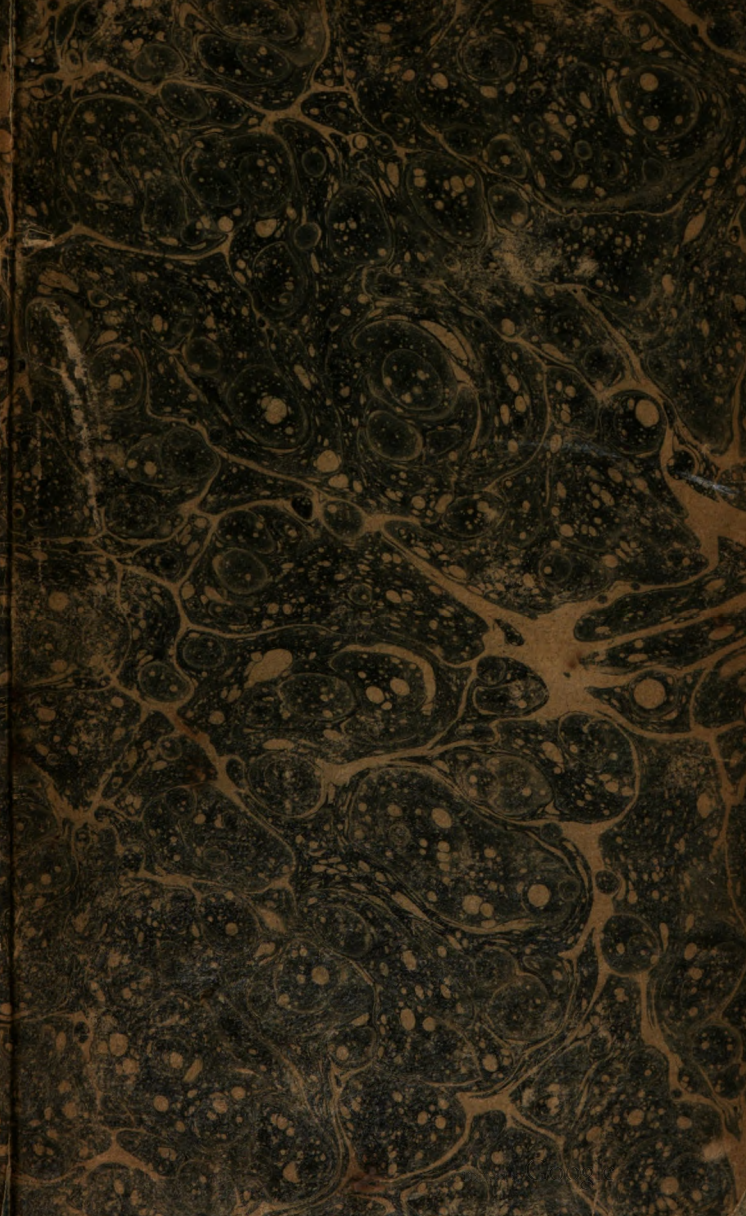
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### **About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



FROM THE LIBRARY OF  
Professor Karl Heinrich Rau  
OF THE UNIVERSITY OF HEIDELBERG

PRESENTED TO THE  
UNIVERSITY OF MICHIGAN

BY  
Mr. Philo Parsons

OF DETROIT

1281



S. 13. 4. 9.

173

~~PERSONS INTERESTED~~

D

2-1

1-1



10968



**TABLEAU**  
**DES RÉVOLUTIONS**  
**DU**  
**SYSTÈME POLITIQUE**  
**DE L'EUROPE.**



**TABLEAU  
DES RÉVOLUTIONS  
DU  
SYSTÈME POLITIQUE  
DE L'EUROPE,  
DEPUIS LA FIN DU QUINZIÈME SIECLE,**

**PAR M. F. ANCILLON.**

---

*Per tantos casus, per tot discrimina rerum,  
Tendimus.*

*VIRG.*

*Ponderibus librata suis.*

*OVID.*

---

**TOME SEPTIÈME.**

**PARIS,**

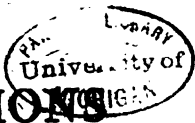
**IMPRIMERIE RUE DE LA HARPE, N°. 80.**

**1807.**





TABLEAU  
DES RÉVOLUTIONS



DU  
SYSTÈME POLITIQUE  
DE L'EUROPE,  
DEPUIS LA FIN DU QUINZIÈME SIECLE.

---

SECONDE ÉPOQUE.

1618 — 1715.

---

QUATRIÈME PÉRIODE.

CHAPITRE PREMIER.

Louis XIV abuse de sa puissance, et commet des injustices multipliées. Chambres de réunion. Gênes. Luxembourg. Strasbourg. Révocation de l'édit de Nantes.

LA réunion unique de génie et de talens que la France présentait après la paix de Nimègue, sembloit l'inviter à préférer aux triomphes militaires, la gloire

VII.

I

plus douce et non moins éclatante que donnent l'industrie, le commerce, les arts et les richesses. A l'abri de tout danger par sa position et par ses forces, objet de crainte, de respect ou d'admiration pour toute l'Europe, il dépendoit de Louis d'être juste impunément, de rassurer les esprits sur sa puissance par sa modération; et de jouir d'un repos plus honorable que ne pouvoient l'être de nouveaux succès. Il étoit même assez naturel de croire qu'au défaut de motifs plus nobles, le goût du roi pour l'éclat des fêtes, les plaisirs des sens et les plaisirs plus délicats des arts, lui feroit désirer la durée du calme, et l'occuperoit assez pour combattre cette inquiétude secrète et vague de l'ennui, toujours funeste aux princes et aux peuples. En effet, le mariage de mademoiselle de Blois (1680), fille naturelle de la duchesse de la Vallière, avec Louis, prince de Conti, qui surprit la France sans la scandaliser, et celui du dauphin avec Marie - Anne - Victoire, princesse de Bavière, amusèrent la cour, et fournirent au roi l'occasion d'étaler tout le luxe de la royauté; les cérémonies furent magnifiques, les spectacles

variés et brillans. Les bâtimens et les jardins de Versailles attiroient surtout l'attention de Louis XIV, qui présidoit lui-même au choix et à l'exécution des plans. Ces ouvrages immenses au milieu d'un désert étoient une espèce de défi donné par la puissance et par le génie à la nature ; ils flattoient l'orgueil et l'ambition de Louis, et absorboient des millions, qui auroient été employés plus utilement à multiplier les sources de la richesse nationale.

Cependant toutes ces dépenses de luxe n'empêchoient pas le gouvernement de fortifier les frontières, de perfectionner la marine, et d'entretenir une force armée toujours menaçante. Le roi lui-même parcourut toute la lisière de la Flandre maritime, et ce voyage cachoit sous les dehors du plaisir, des vues plus sérieuses. On ajouta de nouveaux ouvrages à Dunkerque, à Ypres, à Menin, à Lille, à Tournai. Malgré la jalousie et les appréhensions des Suisses, Huningues s'éleva à peu de distance de Bâle, pour couvrir la Franche-Comté et l'Alsace. Landau et Phalsbourg devinrent des places considérables, et du côté de la Lys, de l'Escaut, du Rhin, de la Sarre, de la

Moselle, de la Meuse, sur tous les points par où les ennemis pouvoient pénétrer en France, *Vauban* bâtissoit des barrières et des remparts. *Colbert* et *Seignelai* son fils, qui voyoient dans la marine royale la sauve-garde et le boulevard du commerce, n'épargnoient rien pour la rendre florissante. A l'embouchure de la Charente on agrandissoit Rochefort; on donnoit plus de solidité et de force aux fortifications de Toulon. Les arsenaux recevoient tous les jours de nouvelles richesses, et des vaisseaux nouvellement construits quittoient les chantiers. Soixante mille matelots inscrits sur les rôles, pouvoient être prêts au premier signal, et afin de multiplier les officiers instruits et habiles, on avoit multiplié le nombre des élèves dans les écoles de navigation. L'armée de terre n'avoit éprouvé, après la paix de Nimègue que de foibles réductions; les troupes bien disciplinées et payées régulièrement se formoient tous les ans en camps d'instruction; des officiers-généraux les exerçoient aux évolutions militaires, et *Louvois* qui ne vouloit pas le céder à *Seignelai*, avoit fait créer six compagnies de cadets, qui, placés dans

les citadelles de Metz et de Tournai, devoient être une pépinière de bons officiers.

Toutes ces mesures pouvoient encore être justifiées, et même en les regardant comme des mesures défensives, on pouvoit admirer la prévoyance et l'activité du gouvernement. Plus un état est jaloux de conserver la paix, et plus il doit préparer avec soin tout ce qui est nécessaire pour faire au besoin une guerre prompte et décisive à ses ennemis. D'ailleurs, les avantages que les derniers traités de paix avoient assurés à la France, ne lui permettoient pas de croire qu'elle pourroit à la longue les conserver, si elle négligeoit les moyens de les défendre. Mais de la défense légitime de ses droits à une guerre d'ambition entreprise pour en acquérir de nouveaux, il n'y a souvent qu'un pas; on dépasse facilement les calculs d'une juste prévoyance, on crée des dangers pour les combattre; on prête de mauvais desseins à son ennemi, afin d'avoir un prétexte de l'en punir. Une grande puissance militaire devient aisément agressive; il faut toute la force de la modération pour ne pas abuser de ses forces, et *Louis XIV.*

fier de sa fortune , entraîné par les calculs de quelques-uns de ses ministres , et comptant sur une patience sans bornes de la part de ses voisins , prouva bientôt par une suite d'attentats inouïs contre le droit des gens et la foi des traités , que jamais un état ne voudra que ce qu'il doit , du moment où il pourra tout ce qu'il veut.

Les traités de Westphalie , d'Aix-la-Chapelle et de Nimègue avoient donné à la France un grand nombre de villes et de districts avec leurs dépendances. Ce terme étoit vague ; on pouvoit à volonté le restreindre et l'étendre. Si les traités n'étoient pas clairs , il falloit le concert de toutes les puissances pour déterminer le sens des articles litigieux.

*Louis XIV* s'établissant à la fois juge et partie , crée des chambres de réunion à Metz , à Brisac , à Bosançon , à Tournai , et les investit d'un grand pouvoir. On les charge d'examiner et de rechercher quelles villes et quels pays limitrophes ont fait autrefois partie des pays cédés à la France ; on érige en principe que ce qui a été uni dans les temps antérieurs , doit y être incorporé de nouveau ; ce principe subversif de toute propriété

dirige les opérations des chambres ; qui, disposant à leur gré des pays voisins, menacent ou frappent de leurs arrêts, toutes les puissances dont les provinces excitent la cupidité du gouvernement français. Les commissaires du roi, dociles à ses ordres, s'arrogent une véritable suprématie et lui adjugent des districts considérables ; on enlève Germersheim et plusieurs autres villes à l'électeur Palatin, Lauterbourg à l'évêque de Spire, la principauté de Deux-Ponts au roi de Suède, et on s'empare des comtés de Veldenz, de Hombourg, de Bitsche, et de la principauté de Montbeillard. Ces injustices multipliées excitent autant d'étonnement que d'indignation, et répandent la consternation en Allemagne ; l'Empire proteste contre cet abus de la puissance, et gémit de ne pas pouvoir lui opposer des forces qui donnent du poids à ses protestations ; les princes qui sont encore éloignés de la ligne fatale des réunions, redoutent ses progrès et invitent l'empereur à prendre des mesures vigoureuses. *Léopold*, occupé à défendre ses états héréditaires, n'agit que mollement. La France qui a le secret de sa faiblesse, en fait la mesure



de sa propre audace, marche en avant, et se porte à des usurpations nouvelles. Strasbourg, place importante par sa population, ses richesses et sa situation avantageuse, ouvre ses portes à *Louvois* (30 septembre 1680) qui se montre devant ses murs à la tête d'une armée. Une partie des habitans est gagnée à prix d'or ; le plus grand nombre est intimidé, et l'on présente à l'Europe cette reddition forcée comme volontaire. Le même jour où Strasbourg tombe, *Boufflers* entre dans Casal que Charles IV duc de Mantoue a vendu à la France pour douze cent mille livres. Cette forteresse lui assure un passage libre en Italie, et lui donne un moyen de plus d'attaquer l'Espagne.

Ainsi *Louis XIV* fait, en pleine paix, des conquêtes plus précieuses que celles qu'il doit à la guerre ; des écrivains complaisans, vendus au ministère de France, emploient toute l'adresse de leur esprit et toutes les tournures insidieuses de la langue, pour pallier ces violences et leur donner les couleurs de la raison et de la justice. Cette insulte à la bonne-foi insulte en même temps aux lumières des autres cabinets, qui

ne sauroient être dupes de ces apologies artificieuses. Cependant l'Europe supporte ces injures en silence. La désorganisation de l'Espagne, l'épuisement de l'Autriche, ne laissent à tous les états d'autres garans de leur existence que la Hollande et l'Angleterre. La première de ces deux puissances sent la nécessité d'une coalition, en forme le plan, et s'unit éventuellement avec la Suède; mais le roi d'Angleterre entre foiblement dans ses idées; ses engagements secrets avec la France ne lui permettent pas de sortir de son inaction; et il cherche des prétextes pour y rester.

Les mesures agressives de *Louis XIV* continuoient et devenoient de jour en jour plus alarmantes pour ses voisins. En conséquence d'une décision de la chambre de réunion, les troupes françaises occupèrent le duché de Luxembourg, et cernèrent même la ville. Les représentations de la Hollande et de l'Angleterre furent infructueuses, et l'on s'attendoit à la reddition prochaine de cette forteresse, lorsque sur la nouvelle des préparatifs redoutables que les Turcs faisoient contre la Hongrie, le roi de France affectant une fausse générosité,

donne l'ordre à son armée de se retirer des murs de Luxembourg. Il vouloit persuader à l'Europe qu'il craignoit de distraire l'empereur de la guerre contre les infidèles, et nous verrons que leurs immenses armemens étoient en partie l'effet de ses négociations secrètes et des intrigues du ministre de France à Constantinople. Il ajournoit ses projets, et comme il ne doutoit pas des succès des Turcs, et que plus tard il compta même sur la prise de Vienne, il espéroit que l'Allemagne seroit obligée d'implorer son secours, qu'il lui auroit vendu chèrement.

Les exploits de *Sobieski* et la levée du siège de Vienne renversèrent ce vaste plan, et firent reprendre au cabinet de Versailles sa marche première. Sous prétexte que l'Espagne tardoit à satisfaire le roi de France sur quelques articles du traité de Nimègue, le maréchal d'*Humières* entra dans les Pays-Bas espagnols. Le marquis de *Grana*, gouverneur de la province, ordonna aux commandans des troupes de repousser la force par la force; il ne pouvoit agir autrement sans se déshonorer. Malgré la résistance légitime qu'il rencontre,

*Humières* s'empare de Courtrai et de Dixmuide, et pour effrayer les esprits et les contraindre à la soumission, il laisse ses soldats commettre impunément des ravages. Les villages et les villes sont incendiés par ses ordres. L'Espagne, sous peine d'être effacée du nombre des puissances, ne pouvoit plus garder le silence, ni tenter la voie des négociations; son honneur ne lui permettoit pas de reculer, et elle déclara la guerre à la France (1683). Elle étoit hors d'état de la faire sans le concours de l'empereur, de l'Angleterre et de la Hollande. *Léopold* avoit besoin de toutes ses forces pour soumettre les Hongrois révoltés et pour résister aux Turcs; l'Angleterre cachoit, sous des offres de médiation, le projet arrêté de rester pacifique; la Hollande étoit dirigée dans ses démarches par le génie profond de *Guillaume*; et ce prince prévoyoit bien qu'une guerre sérieuse seroit le seul moyen de réprimer l'ambition de *Louis XIV*; mais tous les ressorts qu'il fit jouer dans la suite, n'étoient pas encore dans sa main, et il falloit de grands événemens en Angleterre pour qu'il pût engager la lutte contre la France avec quelque apparence

de succès. L'essentiel étoit de gagner du temps, et comme l'excès du mal pouvoit seul en amener le remède, *Guillaume* voyoit peut-être, avec une sorte de plaisir, le roi de France accumuler outrages sur outrages, et lasser la patience de l'Europe.

Pour le moment, l'Espagne abandonnée à elle-même, fut obligée de faire seule la guerre à la France. Le début ne fut pas heureux pour elle. Luxembourg se rendit au maréchal de *Créqui*. Le maréchal de *Bellefond* pénétra en Catalogne, et battit les Espagnols près de Pont-Major. Tout promettoit encore à Louis XIV de plus grands succès, et le peu de résistance que ses armes rencontroient par-tout, sembloit l'inviter à pousser ses avantages. Le mauvais état de ses finances l'inclinoit à la paix. La mort venoit d'enlever *Colbert* à la France, et on s'apercevoit déjà de la perte de ce génie fécond en ressources. Il falloit quelques années de repos au peuple, pour qu'il pût supporter le fardeau de la guerre. Les puissances amies de l'Espagne, qui ne pouvoient ou ne vouloient pas combattre pour elle, désiroient de lui épargner de nouveaux sacrifices et

de prévenir sa ruine totale. Elles profitèrent des dispositions du ministère français pour entamer des négociations, et quelque fortes que fussent ses demandes, on sentit qu'il falloit que l'Espagne cédât sur tous les points, afin de détourner d'elle de plus grands malheurs. L'Angleterre et la Hollande proposèrent à la France de garder, dans les Pays-Bas et en Allemagne, tout ce qu'elle possédoit avant le premier investissement de Luxembourg, et de conclure avec l'Espagne et avec l'Empire une trêve de vingt ans. La France ne regardoit ce qu'elle avoit acquis que comme un point de départ pour acquérir encore davantage, et ne demandoit pas mieux que d'obtenir, des parties intéressées, la sanction de ses injustes conquêtes. L'Espagne et l'Empire souscrivirent à regret à ces conditions; la nécessité leur en faisoit une loi. Ils se consolèrent en pensant que le moment n'étoit pas éloigné où toute l'Europe vengeroit leurs injures et leur feroit restituer leurs provinces. En effet, il étoit bien évident que cette trêve de vingt ans n'atteindroit pas son terme, et que, des deux côtés, on ne vouloit que se préparer au com-

bat. Le ton dictatorial que la France avoit pris dans les dernières négociations, et les sacrifices qu'elle avoit arrachés à la foiblesse, étoient de nouveaux torts qui n'étoient pas propres à effacer les anciens, et qui mettoient sa prépondérance dans tout son jour. La trêve fut signée à Ratisbonne (1684).

Dans le même temps où *Louis XIV* commettoit des violences sans nombre et fouloit aux pieds le droit des gens, il punissoit les pirateries des Barbaresques qui avoient osé insulter le pavillon français. Ces corsaires, qui font de la guerre un état et du crime une profession, étoient déjà le fléau de la Méditerranée et l'opprobre de l'Europe civilisée. Leur existence seule est un scandale et une tache honteuse pour toutes les puissances maritimes, car ils sont, dans la république des états et sur la grande route de la mer, ce que seroient dans une société quelconque des brigands qui infesteroient les chemins, et avec qui les gouvernemens transigeroient au lieu de les exterminer. Il est sans doute aussi difficile d'extirper ces pirates qu'il est facile de les châtier; le concert rendroit la chose possible, mais personne

ne l'a jamais voulu sérieusement, et tous les états ont cru tour-à-tour trouver leur compte à les conserver. *Louis XIV* ne se proposoit aussi que de les punir, et non de les contraindre à cesser leur métier, ou à cesser d'être. La France auroit cru compromettre sa dignité en négociant avec ces corsaires, ou en achetant sa sûreté. Elle voulut les dompter par la terreur, et leur dicter des conditions qui fussent dans ces parages la sauve-garde de sa marine; elle réussit. *Duquesne*, le plus grand homme de mer que la France ait jamais eu, parut avec une flotte considérable devant Alger (1680); les galiotes à bombes, invention nouvelle, produisirent un effet prodigieux. A la vue de leurs ravages, Alger s'humilia, demanda grâce, et l'obtint en rendant sans rançon six cents prisonniers français. Le maréchal d'*Etrées* fait éprouver le même traitement à Tripoli (1684), qui promet de respecter les vaisseaux français. Bientôt d'*Etrées* se montre devant Tunis, et déjà Tunis se soumet. Ces expéditions rapides et heureuses flattoient l'orgueil de Louis, rendoient la sûreté au commerce de la France, et procuroient même des



avantages indirects aux autres états ; cependant, ils ne virent pas sans une jalousie et une inquiétude naturelles, ce grand déploiement de forces qui prouvoit l'importance de la marine françoise et son état florissant.

Louis XIV devoit travailler à se faire pardonner sa grandeur, et rassurer sur les dangers dont elle menaçoit l'Europe ; aveuglé par son orgueil et par son ambition, il sembloit avoir le dessein de faire haïr sa puissance par des abus multipliés. Après avoir puni des états injustes de leurs injustices, il punit les états foibles de leur foiblesse, et leur impute comme autant de crimes des mesures que l'intérêt de leur sûreté leur avoit commandées impérieusement ; Gènes, placée entre la France et l'Espagne, les redoutant toutes deux, et forcée de se déclarer pour l'une d'elles, avoit épousé, dans la dernière guerre, la cause de l'Espagne, parce qu'elle avoit prêté des sommes considérables à cette puissance, et qu'elle étoit intéressée au maintien de son existence et de son crédit. Trop petite pour se soutenir sans appui, elle s'étoit attachée à l'Espagne, peut-être à raison de ce qu'elle craignoit la France.

La France auroit eu le droit, pendant la guerre, de faire repentir la république de son choix ; après la paix avec l'Espagne, il n'étoit ni généreux ni juste de ressentir d'anciennes offenses, plus apparentes même que réelles. *Duquesne*, l'exécuteur des vengeances de Louis XIV, part à la tête d'une flotte, et va bombarder Gênes (1684). Cette ville, jadis puissante, toujours superbe et magnifique, encore fière de ses souvenirs, ne veut pas souscrire sans résistance aux conditions injurienses que la France lui prescrit ; elle se défend avec vigueur ; les forces étoient trop inégales ; le feu des Français fait des rayages terribles dans cette cité peuplée, ses palais sont incendiés, ses habitans périssent sous leurs ruines. *Seignelai*, ministre de la marine, étoit lui-même à bord de la flotte pour hâter le succès des opérations. Gênes montra un courage digne d'un meilleur sort. Elle refusa de se soumettre malgré les flammes qui la dévoroiént, malgré la descente heureuse des Français dans le fauxbourg de S. Pierre d'Arena, où ils mirent tout à feu et à sang. A la fin, la flotte ayant consumé toutes ses provisions, fut obligée de mettre à la voile,

et retourna dans les ports de la Provence. La république prévoyant bien qu'elle alloit revenir avec de nouvelles forces, et ne pouvant espérer aucun secours de l'Espagne, résolut de négocier avec le ministère de Versailles. Elle avoit sauvé son honneur, elle voulut sauver son existence. Les conditions du pardon furent dures et humiliantes. *Louis XIV*, naturellement généreux démentit son caractère dans cette occasion. Ivre d'orgueil et de bonheur, il oublia que la fortune a ses vicissitudes; et les articles de la paix qu'il accorda aux Génois, étoient une véritable insulte au malheur et à la foiblesse. Il ordonna que le doge et quatre sénateurs se rendroient à Versailles pour lui demander pardon dans les termes les plus soumis; que par une exception aux lois de la république, qui vouloient que le premier officier de l'état ne pût jamais quitter la ville sans perdre sa place, le doge conservât la sienne; enfin, que Gênes rompît toute espèce de relations avec l'Espagne. Il fallut souscrire à tout. Les deux premières conditions coûtèrent le plus aux Génois, car elles n'étoient pas commandées par l'intérêt de la France; la passion seule les avoit

dictées ; elles n'avoient d'autre but que d'humilier gratuitement ce malheureux peuple , et il n'y a rien qu'un peuple qui mérite encore ce nom , supporté plus impatiemment que le mépris. Cependant, le doge *Impériale Lescaro* fut obligé d'aller essuyer les hauteurs et les dédains des ministres de Louis XIV. On ne les lui épargna pas ; mais il parut plus grand que ceux qui lui prodiguoient les humiliations. Toute l'Europe partagea l'indignation secrète de Gènes. Les esprits les moins élevés furent révoltés de ce défaut total d'élévation et de noblesse. On pouvoit expliquer les injustices de Louis XIV par l'appât de quelqu'intérêt réel , et dans ce genre , la plupart des hommes sont toujours disposés à excuser ce qu'ils expliquent. Le plaisir barbare d'obliger le premier magistrat de Gènes , au mépris de ses lois , de venir à Versailles faire amende honorable , étoit une véritable inhumanité qui ne pouvoit tenir qu'au délire de l'orgueil , et qui souleva tout le monde.

L'année suivante le pape ne fut pastraité avec plus de ménagement que Gènes. *Innocent XI* étoit un souverain juste , un prêtre d'une régularité irréprochable ;

comme pontife il manquoit de cette souplesse qui se prête à l'esprit du temps, et son attachement aux anciennes maximes du saint siége tenoit de l'obstination. Il avoit eu avec *Louis XIV* des démêlés très-vifs au sujet de la régale et de la confirmation des évêques, dans lesquels le roi montrant autant de sagesse que de fermeté, avoit prouvé au pape que pour être religieux, un prince ne devoit pas être servile; et appuyé du clergé de France, il avoit défendu et proclamé avec force l'indépendance du trône et les libertés de l'église gallicane. Lorsqu'*Innocent XI* voulut abolir à Rome le droit d'asile, toutes les autres puissances y consentirent, la France seule s'y opposa. Cependant, le projet du pape étoit avoué par la raison, et pouvoit même paroître à ses yeux un devoir sacré. Le droit d'asile dont les ministres étrangers jouissoient à Rome pour leurs hôtels, et qu'ils étendoient à tout leur quartier, compromettoit la tranquillité générale, favorisoit le crime, et rendoit toute police impossible. Sur les représentations d'*Innocent XI*, les états catholiques renoncèrent à un droit qui étoit un véritable attentat contre

l'ordre public. *Louis XIV* seul fut inflexible; il invoqua la dignité de sa couronne, comme si elle avoit consisté à couvrir des indignités de sa protection; le pape persista, et profita, pour publier l'abolition de cet usage, de la mort de *d'Estrées* ministre de France. *Louis* nomma le marquis de *Lavardin* à cette ambassade, et l'envoya à la tête de sept cents hommes, faire la loi au pape dans sa propre capitale, et se maintenir à main armée dans la possession de ce droit abusif.

Au milieu de ces violations du droit des gens et des premières règles de la justice universelle, tandis que *Louis XIV* annonçoit par toutes ses démarches qu'il ne respectoit rien et ne craignoit personne, et qu'il mettoit les autres états dans la nécessité de tout supporter de sa part, et de tout hasarder pour défendre leur indépendance, il attaquoit lui-même sa puissance dans son principe, et l'affoiblissoit par une suite de mesures aussi contraires à ses intérêts qu'à ses devoirs. En révoquant l'édit de Nantes, donné en faveur des réformés, il envoyoit dans les cours de ses ennemis des hommes portés à nourrir la haine générale contre la France par leurs

plaintes, et à la servir par leurs talens.

L'édit de Nantes donné par *Henri IV* au parti qui l'avoit placé sur le trône, lui avoit été dicté par la nécessité des circonstances. Il falloit apaiser, rassurer et récompenser les réformés, en leur offrant des consolations pour le passé et des garanties pour l'avenir. On leur accorda des avantages et des privilèges qui étoient plutôt une arme offensive qu'un bouclier; incompatibles avec l'unité de l'état, dans la main de chefs habiles et ambitieux ils pouvoient devenir dangereux, et le devinrent. *Richelieu*, en ôtant aux réformés les villes de sûreté, et en leur enlevant une organisation politique dont ils avoient abusé, avoit fait une chose utile et commandée par la saine politique. Depuis, contents de la liberté civile et religieuse qui leur étoit restée, ils avoient respecté les lois, enrichi l'état par leurs travaux, défendu le trône par leur valeur, et ils mettoient leur gloire à contribuer à celle de leur patrie. L'unité régnoit dans l'état, où elle est nécessaire; mais non dans l'église, où elle est impossible et où elle seroit toujours funeste. L'esprit de la religion catholique est de ne pas composer avec ce qu'elle

appelle l'erreur; se croyant éternelle, elle ajourne ses prétentions à un temps indéfini, sans jamais les abandonner ou les perdre de vue. La haine et la jalousie contre les réformés survivant aux causes qui les avoient fait naître, étoient plutôt assoupies qu'éteintes, et l'on travailloit sourdement à l'exécution d'un grand plan.

Depuis plusieurs années, les réformés, vus de mauvais œil par le gouvernement, étoient les objets de vexations sourdes ou même d'injustices ouvertes. Les évêques leur tendoient des pièges et leur présentoient sans cesse des appâts de conversion; les intendans leur suscitoient des embarras dans les affaires les plus simples, et faisoient peser sur eux plus que sur d'autres le fardeau des charges publiques; les juges prononçoient contre eux, pour peu qu'ils le pussent sans violer les premières lois de la justice; on prêtoit aux pasteurs des crimes imaginaires, et l'on envenimoit leurs démarches quelquefois imprudentes, afin de les perdre, de les décréditer et de les éloigner. On excluait les réformés de toutes les places et de tous les emplois publics, et sans consulter leur mérite ou les besoins de l'état, on leur enlevait les



postes lucratifs ou honorables qui leur avoient été confiés. Colbert étoit le seul qui fût juste à leur égard ; il les protégeoit contre la haine aveugle et les entreprises du gouvernement, parce qu'il connoissoit toute l'étendue des services qu'ils rendoient à l'état dans les arts et dans le commerce. Ce grand homme étoit trop habile administrateur pour ne pas être tolérant, et il avoit senti que la liberté civile et religieuse étoit le principe du travail, de l'industrie et de la richesse des nations. A sa mort, on changea de système et de marche à l'égard des réformés. On substitua des moyens violens à de plus doux dont on s'étoit servi, et l'on érigea en maxime que l'intérêt de l'état exigeoit la réunion des réformés à l'église catholique, que la sainteté du but légitimoit toutes les mesures qui pouvoient y conduire, et qu'il falloit forcer ceux qui ne pouvoient ou ne vouloient être ni convaincus ni persuadés, à professer la religion dominante. Cette maxime devint bientôt celle du gouvernement, et *Louis XIV* crut qu'il étoit de son devoir et de sa gloire, de suivre un plan qui étoit aussi contraire à l'une qu'à l'autre.

Tout se réunit pour aveugler, égarer, ou séduire ce malheureux prince. On s'appuya de sa piété et de son orgueil, pour lui faire signer des ordres aussi impolitiques qu'injustes. Le roi avoit toujours été sincèrement attaché à la religion ; il tenoit à elle par sentiment, par habitude, et même par principes. Au milieu des désordres de sa conduite il s'étoit toujours condamné lui-même ; trop esclave de ses passions pour les sacrifier à la règle, il avoit toujours eu la force de reconnoître, et même de déplorer ses foiblesses, et il auroit désiré pouvoir les expier par son respect et par sa soumission pour l'église. Il ne fut pas bien difficile à son confesseur, le père *La Chaise*, de lui présenter la conversion des protestans comme un moyen d'effacer le passé et de faire son salut en faisant celui de ses sujets. Les ministres et les courtisans lui promettoient dans cette entreprise de grandes facilités, et flattant son ambition, lui garantissoient l'admiration de ses contemporains et celle de la postérité, s'il réussissoit à faire ce que ses prédécesseurs avoient tenté inutilement. Madame de *Maintenon* les soutenoit de tout

VII.

2

son crédit, ou plutôt elle leur suggéroit les idées les plus propres à frapper le roi; car c'étoit elle surtout qui vouloit amener à tout prix la réunion des réformés aux catholiques.

Cette femme née dans la misère, élevée dans l'obscurité, jetée en apparence hors de toutes les routes de la fortune, avoit eu le bonheur de trouver des circonstances favorables à son ambition, le talent d'en profiter, et au grand art d'arriver à la première place, elle joignit l'art plus difficile de s'y maintenir. Petite-fille de *d'Aubigné*, serviteur de confiance de Henri IV et protestant zélé, elle avoit embrassé de bonne heure la religion catholique, et elle mettoit à la conversion des autres toute l'ardeur d'une convertie. Madame de *La Vallière* avoit été sensible et touchante; madame de *Montespan*, piquante, spirituelle, éblouissante de beauté et d'esprit; madame de *Maintenon* n'avoit ni la sensibilité de l'une ni les passions impétueuses de l'autre, et sa beauté étoit sur le retour. Avec de la pénétration et de la finesse, de l'instruction et de l'esprit de conduite, sans ce mouvement d'imagination qui dérange tout, et sans

cette chaleur de l'ame qui fait qu'on s'oublie soi-même pour les intérêts des autres, elle étoit faite pour observer tout avec justesse, pour attendre les événemens avec patience, pour dissimuler et feindre avec un égal succès, et pour tirer des fautes des autres tout le parti possible ; sa froideur même la servoit admirablement, et son égoïsme, calculant toutes ses démarches, devoit la faire triompher de madame de Montespan qui s'abandonnoit à toutes les impressions, et la conduire à la fortune. Elle avoit eu le temps de bien étudier le caractère de Louis XIV et celui de ses entours ; elle connoissoit le roi à fond ; elle le voyoit fatigué de jouissances, refroidi par l'âge et par l'abus des plaisirs, lassé des caprices et des inégalités de sa maîtresse, ouvert aux regrets quelquefois voisins du remords, et sentant le besoin d'une relation intime qui occupât son esprit et son cœur, et où il pût aller déposer ses chagrins et surtout ses ennuis. Ce fut sur cette connoissance approfondie du caractère de Louis XIV qu'elle régla toutes ses démarches, et la veuve de Scarron devint l'épouse secrète du plus puissant et du plus fier des souverains de

l'Europe. Sage par tempérament, bonne par réflexion, simple et modeste par politique, sous les dehors de la réserve et de la discrétion tourmentée de la soif de dominer, elle sut attirer à elle les affaires les plus importantes en gagnant toute la confiance de Louis XIV, et elle lui fit trouver de la douceur à parler de tout avec une personne qui lui paroissoit entièrement dévouée et qui ne pouvoit pas avoir d'autres intérêts que les siens. Si la seconde moitié du règne de Louis XIV n'a pas eu l'éclat de la première, on doit l'attribuer en partie à l'empire de cette femme qui avoit l'esprit plus fin que vaste, et qui, étrangère aux conceptions larges et grandes rétrécit et allanguit insensiblement l'âme du roi, lui suggéra souvent de petites vues, et lui dicta de mauvais choix. Comme son âge ne lui permettoit pas d'asseoir sur ses charmes l'espérance d'un crédit durable, elle tâcha de bonne heure d'y suppléer en liant ses intérêts à ceux de la conscience du roi, et en appelant la religion à son secours; malheureusement ce n'étoit pas la religion tendre, douce, épurée, sublime de Fénelon. Soit que madame de *Maintenon* fût elle-même

superstitieuse et dévote, ou qu'elle prit le langage et les habitudes de la dévotion, elle les donna bientôt au roi. Afin de l'occuper pendant que l'Europe étoit en paix, elle lui présenta le plan de la conversion des protestans comme le vrai moyen de satisfaire à la fois sa piété et son amour pour la gloire, et les persécutions commencèrent.

Cependant, nous devons à la justice de dire que les horreurs dont la France fut le théâtre, bien loin d'être commandées par le roi et approuvées par madame de Maintenon, furent commises malgré eux, et probablement à leur insçu. Rien ne prouve mieux combien les rois, même les plus vigilans et les plus actifs, sont sujets à être trompés, que de se rappeler toutes les barbaries qu'on a exercées en France contre les réformés sous un prince qu'on ne sauroit accuser d'inhumanité. *Louis* mal conseillé par ses passions, égaré par quelques idées fausses mais éblouissantes, obsédé par ses ministres et surtout par le vieux chancelier *Le Tellier* qui joignoit au mérite d'un esprit supérieur le fanatisme d'un esprit borné, pressé par madame de *Maintenon*, et opposant aux

réclamations sourdes que sa conscience et son bon sens naturel élevoient peut-être encore en faveur des réformés, le suffrage et l'avis du grand *Bossuet*, signa l'édit (1685) qui devoit porter la désolation dans toute la France. C'étoit rompre un contrat solennel, manquer à sa parole royale, déchirer l'acte auquel les Bourbons avoient dû le trône, où du moins par lequel il l'avoient payé, enlever à une portion nombreuse de ses sujets un droit inaliénable, car l'homme ne sauroit jamais renoncer à un devoir sacré, et par un acte de sa volonté, cesser en quelque sorte d'être homme. Non seulement l'édit qui révoquoit celui de Nantes, ôtoit aux réformés leurs privilèges, il les privoit encore de tous les avantages dont jouissoient les autres citoyens, ordonnoit la démolition de tous les temples, défendoit même la célébration du culte dans les maisons particulières, bannissoit les ministres du royaume s'ils refusoient de se convertir, et violant toutes les lois de la nature, arrachoit les enfans du sein de leurs parens, pour les faire élever dans la religion catholique.

On avoit persuadé à Louis XIV que

le nombre des réformés dans le royaume n'étoit pas bien considérable, et on en comptoit des millions; on lui avoit dit que la plupart n'attendoient que ses ordres pour se faire un mérite de leur changement de religion, et qu'il seroit facile de les gagner par des espérances flatteuses, ou par la force de la vérité; et la fermeté des réformés étoit à l'épreuve des menaces, leurs vertus fort au-dessus de l'appât d'un vil intérêt; leurs lumières éclairoient les argumens par lesquels on attaquoit leur foi; l'honneur se réveilla dans les ames les moins fortes, et du moment où il y eut de la lâcheté à quitter la religion réformée, ceux même qui avoient été ébranlés par les raisonnemens de Bossuet et d'autres défenseurs de la religion catholique, restèrent fidèles au culte de leurs pères. Il ne se faisoit que peu de conversions, et elles n'étoient rien moins que glorieuses.

*Louvois*, fils digne de Letellier, moins fanatique et tout aussi violent que lui, résolut de substituer la terreur et les supplices aux moyens de corruption dont l'expérience prouvoit qu'on avoit trop présumé. Le ministre de la



guerre paroissoit devoir rester étranger à une affaire de religion et de culte ; *Louvois* jaloux d'être employé et de se rendre nécessaire , moins occupé en temps de paix , et ne sachant que faire de ses troupes , envoya des milliers de dragons dans les provinces , pour faire de nouvelles conquêtes sur les consciences. Il est difficile de croire que *Louvois* ait pu faire marcher ces troupes sans en prévenir *Louis XIV* ; il falloit bien qu'il en reçût l'ordre ou du moins la permission ; ce qu'il y a de sûr , c'est que *Louvois* trompa le roi sur la véritable destination de cette force armée qu'il envoyoit contre des citoyens paisibles ; il lui persuada qu'elle étoit nécessaire pour réprimer quelques séditeux , et pour prévenir la révolte.

Les satellites de *Louvois* inondèrent toutes les parties de la France , d'abord les provinces du midi , puis celles de l'ouest et du nord , et traitèrent leurs malheureux concitoyens avec une barbarie que la guerre même n'auroit pas légitimée. Les réformés furent exposés à toutes les vexations de la part d'une soldatesque effrénée qui ne voyoit en eux que des hérétiques et des rebelles ,

et que le fanatisme rendoit sourde à la voix de l'humanité. Répandus dans les maisons des réformés, ils y vivoient dans l'abondance aux dépens de ces infortunés qui, pour fournir au luxe de leurs oppresseurs, étoient forcés de se priver des choses les plus nécessaires à la vie. On leur enlevoit sans pudeur, leur or, leur argent, leurs bijoux, tous leurs meubles de prix; on arrachoit les enfans au sein de leurs mères, on brûloit leurs livres sacrés, on condamnoit à la roue les ministres trop fidèles et trop généreux pour abandonner leurs troupeaux; l'enfance, la vieillesse, la foiblesse du sexe, rien ne trouvoit grace aux yeux du soldat. Après avoir exercé sur ces déplorables victimes tous les raffinemens de la cruauté, on les traînoit aux autels, on les contraignoit à prononcer d'une voix défaillante les paroles d'abnégation; les relaps étoient jetés dans les prisons et punis avec la dernière rigueur. On provoquoit et l'on récompensoit les délations domestiques, on recevoit avec empressement les dépositions des serviteurs contre les maîtres, des enfans contre leurs pères, des femmes contre leurs maris; tous les liens de la nature étoient rompus. Une

mort prompte et violente eût été un bienfait pour les objets de ces cruelles persécutions; on la leur refusoit, on aimoit mieux prolonger leur vie afin de prolonger leurs tourmens et de les conduire à la mort par des douleurs lentes, graduelles, toujours répétées. Les soldats avoient ordre de ne tuer personne.

Au milieu de ces attentats multipliés du gouvernement contre ceux qu'il devoit défendre et protéger, attentats dont le simple et authentique récit aura toujours la vraisemblance contre lui, la constance des protestans resta inébranlable. Louvois ne parvenoit pas à son but; ses triomphes étoient aussi rares que honteux. Il semble que la volonté acquière plus de ressort à raison des efforts que l'on fait pour la comprimer et la briser; la fermeté et la persévérance des opprimés paroissent augmenter avec la cruauté et la barbarie des oppresseurs, et marchent de pair avec elles. Pour l'éternelle instruction des princes et des peuples, on vit les persécutions fortifier l'attachement des réformés à leurs principes, et le courage des martyrs rallier les esprits incertains à leur cause. Il y eut des conversions, mais elles étoient

simulées, apparentes, autant d'artifices de la foiblesse pour se soustraire à la tyrannie de la force; et ceux des nouveaux convertis qui abandonnèrent véritablement la foi de leurs pères, étoient pour la plupart des hommes qui n'avoient d'autre principe que leur intérêt, et dont la conversion étoit un avantage et un honneur pour les autels qu'ils désertoient, et un opprobre pour ceux qu'ils alloient embrasser.

Tous ceux qui ne vouloient pas renier leur religion, et qui ne pouvoient pas échapper à des persécutions toujours renaissantes malgré les sacrifices et les privations volontaires auxquels ils se soumettoient, résolurent de quitter le royaume et de fuir une patrie ingrate et cruelle, qui les traitoit comme ses ennemis et non comme ses enfans. Ce projet étoit aussi sage que légitime; le gouvernement, en violant tous leurs droits, les avoit libérés de toutes leurs obligations. L'exécution en étoit difficile, car c'est une erreur de croire que la France vouloit contraindre les réformés à s'expatrier, ou même le leur permettre. Elle paroissoit à la vérité les repousser de son sein; mais par la plus barbare inconséquence, elle vou-

loit dans le fait les y retenir, et leur rendre la fuite impossible. Il étoit défendu sous peine de mort à tout autre qu'aux ministres de la religion de sortir du royaume. Les frontières étoient gardées sévèrement, on examinoit les voyageurs avec la plus grande rigueur, les troupes réparties sur tous les points formoient un mur en apparence impénétrable, et *Louvois* se flattoit d'avoir enveloppé toutes ses victimes dans un filet d'airain. La liberté fut plus active, plus ingénieuse, plus énergique à rompre toutes les barrières qui fermoient la France que le despotisme à les multiplier et à les surveiller. L'enthousiasme religieux joint à l'intérêt de la sûreté, donna du courage aux plus foibles, inspira des artifices aux plus simples, de l'audace aux plus timides, et fit braver la faim, la soif, l'imtempérie des saisons, les dangers de la mer, la pauvreté, les séparations les plus douloureuses, aux malades, aux vieillards, aux femmes et aux enfans. Plus de cinquante mille familles s'expatrièrent; plus de deux cent mille fugitifs de tout ordre, de tout rang et de tout état, allèrent porter dans les pays étrangers, leurs foyers, leurs

talens , leur industrie , les débris de leur fortune et leur haine contre Louis XIV.

Cette émigration fut une véritable calamité nationale pour la France , porta un coup terrible à sa puissance , et lui fit plus de mal que n'auroit pu lui en faire la guerre la plus longue et la plus sanglante. Non-seulement elle perdit une partie de sa population ; elle se priva d'une foule de citoyens dignes de ce nom , illustres par leurs services , recommandables par leurs vertus. Leur fermeté généreuse et les motifs qui les déterminoient à quitter leur patrie , donnoient à la France la mesure de leur mérite et devoient les lui faire regretter doublement. La plupart abandonnèrent leur fortune , car il étoit difficile de réaliser ses biens et de faire sortir ses capitaux du royaume ; cependant , la somme d'or et d'argent qui sortit de la France fut considérable , et ce numéraire alimenta le travail des arts et augmenta le mouvement du commerce dans les pays voisins. La Suisse , l'Angleterre , la Hollande , l'Allemagne s'empressèrent d'accueillir ces colons intelligens et laborieux , qui naturalisèrent sur un sol étranger de nouvelles branches d'industrie , et transplan-

tèrent des productions et des procédés dont la France avoit eu seule le secret, et dont elle avoit seule recueilli les fruits.

Personne ne montra plus de zèle, plus de générosité et une politique plus active et plus saine dans cette occasion que *Frédéric-Guillaume*, le grand électeur. L'année même de la révocation de l'édit de Nantes, il publia l'édit de Potsdam, qui assuroit aux réformés tous les avantages qui pouvoient servir d'aguiilon à leur activité. Comme la politique et la religion conseilloyent également à l'électeur cette conduite, sa générosité put facilement avoir l'air d'un calcul d'intérêt propre; mais son ame naturellement magnanime n'étoit pas faite pour couvrir l'égoïsme du masque de la piété, et n'avoit pas besoin de recourir à ces petits artifices. Il vit en même temps l'honête et l'utile dans cette grande mesure, et fut aussi sensible à l'un qu'à l'autre. Ce qu'il y a de certain, c'est que dans l'histoire de l'administration des empires, on trouve peu d'exemples d'avances de culture qui aient produit d'aussi beaux fruits, que celles qui furent faites par l'électeur aux réfugiés français. On ne sauroit nier qu'ils ont eu

une influence bienfaisante et décisive sur les progrès de l'économie rurale et des arts mécaniques, et qu'ils ont contribué à former le goût national, et à répandre dans le pays les agréments de la vie sociale : En créant par leur exemple et par leurs leçons de nouveaux besoins, ils ont créé en même temps de nouveaux moyens de les satisfaire, et développé des principes de richesse encore inconnus. Sans eux, le génie des souverains du Brandebourg, le bienfait des circonstances et les lois mêmes de la nature auroient conduit la nation qui les reçut au même degré de civilisation, de lumières et de puissance; mais il faut convenir que les réfugiés français ont rendu ce travail plus aisé, et que dans la brillante carrière que la nation a fournie, elle leur doit quelques obstacles de moins et quelques facilités de plus.

Non-seulement les états voisins de la France et ses ennemis naturels s'enrichissoient de ses pertes volontaires, et recevoient d'elle-même des armes qu'ils alloient tourner contr'elle; les réformés alloient encore par-tout allumer ou nourrir la haine contre Louis XIV. Les uns, par un esprit de vengeance; les autres, dans l'espérance vague que la guerre



pourroit les faire rentrer dans leurs foyers et leur rendre la jouissance de leurs droits, souffloient dans tous les cœurs leurs justes ressentimens, inspiroient aux princes et aux peuples, répandoient dans les villes et dans les campagnes, une véritable indignation contre la France, et peignant des plus vives couleurs le tableau de ses forces et celui de ses projets ambitieux, tâchoient de soulever l'Europe, et de prouver à tous les souverains protestans la nécessité d'un armement général.

Ce fut surtout en Hollande et en Angleterre, que la révocation de l'édit de Nantes et les émigrations qu'elle occasionna, eurent une influence marquée sur l'opinion publique, et préparèrent de grands événemens. Le fanatisme persécuteur de Louis XIV réveilla toutes les anciennes idées à demi-assoupies sur l'esprit dominateur et la marche toujours progressive de la religion catholique; il fortifia dans la république des États-Unis et en Angleterre, les craintes générales sur le sort du protestantisme, craintes qui jusqu'alors avoient paru exagérées. Les Anglais connoissoient les relations intimes de la cour de S. James et du cabinet de Versailles,

et ne pouvoient douter du zèle aveugle de leur roi et de l'activité des jésuites qui l'entouroient ; ils virent dans la catastrophe des protestans de France, l'image des malheurs qui les attendoient eux-mêmes s'ils ne prenoient des mesures vigoureuses pour les prévenir. La Hollande liée avec l'Angleterre par la religion et par la politique , partagea ses craintes que les réfugiés françois ne cessent pas d'entretenir, et se prêta à toutes les démarches nécessaires pour conjurer le danger. Le prince d'Orange crut la même chose, ou fit semblant de le croire, et si la révocation de l'édit de Nantes ne fit pas mûrir dans sa tête le plan de la révolution qu'il méditoit depuis long temps, du moins elle lui fournit les moyens de l'exécuter. Beaucoup de soldats exercés et d'officiers du premier mérite avoient quitté la France par attachement à la foi de leurs pères ; *Guillaume* en forma des corps entiers qui lui furent dévoués, et qui , joignant à la reconnoissance , à l'honneur , à la religion , une haine profonde contre Louis XIV , rendirent des services signalés au prince d'Orange dans la grande expédition qui le plaça sur le trône de l'Angleterre.

## CHAPITRE II.

Mort de Charles II. Règne de Jacques II. Mécontentement et troubles en Angleterre. Liaison de ces troubles avec la situation politique de l'Europe. Ligue d'Augsbourg. Guillaume d'Orange passe en Angleterre. Fuite de Jacques. Révolution, Coalition contre Louis XIV.

CETTE révolution qui enleva le sceptre de l'Angleterre à l'ami et à l'allié de la France, pour le donner à son ennemi irréconciliable, et fournit à *Guillaume* des moyens de puissance redoutables, fut à la fois le principe et le résultat, la cause et l'effet de la guerre que nous allons voir une partie de l'Europe entreprendre contre *Louis XIV*. Sans la chute et l'expulsion de *Jacques II*, il eût été impossible aux puissances coalisées de résister à la France, ou de la combattre; sans la guerre, la chute et l'expulsion de *Jacques II* eussent été plus difficiles, ou n'eussent été que momentanées, et *Guillaume* ne fût pas monté sur le trône ou ne s'y fût pas affermi;

sans les injustices et les violences de *Louis XIV*, les autres états de l'Europe n'auroient pas secondé par des secours réels, ou favorisé par leurs vœux et par leur silence, l'entreprise du prince d'Orange; et sans le secours de cette entreprise, les injustices de *Louis XIV* seroient peut-être demeurées impunies, et l'indignation générale auroit été impuissante et stérile. La révolution d'Angleterre a donc modifié le système politique de l'Europe; elle a fait passer toutes les ressources de la Grande-Bretagne dans le bassin de la balance qui portoit les puissances rivales et jalouses, ou victimes de la puissance de *Louis XIV*, et elle a préparé son affoiblissement et amené sa décadence. Il importe de saisir sous ce point de vue les principaux traits de cette révolution, afin de pouvoir comprendre et expliquer ses suites et ses conséquences.

Pendant tout le règne de *Charles II*; la nation et le roi avoient presque toujours été divisés; et ces divisions continuelles étoient bien plus le fruit des vices et des défauts de *Charles* que des troubles auxquels la restauration avoit mis fin; elle devoit nécessairement en

produire de nouveaux. Fatigués des orages des guerres civiles, des crimes et des malheurs dont le renversement des anciennes lois et de l'autorité légitime avoit été le principe, les Anglais avoient cherché le repos à l'ombre du trône; et plus frappés des cruels souvenirs du passé et des maux du présent, que de pensées relatives à l'avenir, ils avoient rendu le sceptre à *Charles* sans prendre aucune précaution en faveur de la liberté et de la sûreté publiques contre les abus possibles du pouvoir royal. Tous les partis, las de leurs excès et de leurs souffrances, vouloient la tranquillité à tout prix, et n'étendoient pas leurs vues au-delà du moment. On croyoit que la nation ne pouvoit montrer trop de confiance au fils, ne fût-ce que pour expier ses attentats envers le père, et d'ailleurs on pouvoit supposer avec quelque apparence de raison, que *Charles* n'auroit pas été inutilement à l'école du malheur, et que le sort tragique de son père lui serviroit de leçon. Les Anglais virent bientôt qu'ils s'étoient trompés.

La nation haïssoit la religion catholique qu'elle avoit proscrite, *Charles* la favorisoit. Les mêmes raisons qui la fai-

soient abhorrer du peuple , la rendoient chère au prince ; l'un y voyoit un principe d'oppression , l'autre un principe d'autorité. Dans le fond du cœur , *Charles* étoit indifférent à toutes les religions ; on le savoit , et cet indifférentisme religieux ne permettoit à personne de se méprendre sur la nature de son attachement pour la religion romaine , et le rendoit aux yeux des Anglais plus coupable et plus odieux. Les intérêts de l'état sacrifiés aux vues ambitieuses d'une puissance qui étoit son ennemie naturelle , le ministère et le roi lui-même aux gages de la France et payés par elle pour trahir leurs devoirs , les mœurs déréglées de *Charles* , qui ne respectoit pas même la décence , ses prodigalités ruineuses , l'emploi scandaleux qu'il faisoit des revenus de l'état , l'impatience de toute espèce d'entraves et de joug , qui paroissoit au grand jour dans sa conduite envers les parlemens , tout avoit concouru à rendre le mécontentement de la nation général , et à redonner de l'activité aux anciens partis.

Ces partis n'avoient jamais cessé entièrement d'exister ; ils sont inséparables de toute constitution politique qui re-

pose sur le principe des contre-forces ; et où l'élément démocratique et l'élément monarchique doivent se contre-balancer réciproquement. Dans le sein d'une organisation de ce genre , il existe nécessairement deux manières différentes d'envisager les besoins et les dangers de l'état , et ces deux points de vue opposés doivent donner naissance à deux partis. Les uns redoutent plus l'accroissement de la prérogative royale que la prépondérance du corps représentatif ; les autres craignent par dessus tout , les usurpations des parlemens sur la prérogative. Les premiers paroîtront favoriser la licence et l'anarchie , et ils pourront être de sincères amis de la vraie liberté ; les seconds seront accusés d'être les auteurs du despotisme , et ils ne seront dans le fait que les partisans de l'autorité et de l'ordre , sans lesquels un peuple ne sauroit être libre. L'action et la réaction de ces deux partis l'un sur l'autre , entretiennent la santé et la vie dans le corps politique , tant qu'ils sont en équilibre ; du moment où il est rompu , les partis dégènèrent en factions , le mouvement qui étoit réglé , n'est plus qu'une agitation violente , et l'état ,

long-temps déchiré, tombe sous le despotisme de la multitude ou sous celui d'un seul, et souvent les essaie tous avant de retrouver une assiette fixe et durable.

Ces deux partis avoient été en Angleterre dans une lutte sanglante. Pendant les guerres civiles on les avoit distingués par les noms de cavaliers et de têtes rondes ; les premiers étoient les royalistes, les autres les républicains. Ceux-ci par leur activité, ceux-là par leur inaction, avoient également contribué à faire remonter Charles sur le trône de ses pères. On ne demandoit pas mieux que de tout oublier, on avoit vu où conduisoit l'exagération des sentimens et des idées, on redoutoit tous les extrêmes. Avec de la fermeté et du respect pour les formes constitutionnelles, avec de l'impartialité et de la sagesse, Charles auroit persuadé à la nation que la liberté étoit née du sein des orages, le règne de la justice et des lois auroit achevé d'éteindre tous les ressentimens, et d'inspirer à tout le monde la haine des innovations et surtout des mouvemens populaires.

*Charles ne fit rien de ce qu'il falloit*



pour produire ces heureux effets ; au contraire ; il traita les parlemens avec autant de légèreté que de mépris , se joua des principes les plus chers à la nation , contraria ses habitudes , heurta ses opinions , alarma le zèle religieux et le zèle politique ; bientôt les partis reparurent. Ils changèrent de noms sans changer d'esprit ; ceux qui soutenoient le roi , et qui pour la plupart , sans être les amis de Charles et sans approuver sa conduite , défendoient la prérogative , furent appelés *Toris* ; on nomma *Wighs* ceux qui vouloient opposer à l'autorité royale la barrière des lois , et rendre surtout les lois plus fortes et les parlemens plus redoutables. Ces derniers devoient plus nombreux , et se prononçoient davantage , à mesure que le souvenir du passé s'effaçoit , et que les maux anciens ne se présentoient plus que dans l'éloignement.

Le parlement qui avoit été convoqué immédiatement après la restauration , siégea long-temps , et eut pour le roi , pendant plusieurs années , une déférence sans bornes et une obéissance presque passive. Cependant les craintes légitimes que la prédilection de *Charles*

pour la religion catholique inspiroit à la nation, avoient fait demander au roi par les Communes l'acte du test, et le roi l'avoit sanctionné (1673), espérant se libérer de ces entraves par de fréquentes exceptions. Cet acte tendoit à éloigner de toutes les places les catholiques et tous ceux qui ne vouloient pas renier formellement la transsubstantiation. Cette loi religieuse, qu'on ne sauroit concilier avec les principes de la tolérance universelle, étoit dictée aux Anglais par les circonstances; elle étoit pour eux une loi politique, car elle devoit mettre la constitution à l'abri de ses ennemis mortels; le retour à la religion catholique et l'établissement du pouvoir arbitraire étoient à leurs yeux synonymes et inséparables l'un de l'autre.

Les fautes multipliées de *Charles*, son attachement servile à la France, les complots continuels que formoient les catholiques, ou que leurs ennemis leur prêtoient gratuitement, répandant partout des inquiétudes, des soupçons et des murmures, l'opinion publique modifia celle du parlement, et lui donna l'esprit et le courage de la résistance. L'événement qui manifesta cet esprit

dans toute sa force , fut la fameuse conjuration des catholiques , qui renfermoit le projet d'assassiner le roi et son frère , celui d'incendier Londres et de massacrer les protestans. Ces trames réelles ou prétendues furent découvertes et dénoncées par *Oates* , homme perdu de principes et de mœurs. Les plus violens soupçons pèsent sur *Shaftesbury* , qui vraisemblablement a imaginé cette conspiration et en a arrangé tous les détails , ou qui du moins a fait d'une idée vague un plan déterminé ; et d'un projet insignifiant dans l'origine , un complot aussi vaste que criminel. *Shaftesbury* étoit un prodige d'esprit et d'immoralité. Dans le temps où il avoit été ministre du roi , il s'étoit montré souple , adroit , complaisant ; il donnoit à son maître de mauvais conseils , travailloit contre les intérêts du peuple , et paroissoit n'avoir d'autre but que de se maintenir à tout prix. Cependant *Charles* l'avoit sacrifié à la haine du duc d'*Yorck* , et *Shaftesbury* s'étoit jeté dans le parti populaire , avec la ferme résolution de faire repentir le roi de sa foiblesse. Il tint parole , et devint l'ennemi le plus dangereux de la cour ; indifférent sur la moralité des

moyens, fécond en ressources, inépuisable en artifices, habile à préparer et à faire jouer une multitude de ressorts, sans montrer la main qui les dirigeoit, disposant des esprits en génie supérieur, employant tour-à-tour l'audace et la ruse, et mettant dans toutes ses opérations une profondeur de scélératesse qui avoit la vraisemblance contre elle, et le faisoit quelquefois paroître innocent, il étoit l'ame du parti des *Wighs*, ou plutôt il le ressuscita, et lui traça la route qu'il devoit suivre, cachant toujours sa vengeance sous le masque de l'amour de la liberté. Si la conjuration ne fut pas une fable inventée par lui, qui fit périr beaucoup d'innocens, il s'en servit du moins habilement pour répandre parmi la nation les plus cruelles alarmes, et pour satisfaire sa vengeance contre le roi et son frère.

L'imagination, mise en mouvement par la crainte, ne connut plus aucune borne, le peuple ne révoit que complots, meurtres et incendies, tous les esprits frémissaient à l'idée que la religion catholique monteroit sur le trône avec le duc d'Yorck, et qu'avec elle, le despotisme s'établiroit en Angleterre pour tou-

jours. Au milieu de cette fermentation générale , tous les cœurs se portoit vers le duc de *Monmouth* , le fils naturel de *Charles* et de *Lucie Walters* ; la multitude le regardoit comme le seul qui pût sauver l'état , et désiroit que la succession lui fût assurée. *Monmouth* réunissoit toutes les qualités propres à séduire et à éblouir le peuple , et il avoit des vertus qui le faisoient estimer et aimer des hommes sages et réfléchis. Beau , brave , affable , libéral et généreux , ses manières étoient prévenantes , sa popularité avoit d'autant plus de prix , que son extérieur étoit plein de noblesse et de dignité. Son esprit n'étoit ni vaste ni profond ; chez lui , le cœur emportoit souvent la tête , il prenoit facilement des désirs pour des espérances ; avec le besoin d'agir et la volonté d'entreprendre , il entroit dans tous les projets hardis et nouveaux , et mettoit dans ses actions plus d'élan et d'impétuosité que de prudence. Un homme de ce caractère étoit dans la main des *Whigs* un admirable instrument pour inquiéter la cour , pour susciter des ennemis au duc d'Yorck , et pour augmenter la fermentation du peuple. *Shaftesbury* et les autres chefs du

parti de l'opposition flattoient la vanité et l'ambition de *Monmouth*, et lui persuadoient qu'il pouvoit et devoit aspirer au trône. Dans le fait, ils vouloient l'employer comme moyen, et lui s'imaginait être le but unique de leurs mouvemens et de leurs démarches. Il crut qu'il seroit facile d'obtenir de son père sa légitimation. *Charles* l'aimoit véritablement; cependant sa tendresse ne l'égara pas, il résista aux instances formelles qui lui furent faites, et il déjoua toutes les intrigues et toutes les ruses par lesquelles on essaya de surprendre son consentement.

En général, depuis ce temps jusqu'à sa mort, *Charles* parut avoir changé de caractère. Soit que l'âge eût amorti en lui le feu des passions, et que l'abus des plaisirs l'y rendit moins sensible, ou que les dangers auxquels les projets du parti populaire exposoient l'état et surtout sa famille, lui fissent sentir la nécessité de conjurer l'orage par une conduite à-la-fois ferme et prudente; il montra plus d'application aux affaires; sembla sortir de son insouciance et de son indifférence habituelles, et opposa aux attaques répétées des ennemis de son

frère et des siens , une résistance vigoureuse et même opiniâtre. Cette fermeté vint peut-être trop tard, et exaspérant les esprits, elle prépara les malheurs de Jacques ; mais elle offre un phénomène curieux, elle prouve que les circonstances peuvent rendre de la volonté à une ame qui paroisoit en avoir perdu l'usage.

Le parlement qui siégeoit depuis la restauration, s'étoit prononcé contre le duc d'Yorck ; il fut dissous (1679). Charles en convoqua un autre, il y retrouva le même esprit ; cet esprit formoit l'opinion publique. On proposa de porter un bill par lequel le duc d'Yorck et tout prince catholique seroient exclus du trône. Le roi opposa la même arme défensive à cette attaque directe, et ce parlement fut dissous comme l'autre. Cependant, avant de le dissoudre, Charles voulant calmer les passions de la multitude, et montrer qu'il étoit bien éloigné de porter atteinte à la liberté publique, sanctionna la loi justement célèbre, connue sous le nom de l'acte d'*habeas corpus* (1679). Cette loi achevoit de mettre à l'abri de toute mesure arbitraire la liberté des personnes, et de prévenir les emprisonnemens injustes, contre lesquels la grande charte

et la pétition des droits avoient déjà pris de sages précautions. Le parlement avoit proposé cette loi, en partie par des motifs purs, en partie pour prouver que le patriotisme seul lui dictoit ses démarches, et que dans ses entreprises contre le duc d'Yorck, il n'étoit dirigé par aucun intérêt personnel. *Charles* apposa dans les mêmes vues le sceau de son acceptation à la loi; il vouloit se faire pardonner sa résistance au bill d'exclusion, et persuader ses sujets de la pureté de ses intentions. Ce furent aussi des considérations du même genre qui déterminèrent le roi à éloigner le duc en l'envoyant d'abord à Bruxelles, ensuite en Ecosse; il espéroit que son absence adouciroit la haine et les ressentimens de ses ennemis; mais il crut avoir acquis par ce sacrifice le droit de faire partir *Monmouth*, qui travailloit sans cesse contre le duc d'Yorck. *Monmouth* passa en effet en Hollande; bientôt l'un et l'autre revinrent en Angleterre, rappelés par leurs partis qui croyoient que leur présence pouvoit être utile à leur cause.

Cependant, *Charles* se flattoit encore que l'opinion publique changeroit, et qu'un nouveau parlement montreroit



plus de modération , et ne parleroit pas d'intervertir l'ordre de la succession ; il se trompoit, la conjuration des catholiques avoit déposé dans tous les cœurs trop d'aigreur et d'inquiétude ; et les machinations de Shaftesbury , les intrigues du prince d'Orange , les liaisons du ministre de France avec les Torys , celles du ministre de Hollande avec le parti opposé , le caractère du duc d'Yorck et les craintes des vrais amis de la liberté , tout concouroit à entretenir la fermentation parmi le peuple et l'esprit d'agression dans le parlement. Deux fois *Charles* convoqua de nouveaux parlemens dans l'espace d'un an , et deux fois l'affaire du bill d'exclusion fut reproduite. La première fois (1680) , la proposition passa dans la chambre des communes , et auroit probablement eu le même succès dans la chambre des pairs , sans la résistance éloquente du comte *Halifax*. Son discours fit une telle impression sur l'assemblée , que les pairs rejetèrent le projet de loi à une grande majorité. Le roi , qui ne vouloit pas céder aux désirs des Whigs , et qui ne pouvoit que difficilement se passer de subsides , avoit convoqué un nouveau parlement à Ox-

ford (1651); il y avoit retrouvé les mêmes principes et la même marche, et afin d'empêcher ses ennemis de triompher, il n'avoit eu d'autre parti à prendre que de recourir encore à la dissolution.

Les partis étoient prononcés; les amis du roi regardoient toute déviation de l'ordre de la succession héréditaire comme un acheminement à la république, et le parti populaire voyoit dans l'exclusion le seul moyen de sauver la liberté civile et religieuse. On ne pouvoit point espérer de rapprochement. *Charles* craignit de voir renaître les troubles dont il avoit été le témoin et la victime; en conséquence, il se proposa de se passer des secours du parlement, et de ne plus exposer l'autorité royale à lutter avec un pouvoir aussi redoutable. Il tint parole; le remède étoit violent; et peut-être aussi contraire à la prudence qu'il l'étoit à la constitution de l'Angleterre. C'étoit soulever contre le trône tout ce qu'il y avoit d'esprits éclairés et d'ames indépendantes dans le royaume, irriter de plus en plus l'opinion publique, annoncer hautement des plans de despotisme, se mettre dans la cruelle nécessité de servir la France contre les intérêts de l'état,

afin de recevoir d'elle l'argent dont on manquoit; c'étoit au fond ajourner le danger pour le voir reparoitre plus menaçant et plus terrible; car si Charles avoit vécu long-temps, il auroit été forcé de recourir à ceux qu'il appeloit ses ennemis, et qui auroient été d'autant plus redoutables pour lui, qu'ils auroient vu dans l'étendue de ses craintes la mesure de leur pouvoir.

Comme la résolution du roi enlevait aux hommes à principes et aux hommes à passions, les formes légales qui offroient aux uns le moyen de se faire entendre, et aux autres, un champ d'activité où ils pouvoient espérer de se satisfaire, les premiers crurent qu'il falloit employer des mesures extrêmes pour sauver l'état, et les autres en appelèrent à la force et couvèrent de noirs complots. La conjuration de la maison de la Rye (1683.) n'auroit peut-être jamais existé, si l'on avoit eu l'espérance d'un nouveau parlement. *Shasftesbury*, dont la cour avoit voulu se défaire en l'accusant de haute trahison, et qui avoit été acquitté, quoique coupable, faute de preuves juridiques, joignant cette nouvelle offense à tous les autres motifs de

haine qu'il avoit contre le roi et contre son frère, fut le principal auteur de cette fameuse conspiration, qui tire son nom d'une maison située entre Londres et Newmarket, où, dans leur passage, le roi et son frère devoient être assassinés. Le projet formé par *Russel*, *Hamden*, *Algernon-Sidney* et *Essex* étoit d'un genre bien différent; il paroît même qu'ils ne furent pas instruits de l'autre, ou que du moins ils n'y prirent aucune part; mais le complot formé par *Shaftesbury*, et qui manqua parce que le roi retourna à Londres plutôt qu'on ne l'avoit cru, exista en même temps que le plan de *Russel* et de *Sidney*, dont *Shaftesbury* étoit aussi informé; de là vient que le nom donné à l'un, sert encore à désigner l'autre.

*Russel*, *Sidney* et leurs amis vouloient opérer un soulèvement à Londres et dans les provinces, et s'en servir pour exclure le duc d'Yorck, et pour apporter à l'autorité royale des limites plus fixes et plus étroites. *Sidney*, qui avoit puisé dans l'étude de l'antiquité l'amour des idées républicaines, espéroit peut-être qu'on iroit plus loin. Mais il dissimula ses vœux. Long-temps leurs projets mûrirent dans

le silence. Les motifs des chefs de l'entreprise étoient nobles et désintéressés ; leur but étoit dans l'esprit de la constitution angloise ; leurs moyens leur paroissent dictés par une impérieuse nécessité ; ces moyens étoient dangereux , mais s'ils se trompoient , ils se trompoient de bonne foi. *Monmouth* et *Howard* furent initiés dans leurs secrets , et s'associèrent à l'entreprise. La plupart de leurs complices ne les valoient pas , et cette circonstance seule auroit dû leur donner des doutes sur la légitimité de leurs projets. *Shaftesbury* , dont l'esprit saisissoit tout ce qu'il y avoit de plus grand , dont le cœur nourrissoit et cachoit tout ce qu'il y a de plus vif , qui ne suivoit que ses passions , et s'abreuvoit de fiel , méritoit moins que personne de marcher sous la même bannière que *Russel* et ses amis , tous plus illustres encore par leur génie et leurs vertus que par leur naissance ; *Shaftesbury* pressoit le moment de l'explosion ; il croyoit être sûr de Londres , parce qu'il étoit le maître de la populace. Comme la contrariété des vues et des idées des conjurés occasionnoit des délais continuels , *Shaftesbury* perdit patience , ou craignit peut-être que ces dé-

lais continuels n'amenassent la découverte de la conjuration ; il passa en Hollande, où il mourut bientôt après de chagrin et de colère, laissant la réputation d'un esprit supérieur et d'un homme méprisable.

Ses soupçons et ses pressentimens se vérifièrent ; les conjurés furent trahis. On avoit admis dans la conspiration plusieurs de ces hommes sans caractère et sans principes, capables de tout entreprendre, parce qu'ils ne tiennent à rien, et qui sont perfides à leur propre cause, dès qu'ils trouvent leur avantage à être. Un vendeur de sel, nommé *Keyling*, dénonça au secrétaire d'état *Jenkins*, ce qu'il savoit des projets de *Russel* et de ses amis ; d'abord on ne l'écouta pas, bientôt le lieutenant-colonel *Waltot* et le colonel *Rumsey*, de complices devenant délateurs, confirmèrent les dépositions de *Keyling*, en ajoutèrent de nouvelles, et il ne fut plus permis au gouvernement de douter de la réalité du danger. *Charles*, excité par le duc d'*Yorck*, naturellement implacable et qui haïssoit les conjurés, s'arma de la plus grande sévérité. *Russel* fut le premier arrêté. *Howard* effrayé fut assez lâche pour

se sauver aux dépens de ses amis. Sur ses aveux, on s'assura de *Sidney*, de *Hamden*, on voulut se saisir d'*Essex*; il s'affranchit de toute poursuite par un suicide, et en vrai Romain il ne crut pas devoir attendre un jugement qui dans ses idées ne pouvoit être qu'inique. Le procès de *Russel* et de *Sidney* fut bientôt terminé; trop convaincus de la pureté de leurs intentions pour nier leur projet, trop fiers pour acheter la vie par des soumissions, trop courageux pour craindre la mort, ils avouèrent qu'ils avoient formé le plan d'une insurrection, et ne pensèrent qu'à ne pas compromettre leurs amis, mais ils soutinrent toujours qu'ils n'avoient jamais voulu attenter à la vie du roi. La loi les condamnoit; cependant leur condamnation parut injuste, parce qu'il y eut des illégalités dans la procédure. Le gouvernement refusa de faire grace; l'intérêt de sa conservation, ou plutôt le désir de frapper les esprits de terreur, l'emportèrent chez le roi sur toutes les considérations qui auroient dû l'incliner à la générosité. *Russel*, après s'être défendu avec beaucoup de noblesse, montra une sensibilité touchante dans les derniers adieux

qu'il fit à sa famille, et une force d'âme héroïque en portant sa tête sur l'échafaud. *Algernon Sidney*, républicain par principes et par sentiment, qui servit, ce qu'il croyoit la bonne cause, par ses actions et par des écrits, où l'on respire l'air et les maximes de l'antiquité, tâcha avec une présence d'esprit admirable de repousser la sentence dont ses juges alloient le flétrir, subit avec tout le calme de la vertu, monta à l'échafaud comme d'autres marchent au triomphe, sa contenance fière et tranquille imprimoit un respect involontaire à tout le monde.

Quand on meurt avec dignité et avec indifférence, on paroît toujours innocent aux yeux du peuple; l'attendrissement mêlé d'indignation que ces scènes mélancoliques inspirèrent, fut général. *Russel* et *Algernon-Sidney* étoient coupables; *Charles* l'avoit été avant eux. Selon l'esprit de la constitution anglaise, un roi qui vouloit régner sans parlemens, violoit les lois, et portoit atteinte au principe de la souveraineté; un partisan du gouvernement représentatif, un ami de la vraie liberté tel que *Russel*, pouvoit facilement se faire illusion, et croire défendre la constitution de son pays, tan-



dis que dans le fait il attaquoit le trône par des moyens illégitimes. Sidney révoit toujours la république; invariablement attaché à ses principes abstraits sur l'ordre social, il ne savoit ou ne vouloit pas voir les modifications essentielles que doivent y apporter les localités et les circonstances; les leçons de l'expérience étoient perdues pour lui. Le grand et malheureux essai qu'on avoit fait de la république en Angleterre, n'avoit pas ouvert à Sidney les yeux sur les véritables besoins de son pays. C'étoit un de ces esprits conséquens dans l'erreur, qui portent dans leurs idées toute la force de leur caractère, et accusent plutôt la nature des choses, que de se défier de leurs raisonnemens. On doit condamner le but secret de Sidney, qui désiroit de renverser la constitution de l'Angleterre pour réaliser sa théorie favorite; on peut blâmer Russel dans le choix des moyens qu'il employa pour sauver et pour affermir la constitution de son pays; mais bien loin de les confondre avec ces hommes marqués par l'histoire du sceau du mépris, qui ont bouleversé les états afin de satisfaire leurs passions et leurs vils intérêts, et n'ont invoqué les prin-

cipes que pour les fouler aux pieds, on doit, tout en blâmant Russel et Sidney, rendre hommage à leur caractère simple, noble et pur, qui les rendoit dignes d'un meilleur sort, et peut-être d'une meilleure cause. Ils ont été les enfans perdus de la révolution à laquelle l'Angleterre doit son bonheur; elle a entrepris plus tard, avec succès et légitimement, ce que Russel et ses amis avoient entrepris trop tôt, mal, et sans y avoir un véritable droit. L'Angleterre leur a pardonné, et les compte au nombre des grands citoyens qu'elle s'honore d'avoir produits.

Quelques détails et quelques réflexions sur cette conjuration fameuse étoient nécessaires, car elle a eu une influence décisive sur les événemens postérieurs. Les idées de Russel et de ses amis ne moururent pas avec eux; elles furent le germe de la révolution. Pour le moment, leur fin tragique, le supplice d'*Armstrong* et de plusieurs autres glacèrent les esprits d'épouvante, et parurent disposer la nation à une obéissance entière et passive. Comme le remarque le profond et judicieux *Dalrymple*, des entreprises manquées contre le gouvernement, for-

tifient toujours le pouvoir qu'elles vou-  
loient réprimer ou anéantir ; le peuple  
montra une joie fausse, et dans les té-  
moignages de leur amour pour le roi, les  
Anglois mirent cette exagération que  
dicte la crainte et qui décèle toujours  
l'hypocrisie. De toutes parts arrivoient  
des adresses de félicitations qui rivali-  
soient l'une avec l'autre de flatterie et  
de bassesse ; plus les sentimens étoient  
foibles, plus les expressions étoient ou-  
trées ; les plus coupables, pour se laver  
de tout soupçon, affectoient un dévoue-  
ment sans bornes. Le roi qui avoit fait  
grace à *Monmouth*, l'éloigna de l'An-  
gleterre, sans que personne parût pren-  
dre le moindre intérêt à son sort. La  
puissance du roi avoit pris des accrois-  
semens rapides, le duc d'Yorck la par-  
tageoit avec lui. Tous deux songeoient  
aux moyens de la consolider et de la  
rendre durable, lorsque *Charles* fut  
surpris par la mort. Avant d'expirer,  
il se réconcilia avec l'église catholi-  
que. Particulier aimable, homme im-  
moral, et mauvais roi. Son frère lui  
succéda tranquillement sous le nom de  
*Jacques II* (1685).

Ce prince monta sur le trône sous des

auspices en apparence favorables. Le mauvais succès de la dernière conspiration, et la sévérité du gouvernement envers les conjurés, avoient effrayé tous ceux qui auroient été tentés de les imiter. L'ardeur des Whigs qui avoient voulu exclure Jacques de la succession, paroissoit éteinte. La partie laborieuse du peuple, qui s'enrichissoit par l'industrie et par le commerce, craignoit le renouvellement des troubles, et désiroit le repos. En général, la nation n'aimoit pas le nouveau roi, elle redoutoit les effets de son caractère despotique, et de son zèle persécuteur, mais elle n'avoit pas une idée désavantageuse de ses talents, ni même de ses vertus. On estimoit son courage et sa capacité comme marin, on lui supposoit un vif sentiment d'honneur national, il s'étoit fait une réputation de probité et de vigueur qui n'étoit qu'usurpée, et il ne tarda pas à dissiper les illusions du public. Son frère sacrifioit tout à l'argent, aux plaisirs, à l'idolence; Jacques étoit capable de tout sacrifier à son zèle pour la religion catholique. La superstition avoit encore retréci un esprit qui n'étoit pas naturellement vaste, et alanguï une ame qui n'avoit pas

un haut degré d'énergie. Jaloux de son autorité, il l'étoit par attachement pour le culte qu'il professoit, et c'étoit afin d'étendre et d'assurer l'empire de la religion, qu'il souhaitoit un pouvoir absolu. Son extérieur n'étoit ni imposant ni distingué, et il n'avoit ni les formes séduisantes, ni l'esprit aimable, ni l'humeur douce et gaie de son frère. Foible de caractère et de volonté, il le sentoit, et confondant l'obstination avec la fermeté, la sévérité avec la rigueur, il ne savoit ni résister ni céder à propos. Dans le début d'une entreprise, il sembloit qu'il eût de la hardiesse; dès qu'il rencontroit des obstacles, il devenoit craintif et timide, espéroit trop facilement, et désespéroit trop vite des affaires. Son projet étoit d'établir en Angleterre la religion catholique et le despotisme; il ne consulta dans ce projet ni son devoir, ni ses forces, ni son intérêt, ni celui de sa nation; il déshonora le trône, et le perdit honteusement.

Le commencement de son règne donna des espérances au peuple; il déclara formellement qu'il respecteroit les lois et le culte de la nation; il parut appliqué, laborieux, avide d'instruction, économe

des revenus de l'état et des siens ; cependant les observateurs plus sévères, ou plus clairvoyans, trouvoient qu'il ne savoit pas travailler en roi, que son application étoit minutieuse, et que son économie ressembloit à la lésine ; son empressement à donner des marques publiques de son zèle pour la religion catholique, étoit de mauvais augure. Il se rendit avec la reine à la messe sous les yeux de tout le monde, il invita ceux qui l'entouroient à suivre son exemple ; et l'on devoit craindre qu'il n'en resteroit pas aux exhortations et aux instances, et qu'il ne respecteroit pas toujours dans la nation cette liberté religieuse qu'il réclamoit pour lui-même, et dont les Anglais l'auroient laissé jouir tranquillement, s'il en avoit usé de même à leur égard.

Bien loin de rencontrer de la résistance dans le premier parlement qu'il convoqua (1685), il y trouva la plus grande docilité. La nation se réjouissoit de voir, après une interruption de quatre ans, reparoître cette assemblée. La plupart de ses membres avoient voté pour l'exclusion de *Jacques*. Soit qu'ils fussent tout entiers à la joie de voir renaître leur

existence politique, soit qu'ils fussent intimidés par le langage ferme du roi, ou rassurés par les promesses qu'il leur fit de régner selon les lois; ils montrèrent autant de générosité que de confiance en lui, et lui accordèrent le même revenu qu'à Charles. On ne fit aucune mention dans l'adresse au roi, ni dans les débats parlementaires, d'une infraction que Jacques avoit faite aux lois du royaume, et qui portoit même sur les bases de la constitution. D'abord après son avènement au trône, il avoit émis une proclamation, qui enjoignoit au peuple de continuer à payer les impôts, tandis que dans le fait, la mort du roi libéroit le peuple de toute obligation de ce genre, et que l'impôt ne pouvoit être légal, qu'autant qu'il étoit de nouveau librement consenti par les représentans de la nation.

Pendant que le parlement étoit assemblé, le roi reçut la nouvelle de la descente du duc d'*Argyle* en Ecosse, et de celle du duc de *Monmouth* en Angleterre. Les deux chambres du parlement témoignant le plus grand zèle contre les ennemis de *Jacques*, votèrent de nouveaux subsides, et firent en tout cause

communé avec lui. *Argyle* et *Monmouth*, tous deux fugitifs, tous deux mécontents et ambitieux, s'étoient rapprochés en Hollande peu avant la mort de Charles. *Argyle* qui ne respiroit que la vengeance, avoit communiqué son ardeur à *Monmouth*; ils étoient convenus de leurs plans et des moyens qu'ils vouloient employer pour amener une insurrection dans les deux royaumes. *Argyle* comptoit sur ses nombreux vassaux en Ecosse, *Monmouth* sur ses amis en Angleterre et sur l'affection du peuple. Le prince d'Orange avoit bien accueilli ces deux illustres exilés; il avoit eu surtout pour *Monmouth* des prévenances marquées et des attentions rares, et il avoit même favorisé secrètement l'expédition qu'ils méditoient. On ne sauroit croire que *Guillaume* ait souhaité des succès à *Monmouth*; peut-être vouloit-il au contraire se débarrasser de lui, ou désiroit-il simplement d'exciter en Angleterre des troubles qui y rendissent sa présence nécessaire. *Argyle* étoit parti le premier, et débarqua à Kintyre en Ecosse. *Monmouth* lui avoit promis de le suivre au bout de dix jours; arrêté par des vents contraires, il lui fut impossible de rem-



plier ses engagements, et il ne fit sa descente dans le comté de Dorset, que cinq semaines après. La partie d'Argyle étoit déjà perdue, et ce défaut de concours fut une des causes qui firent manquer toute l'entreprise.

*Argyle* et *Monmouth* avoient mal calculé leurs moyens; la résistance qu'ils rencontrèrent fut bien plus forte, les secours et les facilités bien moindres qu'ils ne l'avoient espéré. Le parlement d'Angleterre et celui d'Ecosse parurent dévoués à l'autorité légitime, et appuyèrent de tout leur pouvoir les mesures que prit le roi pour étouffer la révolte. Le parlement d'Ecosse poussa même le zèle au point de professer des principes qui tendoient au despotisme le plus absolu.

*Argyle* avoit compté que d'abord après son débarquement, on viendrait le joindre de tous côtés; il se trompa. Le marquis d'*Athol*, son ennemi personnel, fut mis à la tête des troupes royales, et mit la plus grande activité à le poursuivre. Le malheureux duc avoit inutilement publié dans son manifeste, qu'il s'armoit pour défendre la religion et la liberté menacées, et pour exclure le duc d'Yorck du trône; abandonné par le peuple, ré-

quit à une partie de ses vassaux, battu à Dumbarton, blessé près de la Clyde, fait prisonnier, conduit à Edimbourg avec ignominie, il y avoit été décapité. Sa fin tragique ne fut point déshonorante. Il sut mourir avec calme et avec courage.

Le duc de *Monmouth* ne fut pas plus heureux, et ne méritoit pas de l'être ; car son imprudence, sa présomption, ses démarches précipitées, l'ivresse que lui causa un moment de prospérité, devoient nécessairement le perdre. A peine débarqué à Lime, il émit un manifeste qui contenoit les mêmes principes que celui d'Argyle, mais dans lequel Jacques étoit chargé de calomnies plus atroces. Il n'y avoit pas de crime qu'on ne lui imputât. Le parlement instruit de la descente de *Monmouth*, le déclara coupable de haute trahison, et mit sa tête à prix. Cependant la popularité du duc lui eut bientôt formé une petite armée, et il prit *Bridport* d'assaut. Les officiers auxquels il avoit donné toute sa confiance, en étoient indignes. *Grey* étoit incapable et lâche, *Fletcher* violent et dur ; le premier se laissa battre, le second dégoûta les partisans du duc par sa

brutalité. *Monmouth* avançoit assez rapidement, on le reçut à Taunton avec des transports de joie. Au lieu d'agir et de gagner de plus en plus l'opinion publique, en montrant du désintéressement et de la modération, il se crut vainqueur, il perdit du temps, et aliéna tous les esprits par une suite de démarches fausses, et par la conduite d'un insensé. Cédant aux pressantes sollicitations de ses partisans, il se fit proclamer roi, mit la tête de Jacques à prix, appela le parlement une assemblée séditeuse, et donna ordre au duc d'*Albemarle* qui commandoit les troupes royales, de poser les armes; en un mot, il parla en souverain légitime et puissant, et il ne parut plus aux yeux de la nation anglaise qu'un usurpateur plus ridicule que dangereux. Son rôle tendoit à sa fin. De Taunton il se rendit à Bridgewater. Battu à Sedgmoor par *Feversham* et *Dumbarton*, découvert dans sa fuite, il fut fait prisonnier. On le conduisit à Londres.

Le malheur avoit brisé l'ame du duc; l'amour de la vie prit le dessus sur la fierté, et il n'y a rien qu'il ne fit pour éviter le supplice. *Jacques* eut avec lui un entretien qui, de sa part, se passa

tout en bassesses, en prières, en marques de repentir. Le roi resta froid, et la colère ne fit pas place un moment à la sensibilité. *Monmouth* offrit de se faire catholique; cette proposition déshonorante irrita Jacques davantage contre lui; il voulut acheter la vie en relevant les mystères d'iniquités de *Sunderland*, qui trahissoit la confiance de Jacques, et vendoit ses intérêts au prince d'Orange. Le ministre fut assez adroit pour détourner le coup en rejetant les accusations sur la haine du duc. *Monmouth* avoit des titres au pardon; sa naissance, le souvenir de la tendresse que Charles avoit eue pour lui, son âge, ses qualités aimables, la folie même de son entreprise, son peu de succès, auroient dû plaider en sa faveur. Mais *Jacques* étoit implacable, et ne savoit pas pardonner. La mort du duc fut résolue. Le peuple auroit tenu compte au roi de sa clémence; car il aimoit toujours *Monmouth*, et du moment où il fut malheureux, il parut plus intéressant que jamais. Une foule innombrable de spectateurs l'accompagna au supplice. Il affecta de montrer plus de courage qu'il n'en avoit, car il craignoit la mort. Après une jeunesse

brillante, à l'âge de la force et de la vigueur, dans toute la plénitude de l'existence, il pouvoit lui paroître cruel de mourir. Le peuple ne vit pas tomber, sans une profonde émotion, la tête d'un fils de roi, d'un homme plus imprudent que criminel, à qui tout avoit promis le sort le plus heureux, qui avoit paru digne du trône, et qui n'obtenoit qu'un échafaud. La nation n'oublia jamais la mort de Monmouth, et le coup qui l'abattit, ébranla le trône de Jacques.

Après avoir donné ce grand exemple de sévérité, il falloit du moins s'arrêter, et faire semblant d'ignorer les complices du duc; une amnistie générale étoit une mesure dictée par l'humanité et par une saine politique. Le nombre des coupables étoit grand, et l'opinion publique n'étoit pas généralement prononcée contre eux. *Jacques II* excita contre lui de justes réclamations, en ordonnant de poursuivre avec rigueur ceux qui avoient pris part à la révolte, et les hommes de sang qu'il chargea de servir ses vengeances, y mirent une cruelle activité. Les colonels *Kirk* et *Jefferies* connoissoient aussi peu la pitié que la justice; l'un trouvoit un plaisir secret à répandre la cons-

ternation et la terreur par-tout où il portoit ses pas ; l'autre ne songeoit qu'à satisfaire son avidité et son ambition , n'accordoit le pardon qu'à prix d'or , et vouloit prouver son zèle au roi en immolant ses sujets ; tous deux portoient d'affreux raffinemens dans la barbarie, insultoient par de froides plaisanteries aux prières et aux douleurs de leurs victimes, et conservoient une atroce gaieté au milieu des supplices dont ils étoient les auteurs et les témoins. L'Angleterre fut révoltée d'une barbarie gratuite, qui paroît incompatible avec la civilisation, si l'expérience n'avoit pas prouvé que les peuples comme les individus, peuvent réunir les extrêmes et les contraires. On seroit injuste en imputant à Jacques toutes les cruautés de Jefferies et de Kirk ; il en ignora une grande partie ; quelque sévères que fussent les ordres qu'il leur donna, il est certain que leur violence et leur malignité naturelles les emportèrent beaucoup plus loin. Jacques lui-même se plaint dans son journal du tort que ces deux hommes lui firent dans l'esprit de ses peuples, et paroît même leur supposer le dessein de le rendre odieux. Cependant, on ne sau-

roit nier que *Jacques* n'ait fait tout ce qu'il falloit pour partager avec ses gens la honte de leurs sanguinaires expéditions dans les provinces; il en parloit avec une légèreté scandaleuse, et il sanctionna en quelque sorte tous leurs crimes, en élevant *Jefferies* à la charge de chancelier du royaume.

A dater de là, presque toutes les actions de *Jacques* furent illégales ou imprudentes. Fier d'avoir triomphé de l'insurrection, se croyant inébranlable, il ne consulta plus qu'un zèle aveugle, et des conseillers perfides et mal intentionnés ou fanatiques comme lui. Catholique par conviction, il pouvoit et devoit le rester. La nation auroit même estimé sa fidélité à son culte, s'il n'avoit pas annoncé clairement que l'intérêt de sa religion l'emportoit à ses yeux sur tous les autres. On eût dit qu'il s'étoit proposé d'exciter les inquiétudes et les alarmes du peuple, tant ses préférences étoient marquées, sa partialité frappante, ses artifices grossiers, ses démarches en faveur des catholiques, contraires aux lois de l'état et à l'opinion publique.

Le premier parlement que *Jacques* avoit convoqué avoit été complaisant et

docile , il espéroit y rencontrer toujours la même facilité , et il se flattoit que ce corps , chargé de défendre la liberté nationale , deviendrait l'instrument de son despotisme , et apposerait le sceau de la légalité à des mesures qui menaçoient la constitution et les lois. Il se trompoit. Le parlement dans sa seconde session (1685), montra autant de prévoyance et de fermeté à défendre les droits du peuple , que de respect pour l'autorité du roi , et de déférence pour celles de ses prétentions qui étoient justes et légitimes. *Jacques* demanda d'augmenter le nombre des troupes permanentes sous prétexte que les derniers troubles avoient prouvé l'insuffisance de la milice , de nouveaux subsides pour couvrir les dépenses que cette augmentation occasionneroit , et il ajouta qu'il y avoit beaucoup d'officiers que l'acte du test excluait du service ; mais qu'il conserveroit parce qu'ils lui étoient connus. Le parlement vota le subside , tout en portant un bill qui tendoit à organiser la milice de manière que cette force armée pût suffire aux besoins de l'état ; et dans une adresse remarquable par sa modération , il insista sur la né-



cessité d'écartier du service tous les officiers qui n'avoient pas satisfait aux conditions de la loi. Cette conduite étoit sage et patriotique. L'augmentation des troupes permanentes pouvoit devenir funeste à la liberté publique : la milice seule pouvoit et devoit garantir la liberté et l'ordre ; accorder au roi le pouvoir d'employer dans l'armée des hommes que l'acte du test en éloignoit, c'étoit lui accorder le droit de dispenser des lois ; droit qui dans sa généralité équivaleroit à la souveraineté absolue, paralyseroit le corps législatif, ou le rendroit dérisoire et inutile ; droit terrible par les conséquences et les abus qu'il peut entraîner, que les rois d'Angleterre avoient quelquefois exercé dans des momens critiques, mais que les lois ne leur avoient jamais conféré, et qui dans la main de Jacques seroit devenu l'arme la plus malfaisante.

Le parlement avoit opposé aux désirs du roi une courageuse résistance, car il avoit l'opinion publique pour lui. Les principes qu'il avoit énoncés étoient ceux de la nation, et la voix générale avoit été plus forte que les intérêts, les vues ou les idées particulières d'une

grande partie de ceux qui le composaient. Quelque légitime et juste que fût cette résistance, *Jacques II* en fut aussi irrité qu'étonné, et toujours entraîné par la fougue de son fanatisme, qui lui exagéroit ses forces, il ne vit dans le parlement qu'un contrôleur hardi et un censeur incommode dont il pouvoit se débarrasser sans peine. Il le prorogea : il étoit facile de prévoir que ce seroit pour long-temps.

Cette démarche fit perdre à *Jacques* la confiance de la nation, qui mesura toute l'étendue de ses dangers, et ne put pas prendre le change sur les intentions du roi ; il étoit clair qu'il vouloit régner sans les lois de l'état, et se mettre au-dessus d'elles. L'autorité arbitraire devoit frayer le chemin à la religion catholique, et la religion catholique consolider l'autorité arbitraire. Les hommes qui entouroient le roi, ne lui donnoient que des conseils contraires aux intérêts de la nation et à ses propres intérêts. *Sunderland*, *Peters* et *Jefferies* avoient toute sa confiance. Lord *Sunderland* avoit été assez adroit pour gagner de l'ascendant sur un prince qu'il avoit des servi sous le règne précédent, et il n'em-

ployoit cet ascendant qu'à le trahir. Avide d'or à raison de ce qu'il en étoit prodigue, il étoit à la solde du prince d'Orange, l'instruisoit de tous les secrets de l'état, et suggéroit à Jacques toutes les démarches qui pouvoient le perdre. Souple, inflexible, insinuant, fécond en expédiens et en artifices, *Sunderland* n'avoit ni principes, ni conscience qui pût gêner l'activité de ses passions; indifférent à son prince et à sa patrie, il n'aimoit personne, servoit et trompoit tout le monde. Son ambition étoit ardente, son génie mal-faisant, sa marche toujours tortueuse et oblique; rien ne répugnoit plus à son caractère perfide que la franchise et la hardiesse dans le crime. L'aveuglement de Jacques sur la conduite de cet artisan de sa ruine, ne peut être comparé qu'à l'impudence soutenue avec laquelle *Sunderland* en profitoit. Cet indigne favori devoit en grande partie sa faveur à sa conversion simulée. Il s'étoit fait catholique, et affectoit pour son nouveau culte un zèle d'autant plus révoltant que dans son cœur il les méprisoit tous. *Sunderland* appuyoit de tout son crédit celui du confesseur du roi, du jésuite *Peters*, qu'il étoit charmé de conserver dans cette

place redoutable, parce qu'il avoit sur lui tout l'empire d'un esprit supérieur sur un esprit médiocre. *Peters* ne manquoit pas d'instruction, mais il ne connoissoit ni le monde ni les hommes, et la loquacité étoit son défaut dominant. Souvent son caractère fougueux l'emportoit au-delà de toutes les bornes; il voyoit l'intérêt de l'état dans celui de la religion catholique, l'intérêt de sa religion dans celui de son ordre, et l'intérêt de son ordre dans la mesure de son propre crédit. Quelqu'ardent que fût *Peters*, ses conseils étoient moins violens que ceux de *Jefferies*. Devenu chancelier, ce bourreau de ses concitoyens siégeoit sur un tribunal devant lequel il auroit dû être traduit comme coupable. Prêt à tout entreprendre, il plaisoit à Jacques par son audace; le roi pouvoit tout attendre et tout espérer de lui, car il étoit toujours disposé à faire des lois et de la justice, l'instrument de toutes les injustices.

Ce fut *Sunderland* qui donna l'idée à Jacques de créer un conseil secret composé uniquement de catholiques. *Jacques* saisit avidement cette idée qui étoit si analogue à sa passion dominante.

Le comte de *Powis*, les lords *Arun-*  
*del*, *Bellasis*, *Dover*, *Castlemaine*,  
le confesseur *Peters*, et *Sunderlan* for-  
mèrent le comité catholique (1686).  
Toutes ses démarches ne furent qu'une  
suite de démarches fausses, illégales et  
impolitiques. Le lord *Castlemaine* fut  
envoyé solennellement au pape *Inno-*  
*cent XI*, pour demander que *Peters*  
fût nommé cardinal, et pour montrer en  
perspective au pape la réunion de l'An-  
gleterre au S. Siége. *Innocent*, plus sage  
et plus prévoyant que Jacques, ne croyoit  
pas que des mesures imprudentes pussent  
servir la religion catholique, et refusa  
d'admettre le jésuite dans le sacré col-  
lège. Sans être découragés par cette le-  
çon indirecte, *Jacques* et ses conseillers  
favorisèrent plus ouvertement que ja-  
mais leur culte et ses adhérens. La cha-  
pelle de Saint James fut arrangée con-  
formément au rite romain, et l'on y dit  
publiquement la messe. Le roi permit  
aux jésuites de fonder une maison d'édu-  
cation dans le quartier de Londres ap-  
pelé la Savoie; aux récollets de bâtir une  
chapelle, aux carmelites d'établir un  
séminaire. Il logea même des moines  
dans son palais de Saint James; et par-

tout on voyoit paroître en public des prêtres et des religieux dans leur costume. C'étoit insulter à l'opinion, et donner une espèce de défi à la nation, que d'arborer ainsi les enseignes d'une religion abhorrée, et qui étoit formellement proscrire par les lois du royaume.

Ces inconvenances furent le prélude ou le signe de véritables attentats contre la liberté; elles devoient familiariser le peuple avec les desseins du roi, et le préparer à des opérations plus décisives. Le parlement avoit refusé d'accorder à Jacques le pouvoir de dispenser des lois; il se l'attribua lui-même, et les grands juges d'Angleterre, intimidés ou gagnés, furent assez infidèles à leur conscience et à leur patrie pour lui reconnoître ce droit abusif. Dans le fond, les juges chargés uniquement d'appliquer la loi, et non de l'interpréter; de l'étendre ou de la restreindre, ne pouvoient donner par leur assentiment aucune espèce de légalité aux mesures illégales du prince; mais Jacques espéroit que l'opinion des magistrats influeroit sur l'opinion publique; il s'en prévalut pour conférer aux catholiques toutes les places que la constitution leur refusoit, et il en éloigna les

protestans , à qui seuls elles devoient appartenir. Les lords qui avoient composé le comité secret , furent chargés de l'administration , et les premières places de l'état leur furent confiées. Le gouvernement de l'Irlande fut ôté à *Clarendon* , et on le donna à *Tyrconnel* , catholique ardent et fougueux. Les protestans qui formoient la minorité dans ce royaume , frémissaient de crainte de voir renaître de nouveaux massacres. Déjà , on leur avoit ôté leurs armes , et il paroissoit qu'on vouloit les livrer sans défense à leurs ennemis. On bannissoit , ou du moins on écartoit avec soin les protestans de l'armée , de l'administration , des tribunaux ; il sembloit que ce fût contre eux ; et non contre leurs adversaires , que l'acte du test étoit dirigé. La retraite forcée du comte de *Rochester* , qui seul contre-balançoit encore le crédit de *Sunderland* , et le rassemblement de troupes que *Jacques* fit à *Honslow* sous prétexte de les exercer aux manœuvres , augmentèrent les alarmes , et firent redouter des attaques plus directes et plus violentes encore contre la liberté civile et religieuse.

A la fin , l'église anglicane elle-même

sortit de sa léthargie (1686); le haut clergé effrayé des progrès de la religion catholique se réveilla, et par intérêt autant que par conviction, résolut de s'opposer avec force au danger imminent qui le menaçoit. Dans toutes les occasions les évêques s'étoient montrés défenseurs zélés de la prérogative royale, et *Jacques* devoit en partie le trône à leur attachement pour la loi de l'hérédité. Cependant, ils ne croyoient pas que la prérogative s'étendît à substituer un nouveau culte et de nouvelles lois à la constitution du royaume, et ils devinrent les plus redoutables adversaires des projets du roi. *Jacques*, toujours aveugle sur les dispositions du public et sur la mesure de ses propres forces, se persuadoit que pour réussir il falloit aller en avant, et que son obstination briseroit toutes les résistances. Il créa une cour ecclésiastique, composée de ses créatures, spécialement chargée de sévir contre le clergé réfractaire à ses ordres; et ses ordres étoient de nature à provoquer la désobéissance, et même à en imposer l'obligation. Il ordonne aux universités de Cambridge et d'Oxford (1687), de recevoir dans leur sein, et de conférer des titres et des



dignités à des catholiques qu'il protège. Les universités chargées particulièrement de veiller à la pureté de la foi anglicane, s'y refusèrent; les membres qui s'étoient opposés avec le plus de force aux volontés du roi, sont traduits devant la cour ecclésiastique, et punis. *Compton*, évêque de Londres, aussi respectable par ses vertus et ses lumières, que distingué par son rang, est suspendu de ses fonctions, pour avoir défendu le docteur *Sharp* contre la cour, et cet ecclésiastique n'avoit eu d'autre tort que de faire son devoir en écrivant contre la religion catholique.

Bientôt *Jacques* lève tout-à-fait le masque. Ne pouvant pas espérer de rendre le parlement plus docile et plus souple, il le dissout. Renonçant à l'idée de faire sanctionner ses injustices par les représentans de la nation, il se flatte d'échapper, par une économie sévère, à cette tutelle incommode, et d'emporter de vive force ce qu'il ne pouvoit obtenir par son adresse. Il publie une déclaration qui proclame l'égalité politique des religions, la tolérance de tous les cultes, la dispense du test pour tous les dissidens. C'étoit proclamer l'établisse-

ment de la religion catholique , frayer les voies à la domination exclusive du culte le plus intolérant , sous le voile d'une tolérance universelle qui doit lui gagner les sectaires , et renverser de sa seule autorité toutes les lois du royaume. On ordonne au clergé de lire publiquement cette déclaration dans toutes les chaires, et les évêques doivent la répandre dans leurs diocèses. Les évêques auroient été de mauvais citoyens s'ils avoient obéi aveuglément aux ordres du roi, puisqu'il exigeoit des choses formellement contraires aux lois de l'état. Six évêques, ceux d'Asaph, de Bath, de Chichester, de Peterborough, d'Ely et de Bristol, se réunirent chez l'archevêque, concertèrent la conduite qu'il leur convenoit de tenir, et présentèrent à Jacques des représentations motivées, aussi pleines de dignité que de force (1688). Jacques cacha son mécontentement sous l'air de la surprise, et sa colère augmenta quand il sut que l'adresse des évêques étoit répandue dans Londres. Sans examiner si cette publication étoit leur ouvrage, ou si elle s'étoit faite à leur insçu, pour toute réponse il ordonna qu'ils fussent mis à la tour, et par précaution on

les y conduisit par la Tamise. Le peuple qui les regardoit comme des martyrs de la liberté publique, respectoit leurs vertus, et approuvoit leurs principes, se porta en foule sur les bords du fleuve, leur demandoit leur bénédiction, et les accompagnoit de ses éloges et de ses regrets. Ces signes de l'opinion publique n'étoient pas équivoques; il falloit la ménager, ou être bien sûr de la victoire. L'intérêt général que la nation témoignoit aux évêques, ne fit qu'irriter Jacques, et l'obstination de son caractère l'emporta sur la prudence. Les évêques furent accusés au banc du roi d'avoir écrit un libelle contre le gouvernement. Ce procès amena des plaidoyers dans lesquels les avocats appuyèrent sur de nouveaux argumens les principes des évêques, et invectivèrent avec force contre le droit de dispenser des lois. Le tribunal les acquitta. Le jour où l'on prononça qu'ils n'étoient pas coupables, fut une fête publique. La salle de Westminster, la ville de Londres et le camp même retentirent de cris de joie et d'applaudissemens, qui auroient dû être pour Jacques les tonnerres de la censure et de l'indignation générales, et porter dans son

ame la douleur, l'effroi et le repentir. Aveuglé par le fanatisme, égaré par ses conseillers, il persévéra dans son malheureux système; plus on se prononçoit contre lui, et plus il opposoit de résistance à ceux qu'il appelloit ses ennemis. Les juges qui avoient absous les évêques, perdirent leur place; et la commission ecclésiastique reçut l'ordre de poursuivre stous les membres du clergé qui refuseroient de lire la fameuse déclaration.

Ce mépris du roi pour ses sermens et pour les jugemens du public, inspiroit un juste mépris pour sa personne. Le droit qu'il s'arroyoit de dispenser des lois, les rendoit inutiles, renversoit la constitution du pays, et enlevoit au parlement sa part à la souveraineté. Le zèle toujours croissant de Jacques pour la religion catholique, et ses mesures violentes répandoient une alarme universelle. Les vrais citoyens craignoient la ruine de l'état; les esprits véritablement religieux, la perte du salut, et ces deux craintes agirent ensemble sur la plupart des Anglois. L'opinion publique étoit aussi uniforme, aussi forte qu'éclairée et réfléchie. A l'exception des catholiques et des gens attachés à la cour par

leurs places et leur intérêt personnel, la nation étoit unanime à désirer et à demander un changement.

La nouvelle de la grossesse de la reine acheva d'aigrir les esprits, augmenta l'inquiétude et l'impatience du peuple, et hâta de grands événemens. L'idée que Jacques n'avoit point d'enfans mâles, que sa constitution n'étoit pas robuste, qu'à sa mort la couronne retomberoit à sa fille Marie et au prince d'Orange, rassuroit les esprits sur les dangers que couvroient l'état et l'église; on croyoit que le roi n'auroit pas le temps d'exécuter ses funestes projets dans toute leur étendue, ou du moins que le mal seroit court, et le remède prompt et actif. Le présent paroissoit insupportable, mais on attendoit des jours plus heureux, et peut-être cette attente eût-elle suffi pour donner de la patience, et pour prévenir l'explosion du mécontentement. Lorsqu'on apprit que la reine étoit enceinte, et bientôt après, qu'elle étoit accouchée d'un fils, la fermentation devint plus vive que jamais. Les ennemis de Jacques avoient répandu que la grossesse étoit feinte, ils répandirent des doutes sur la légitimité de l'enfant, et prétendirent

qu'il étoit supposé. La haine publique contre le roi accrédita ce bruit, et il augmenta la haine publique. Les amis de l'église et de l'état pensoient avec effroi que la religion catholique alloit se perpétuer sur le trône d'Angleterre, et que le despotisme politique et religieux de Jacques passeroit à son prétendu fils; les plus modérés dans leurs craintes ne doutoient pas que le roi se voyant plus affermi et plus puissant, n'attaquât avec plus de force la religion et la liberté; la multitude partageoit ces appréhensions, et les exagéroit encore. Tous les vœux appeloient le prince d'Orange, tous les yeux étoient fixés sur lui.

Depuis long-temps le génie profond de *Guillaume* prévoyoit les événemens, et combinait dans le secret de sa pensée les suites possibles ou probables des fautes de Jacques, et les chances avantageuses qui pouvoient en résulter pour sa propre fortune. Sa naissance, son mariage, plusieurs voyages qu'il avoit faits à Londres, la liaison étroite du sort de cet état avec celui de la Hollande, tout avoit concouru à diriger de bonne heure les vues de son esprit, et les vœux de son ambition sur l'Angleterre. Neveu de

Charles et de Jacques, même avant qu'il eût épousé la fille de ce dernier, il avoit pu se flatter de l'espérance vague de leur succéder, vu le défaut d'héritiers mâles dans la maison de Stuart. Après son mariage avec la princesse *Marie*, ses espérances s'accrurent avec ses titres à la succession, et il eut un intérêt plus direct à s'occuper des affaires de l'Angleterre, et plus de moyen d'y prendre une part active. De tout temps, sa fortune avoit paru dépendre des maximes et du système politique du cabinet anglais; et les événemens de sa vie avoient été déterminés par ceux dont cette île voisine avoit été le théâtre. Il ne pouvoit pas oublier que Cromwell avoit fait exclure sa famille du stadhoudérat, et que Charles s'étoit ligué avec Louis XIV pour détruire la Hollande. Ses relations avec les mécontents remontoient fort haut. elles avoient commencé avec son élévation et la guerre qui l'amena (1672); elles devinrent toujours plus intimes; à mesure que la cour multiplioit ses erreurs politiques et ses fausses démarches, le parti de l'opposition se renforçoit, et Guillaume se lioit plus étroitement avec lui. Au défaut de toute ambition personnelle, l'intérêt de

la Hollande lui imposoit l'obligation de s'attacher aux Whigs, afin d'empêcher ou d'affoiblir l'influence que la France exerçoit par la corruption sur le roi d'Angleterre et sur ses ministres. Charles vendu à Louis XIV, inclinoit ou travailloit pour lui; et les projets de Louis XIV menaçoient l'indépendance de l'Europe, l'existence de la Hollande et l'autorité personnelle du prince d'*Orange*.

Tout ce que Charles entreprenoit en faveur de la religion catholique, et de l'accroissement de la prérogative, lui étoit suggéré par la France, et servoit l'ambition de son alliée. Tout ce que l'opposition faisoit pour défendre la liberté civile et religieuse, et pour résister au ministère, servoit la cause de la Hollande et de *Guillaume*. Ce prince adroit et habile dirigeoit de loin la marche des Whigs, étoit instruit de toutes les mesures, les inspiroit ou en profitoit, et lioit avec lenteur et avec art, les fils nombreux de ses intrigues à tous les événemens, et même à tous les projets auxquels il ne prenoit pas une part directe. Insensiblement les Anglais attachèrent au prince d'*Orange* leurs espérances et leurs vœux, et le voyoient dans le fond.



du tableau, comme un personnage important, qui sortiroit tôt ou tard de ce demi-jour, pour paroître sur le devant de la scène, et y jouer le premier rôle. Les uns faisoient de lui le centre et le but de tous leurs plans et de toutes leurs entreprises; ils vouloient le porter à la première place : les autres le regardoient simplement comme un moyen qui, au besoin devoit leur servir d'appui et d'épouvantail à la cour : tous comptoient sur l'activité de son ambition, et sur les ressources de son génie. Lui-même se familiarisoit de plus en plus avec l'idée d'une révolution prochaine dont il seroit le principe ou le dénouement, l'auteur ou le héros. Ses agens envenimoient la conduite de la cour, fomentoient le mécontentement, employoient l'or et l'artifice pour découvrir les vues et les projets de tous les partis, et lui rendoient un compte fidèle de leurs découvertes et de leurs suppositions. Lui-même suivoit de l'œil tous les mouvemens du parlement, du roi et des ministres, accueillait les mécontents, parloit à chacun sa langue, entroit dans leurs idées afin de provoquer des confidences, s'exprimoit vaguement sur lui-même et sur ses plans

éventuels, se ménageoit à tout événement des amis et des alliés, ne méprisoit personne de ceux qui s'offroient à le servir, pas même les plus méprisables, et n'estimoit personne assez pour lui ouvrir son ame toute entière.

Il seroit difficile de dire à quelle époque il arrêta son plan invariablement, et traça sa marche en conséquence; quelque longue que fût sa prévoyance, et quelque profonde que fût sa dissimulation, on peut douter qu'il ait eu de bonne heure le but déterminé de parvenir au trône par une révolution violente, et il paroît que les circonstances donnèrent à des projets vagues dans l'origine, un caractère précis, fixe et prononcé. D'abord il n'avoit voulu par ses intrigues, qu'enlever à la France l'appui de l'Angleterre; plus tard, l'attacher à la Hollande, et succéder à Charles II, en faisant exclure le duc d'Yorck du trône par un acte formel; et ce ne fut probablement que sous le règne de Jacques, lorsqu'il vit ce prince courir à sa perte, qu'il résolut d'en profiter, et même de l'accélérer. La naissance d'un prince de Galles, qui paroissoit l'éloigner pour toujours du trône, acheva de

mûrir son plan, et d'en hâter l'exécution.

A ne considérer même l'état des choses en Angleterre, que sous le point de vue de la politique générale, le danger étoit imminent pour *Guillaume*. Les violences multipliées et les conquêtes injustes de *Louis XIV* avoient à la fin décidé une coalition contre ce prince, et la ligue d'Augsbourg alloit opposer la force à son ambition toujours croissante (1686). *Guillaume* avoit été l'auteur de cette ligue, il en étoit l'ame; mais il étoit clair que sans le concours de l'Angleterre cette coalition seroit impuissante, et bien loin que *Jacques* parût disposé à se ranger du côté des alliés, on avoit tout lieu de craindre qu'il se déclareroit contre eux, pour peu que les circonstances le permissent. Il falloit donc arracher l'Angleterre à *Jacques*, afin de l'enlever à la France, et de la donner aux alliés. Cet événement seul pouvoit affranchir l'Europe, assurer les triomphes de la coalition, et sauver la Hollande et *Guillaume* de la vengeance de *Louis XIV*.

*Guillaume* étoit trop clairvoyant pour ne pas connoître ses dangers et ses ressources, trop actif pour ne pas employer les uns à dissiper les autres, et trop au-

bitieux pour négliger des occasions brillantes. Les liens du sang qui l'unissoient à *Jacques*, et les jugemens de l'opinion n'étoient pas faits pour arrêter un caractère de cette trempe. *Guillaume* étoit fermé aux sentimens de la nature comme à tous les autres sentimens; son esprit étoit vaste, son ame ferme et persévérante, mais son cœur glacé étoit inaccessible à toutes les émotions de la tendresse; son audace même étoit plutôt froide qu'ardente, et tenoit uniquement à la force de sa tête et de sa volonté. Il ne lui a manqué, pour être un grand homme, qu'une imagination sensible, ce foyer de chaleur et de vie d'où partent les inspirations soudaines, les mouvemens généreux et les élans de l'héroïsme. Quand on étudie sa vie qui fut toute entière de calcul et d'action, on éprouve une admiration réfléchie, et jamais un moment d'enthousiasme. Des considérations de famille et de parenté devoient être bien insignifiantes à ses yeux à côté des grands intérêts de la politique. La princesse *Maria*, son épouse, ne paroît pas avoir été fortement attachée au roi, son père; peut-être que dans l'état de contrainte où la tenoit l'humour despotique de Guil-

Guillaume, elle apprit de bonne heure à dissimuler sa tendresse filiale, et à force de la cacher, elle eut le malheur de l'éteindre entièrement; ou bien l'idée de détrôner son père lui étoit devenue familière, ou elle fit, à son mari, le sacrifice de l'horreur naturelle que cette pensée devoit lui inspirer. Quant à l'opinion publique, le prince d'Orange savoit bien que le rôle qu'il alloit jouer, devoit paroître odieux à ceux qui tiennent aux principes, et qui ne croient pas que la morale n'est faite que pour le vulgaire; mais la haine et le mépris qu'on avoit pour Jacques, pouvoient rendre en quelque sorte légitime l'entreprise de Guillaume, ou affoiblir ce qu'elle avoit de révoltant. Le roi d'Angleterre, infidèle à ses sermens, étoit coupable et paroissoit petit; le prince d'Orange espéroit de paroître encore plus grand que coupable, il connoissoit trop bien les hommes pour ignorer qu'ils pardonnent tout au succès et rien au malheur; d'ailleurs il étoit trop fier pour ne pas croire qu'il falloit commander à l'opinion, et non la consulter et la suivre servilement.

Cédant donc aux sollicitations pressantes du parti des Whigs, Guillaume ré-

solut d'agir ouvertement en leur faveur ; il forma bientôt un conseil d'Anglais mécontents, d'exilés volontaires, aussi illustres par leur naissance que par leur mérite ; là , il interrogeoit les pensées des autres sans révéler à personne toutes les siennes. Les uns favorisoient les projets de Guillaume par principes, d'autres par des motifs d'ambition et d'intérêt, d'autres encore uniquement par l'amour des choses nouvelles. La Haye étoit le point central de toutes les correspondances, de toutes les négociations, de tous les mouvemens qui préparoient la chute de Jacques ; et quoique beaucoup de monde fût du secret, tout se tramoit dans le silence et dans l'ombre. Pendant que *Dyckvelt*, ministre des états-généraux à Londres, procuroit tous les jours par son or et par ses intrigues de nouveaux partisans au prince d'Orange, et l'instruisoit de tout ce qui se passoit dans le cabinet du roi, *Albeville*, ministre d'Angleterre à la Haye, trahissoit la cause de son maître, et lui donnoit de faux avis. La proximité de la Hollande et de l'Angleterre facilitoit les communications et les voyages, et les principaux d'entre les mécontents pouvoient avoir avec Guil.

laune des conférences qui avançaient beaucoup les affaires. Un des hommes que le prince employoit le plus dans ces importantes négociations, étoit le célèbre *Gilbert Burnet*. Ce docteur connu par des mémoires où il y a plus d'esprit que de justice, et de malice que de vérité, étoit bien plus homme d'état qu'homme de lettres, et possédoit à un haut degré le génie de la politique. Ennemi des *Stuarts* et de la religion catholique, protestant zélé, du moins en apparence, ami des grandes entreprises, parce qu'elles offroient des alimens à son activité, et qu'il savoit prévoir et préparer les événemens, il avoit quitté l'Angleterre, et s'étoit retiré à la cour du prince d'Orange, qui concertoit avec lui les moyens d'envahir le royaume.

La résolution de *Guillaume* étoit arrêtée. Il se proposoit de passer en Angleterre avec des forces qui le fissent respecter, de s'annoncer comme médiateur des différens qui s'étoient élevé entre la nation et le roi, et de profiter de toutes les circonstances qui s'offriroient à lui pour pousser sa fortune aussi loin qu'elle pourroit aller. Tous les seigneurs anglais retirés en Hollande l'invitoient à

cette expédition, et lui promettoient le succès le plus brillant. *Guillaume* étoit sûr de trouver beaucoup d'amis en Angleterre; cependant, il lui parut qu'avant de s'engager dans cette entreprise, il devoit encore se faire adresser une invitation solennelle par les personnages les plus distingués du royaume. Le comte de *Zülcstein*, que le prince d'Orange avoit élu pour le parti de nier la légitimité du prince de Galles, avoit envoyé complimenter Jacques sur la naissance de son fils; rendit à Guillaume le service de lui faire adresser un appel en forme par un grand nombre de seigneurs. Les plus considérables étoient *Shrewsbury*, *Devonshire*, *Danby*, les amiraux *Russel* et *Herbert*, dont le premier vouloit venger la mort de son frère, et *Henri Sydney*, le frère de l'illustre *Algernon*. Les *Torys* qui différoient des *Whigs* sur tous les autres points, se réunirent à eux dans cette occasion, et prouvèrent que s'ils ne voyoient pas la liberté dans toutes les mesures que proposoient leurs adversaires, ils ne l'aimoient pas moins, et croyoient que la résistance étoit un droit, et quelquefois un devoir. A la vérité, quelque grande que fût la considé-



ration dont jouissoient les signataires de l'appel, ce n'étoient jamais que de simples particuliers, qui n'ayant eux-mêmes aucune autorité légale, ne pouvoient conférer à Guillaume de titre à se mêler du gouvernement d'Angleterre; mais leurs sollicitations étoient pour le prince d'Orange des signes et des garans de l'intérêt général, et pouvoient même égarer l'opinion publique sur la légitimité de son entreprise.

La situation politique de l'Europe étoit singulièrement favorable aux projets de Guillaume. Les infractions nombreuses que *Louis XIV* avoit faites à la paix de Nimègue, ses hauteurs et ses injustices avoient soulevé contre lui tous les états. L'habile *Guillaume* avoit été l'auteur de la ligue dirigée contre la France, et en lui préparant des ennemis, il s'étoit ménagé à soi-même des amis sûrs dans l'entreprise qu'il méditoit, et avoit enchaîné les autres puissances à ses intérêts. *Jacques II* étoit le seul prince du premier rang, qui n'eût pas accédé à la ligue d'Augsbourg. Les états coalisés devoient désirer que l'Angleterre fût attachée à la cause commune. Bien loin de contrarier les projets de

Guillaume, la plupart des états faisoient des vœux pour lui et servoient sa cause, les uns par leur inaction, les autres par leurs préparatifs, d'autres encore par des secours réels.

A la vérité, le prince d'Orange avoit perdu dans la personne du grand électeur de Brandebourg un allié fidèle et un ami sûr. *Frédéric-Guillaume* étoit fait par son génie pour traiter la grande politique qui décide de la destinée des états; son expérience consommée et le coup d'œil vaste et pénétrant qu'il portoit sur les affaires de l'Europe, le rendoient digne d'être le confident et le conseil de Guillaume. Sa haine contre Louis XIV, son zèle pour la religion protestante, l'intérêt qu'il prenoit à la prospérité de la Hollande et à la sûreté de l'Allemagne, tout se réunissoit pour lui faire approuver les projets du prince d'Orange: il lui avoit promis des troupes, et il alloit prendre une part active aux grands événemens qui se préparoient, lorsqu'il fut atteint par la mort. Il étoit descendu au tombeau, emportant avec lui la gloire d'avoir été le créateur d'une puissance qui devoit, dans ses développemens ultérieurs, étonner le

monde. Son successeur *Frédéric III* n'avoit pas hérité de son génie, mais il avoit hérité de ses principes politiques. Le caractère noble et généreux du nouvel électeur ne lui permettoit pas d'abandonner une cause qui paroissoit être celle de la religion et de la liberté; l'état florissant de son pays que son père avoit régénéré, l'ordre qui régnoit dans ses finances, l'armée nombreuse et aguerrie dont il pouvoit disposer, lui fournissoient les moyens de rendre à *Guillaume* des services importans. Ce prince lui avoit envoyé le comte de *Bentinck* pour l'instruire de tous les détails de son entreprise, et *Frédéric* avoit contracté les mêmes engagements que son père. Le secours qu'il promit à *Guillaume* devoit être commandé par le maréchal de *Schomberg*, réfugié français, distingué par ses talens et devancé par une grande réputation, qui avoit cherché et trouvé un asyle dans le Brandebourg.

Quelque précieuse que fût cette alliance, elle n'offroit au prince d'Orange que des ressources insuffisantes; ce fut surtout l'empire presque absolu de *Guillaume* sur les états-généraux, et la confiance illimitée dont il jouissoit en Hollande, qui lui

permirent de rassembler toutes les forces qu'il falloit pour son invasion d'Angleterre, et qui, le rendant maître des vaisseaux, des troupes, des arsenaux, des trésors de la république, lui donnèrent les moyens de réussir. Les états étoient dominés par l'ascendant de son génie et par la fermeté de son caractère. Le peuple voyoit dans l'expulsion de Jacques le triomphe de la religion protestante, et dans Guillaume le sauveur de la Hollande. Rien ne lui fut refusé. Il obtint des états, sous prétexte de réparer les fortifications du Brabant, quatre millions de ducats payables en quatre ans; et les réfugiés français qui avoient apporté beaucoup d'argent en Hollande, lui avancèrent sur le champ la plus grande partie de cette somme. On avoit ordonné l'équipement de quarante vaisseaux de ligne, en apparence pour punir les Algériens qui avoient insulté le pavillon des Etats-Unis. Le prince en mit douze de plus en commission. Sur tous les chantiers et dans tous les ports on construisoit des bâtimens pour le transport des troupes, on faisoit des amas d'armes, de munitions, de vivres, et tout se préparoit à la guerre.

L'essentiel étoit de couvrir du mystère la véritable destination de ces préparatifs immenses, de donner le change au roi d'Angleterre, et surtout à la France. La mort de l'électeur de Cologne et les troubles qui s'élevèrent à l'occasion du choix de son successeur, fournirent à Guillaume d'excellens prétextes pour continuer ses opérations sans découvrir son secret. *Louis XIV* avoit voulu placer sur le siège de Cologne le cardinal de *Fürstenberg*, sa créature; l'empereur et l'Empire soutenoient le prince *Clément de Bavière*. Le chapitre avoit été partagé. *Innocent XI* mécontent de la France, voulant se venger de *Louis XIV*, s'étoit déclaré pour le prince *Clément*. La France menaçoit. Le voisinage ne permettoit pas aux états-généraux de rester spectateurs indifférens et oisifs de ces démêlés. On parut craindre pour la sûreté des frontières de la Hollande. Il falloit songer à les couvrir à tout événement. *Guillaume* ordonna un rassemblement de troupes à Nimègue, comme une mesure de précaution que dictoit la prudence. C'étoient en grande partie celles qui étoient des-

tinées à l'expédition d'Angleterre. Tout s'acheminoit au dénoûment. Déjà dans le mois de juin 1688, le prince d'Orange avoit une flotte prête à mettre à la voile; Le moment du départ étoit fixé à l'entrée de l'hiver, où le prince croyoit que la France pourroit le moins traverser l'exécution de ses desseins.

*Jacques* ne se doutoit pas des dangers qui le menaçoient; dans une sécurité profonde, il reposoit sur le bord d'un abîme, et se croyoit affermi sur un trône qu'il alloit perdre. Son orgueil étoit le principe de son aveuglement; les faux rapports de ses ministres et les artifices perfides de *Sunderland* entretenoient son ignorance. *Louis XIV* lui-même ignora long-temps la véritable destination des armemens du prince d'Orange. A la fin, ses ministres plus pénétrants et surtout plus fidèles que ceux du roi d'Angleterre, découvrirent la vérité, et en instruisirent leur maître. Le roi de France se hâta de faire passer ces nouvelles importantes à son allié, et lui offrit ses secours. *Jacques* refusa d'y croire, rejeta les offres de *Louis*, et de crainte que la seule idée d'une alliance avec la France n'irritât le peuple au-

glais, il fit déclarer à la Haye, qu'il n'avoit contracté avec cette puissance aucune espèce d'engagemens. Bientôt les projets de Guillaume ne furent plus un secret. La marche des troupes de Nimègue à Rotterdam, l'embarquement des armes et des munitions ouvrirent les yeux aux moins clairvoyans et Jacques fut forcé de se rendre à l'évidence.

Revenu de la première consternation dans laquelle le jeta cette cruelle certitude, il résolut de faire tête à l'orage en gagnant le peuple par des faveurs, et en formant une armée et une flotte qui lui permissent de repousser la force par la force. Substituant la douceur à la sévérité, l'affabilité à la hauteur, des maximes libérales à des maximes despotiques, et les mesures de la prudence à la fougue du fanatisme, il suivit, pour combattre le danger, la marche qu'il auroit dû adopter de bonne heure, pour écarter de sa tête les malheurs qui l'attendoient. Il annonça qu'il convoqueroit un parlement pour le 27 novembre 1688, il publia une déclaration par laquelle il reconnoissoit en quelque sorte ses fautes et ses erreurs, et promettoit de les expier en soutenant

l'église anglicane, et en éloignant les catholiques des places. L'évêque de Londres qui avoit été suspendu, fut réintégré dans ses fonctions : on rendit à la ville de Londres sa chartre et ses anciens privilèges. Les évêques qui se trouvoient dans la capitale, furent consultés. Parmi eux étoient les prélats réfractaires. Ils demandèrent le redressement de tous les justes griefs de la nation. Jacques les écouta avec bonté, parut frappé de la sagesse de leurs conseils, il assura, qu'il quedans des termes un peu vagues, qu'il feroit droit à leurs représentations ; et répara en effet quelques injustices de détail. Cependant, ces marques de repentir et les avances que le roi fit à la nation ne produisirent pas l'effet désiré. Les uns virent dans ces protestations le langage de la peur, qui trahissoit la foiblesse de Jacques et leur présageoit des succès ; les autres se défioient de sa sincérité, ne croyoient pas à sa conversion, repressoient ses carresses comme autant d'artifices grossiers, et disoient que, le danger passé, il reprendroit ses anciens principes. On ne tient jamais compte aux souverains de ce que la nécessité leur dicte ou leur arrache ; et Jacques, tou-



jours partagé entre le désir de regagner le cœur de son peuple, et la crainte de compromettre les intérêts de la religion catholique, ne faisait tout qu'à demi et gâtoit d'un côté ce que de l'autre il paroissoit vouloir corriger.

A ces mesures insuffisantes, destinées à lui concilier de nouveau l'opinion publique, le roi joignit des préparatifs de guerre, et y porta la plus grande activité. A la fin, éclairé sur la trahison de *Sunderland*, il le congédia; mais cette disgrâce venoit trop tard, et ceux auxquels il fut obligé de se confier ne méritoient guère plus sa confiance que ce ministre perfide. Cependant, le royaume fut mis dans un état de défense respectable. L'armée fut augmentée jusqu'à quarante mille hommes. La flotte forte de soixante vaisseaux, entre lesquels on en comptoit trente-six de ligne, se réunit sous les ordres du lord *Darmouth* qui étoit l'idole des marins, et elle se posta à Gunfleet à la hauteur d'Harwich pour attendre les Hollandais.

Tout étant préparé pour sa grande entreprise, le prince d'Orange prit congé des états-généraux par un discours énergique; leur recommanda son épouse, et

répandit dans toute l'Angleterre un manifeste qui annonçoit son but ostensible. Il vouloit qu'un parlement libre et légal sanctionnât et garantît les libertés de la nation, et les concessions faites en dernier lieu par Jacques. Le vent ayant enfin tourné au nord-est; il mit à la voile à Helvoetsluis (1688). Sa flotte étoit nombreuse, bien équipée, superbe; cinquante vaisseaux de ligne, vingt-cinq frégates, plus de cinq cents barques de transport formoient un armement tel que la Hollande n'en avoit jamais vu sortir de ses ports. Cette flotte portoit quinze mille hommes, une excellente cavalerie et trois cents officiers françois réfugiés, qui, en allant combattre Jacques II, croyoient combattre pour leur culte. Le prince, accompagné du maréchal *Schomberg* que le Brandebourg lui avoit cédé, montoit une frégate sur laquelle flottoit le pavillon anglais avec cette devise: *Je maintiendrai la religion protestante et les libertés de l'Angleterre.* A peine la flotte avoit elle paru à la mer, que les élémens se déclarèrent contr'elle; une furieuse tempête l'assailit et dispersa les vaisseaux. Le lende-

main de son départ, le prince rentra dans Helvoetsluis. Peu à peu tous les bâtimens le rejoignirent, et il mit une telle activité, et le peuple un tel zèle à réparer le dommage, qu'au bout de sept jours il quitta de nouveau le port avec toutes ses forces sous les auspices les plus favorables.

Sa navigation fut heureuse et ne fut troublée par aucun accident. La flotte traversa le Canal, et s'y déployant dans toute son étendue et dans toute sa magnificence, offrit aux habitans des côtes de la France et de l'Angleterre, un spectacle imposant, qui excitoit dans les deux pays des sentimens bien opposés. Ce grand corps employa sept heures à passer le détroit, et couvroit un espace de sept lieues. *Guillaume* avoit fait voile vers le nord, afin de donner le change à *Jacques* et d'attirer son attention de ce côté. Puis s'abandonnant au vent d'est qui le favorisoit, il dirigea sa course du côté de *Torbay*. Lorsqu'il fut à cette hauteur, il y eut un moment de calme qui, s'il s'étoit prolongé, auroit pu devenir funeste à *Guillaume*; mais le vent tourna au sud, et il fut porté sans obstacle dans le port. *Darmouth*, qui brûloit de ser-

vir la cause de Jacques et de se mesurer avec ses ennemis, étoit enchaîné à Gunfleet. La tempête l'avoit empêché d'aller chercher la flotte hollandaise, et le même vent d'est qui favorisoit Guillaume empêchoit la flotte royale de sortir du port. Quelque mal disposés que fût en faveur de Jacques une partie des officiers de sa flotte, il est vraisemblable que l'exemple de l'amiral, leur bravoure naturelle et la jalousie nationale les auroient animés au combat, si les deux flottes avoient pu se joindre. Ce fut de la direction du vent que dépendit la chute de Jacques, la fortune de Guillaume et le sort de l'Angleterre.

Le premier débarquement du prince d'Orange ne fut pas brillant. Ses troupes avoient tranquillement débarqué. Leur situation n'en étoit pas meilleure. Les pluies avoient rendu les chemins presque impraticables; l'armée manquoit de beaucoup de choses, et personne ne venoit joindre le prince. La ville d'Exeter lui ferma les portes. Le découragement gagna les soldats et les officiers. Huit jours qu'il passa à Exeter ne changèrent rien à cet état de choses. Déjà l'on parloit de se rembarquer et d'abandonner les

Anglais à eux-mêmes. Le parti du roi triomphoit; s'il avoit pu ou voulu profiter de ce premier moment, il auroit peut-être frappé un coup décisif. Sa joie fut de courte durée. Les ennemis de Jacques et les amis de Guillaume attendoient seulement que quelqu'un se déclarât pour suivre cet exemple et lever le masque. Le major *Burlington* fut le premier qui joignit le prince d'Orange, et bientôt arrivèrent en foule dans son camp des personnages de la plus haute distinction et des hommes de tout ordre et de tout état.

L'armée de *Jacques II* étoit réunie dans les plaines de *Salisbury*. Quoique l'esprit des troupes ne fût pas excellent, le roi pouvoit cependant encore compter sur elles. Quelques officiers-généraux étoient gagnés, un plus grand nombre étoit ébranlé; les soldats n'aimoient pas la personne de Jacques, et beaucoup d'entr'eux partageoient même l'animosité générale contre lui; mais l'habitude du respect et de l'obéissance existoit encore dans toute sa force; on pouvoit beaucoup attendre de l'honneur national; en flattant habilement l'orgueil de l'armée, et en lui peignant les Hollan-

dais et Guillaume comme des étrangers qui venoient faire la loi en Angleterre, on auroit pu allumer les passions; l'essentiel étoit d'agir, de montrer de la confiance aux troupes pour affermir leur fidélité, de mettre dans ses opérations de la promptitude et de la hardiesse, et de ne pas laisser à Guillaume le temps de se reconnoître, de nouer ses intrigues et d'employer les moyens de corruption. Dans une guerre ordinaire d'invasion, la puissance attaquée, placée au centre de toutes ses ressources, peut trouver son compte à traîner la guerre en longueur contre un ennemi éloigné du centre de ses forces, et qui s'affoiblit à mesure qu'il avance. L'invasion de Guillaume étoit dirigée contre le roi et non contre l'état; c'étoit dans le pays même qu'il espéroit de se procurer des alliés et du secours; il falloit donc à tout prix l'écartier du foyer de l'opinion, et se hâter de le combattre et de le vaincre pour l'obliger à quitter l'Angleterre; plus il y séjournoit, et plus il devenoit redoutable. Jacques ne fit rien de ce qu'il falloit faire pour défendre son autorité et pour conserver le trône; frappé d'aveuglement, il parut au-dessous de lui-même dans ce

moment critique. Au lieu d'enchaîner à sa cause, par son courage, par son activité, et surtout par des victoires, les esprits flottans et irrésolus, il ne montra que de la lenteur, de la crainte, de l'indécision, et lui-même entraîna la défection de son armée.

Un petit nombre d'officiers et de soldats avoient joint le prince d'Orange, la masse de l'armée tenoit encore ferme. *Jacques* se rendit au camp, et le quitta bientôt après pour retourner à Londres en ordonnant aux troupes de faire un mouvement retrograde et de se rapprocher de la capitale. Ce fut le signal du découragement et de la défection. *Churchill*, dont *Jacques* avoit commencé la fortune, et qui par son génie la poussa si loin dans la suite, fut un des premiers à donner l'exemple de la défection. Le duc de *Grafton* et beaucoup d'autres officiers de marque le suivirent. Les troupes désorganisées, affoiblies, indifférentes au sort d'un roi qui ne paroissoit pas s'intéresser à lui-même, se replièrent en désordre sur Londres. Ce n'étoit déjà plus cette armée avec laquelle *Jacques* auroit pu triompher de ses ennemis.

Cependant l'heureux *Guillaume* a-

vançoit toujours, et ne rencontroit presque point de résistance. De toutes parts arrivoient des adresses de félicitation et de remerciement. Son camp se remplissoit tous les jours de nouveaux partisans; la cour de Jacques devenoit de plus en plus déserte. Par-tout on formoit des confédérations en faveur du prince d'Orange. Dans tous les comtés les grands se déclaroient pour lui. L'opinion publique se prononçoit hautement contre le roi; l'espérance de l'impunité donnoit du courage aux plus timides; l'entreprise de Guillaume paroissoit plus juste depuis qu'elle étoit couronnée par le succès; l'activité et l'audace du prince inspiroient autant d'intérêt, que la conduite de Jacques inspiroit de mépris. La plupart des hommes se rangent toujours du côté du bonheur, et pour qu'ils épousent la cause du malheur, il faut que de grandes qualités commandent en quelque sorte leur estime. Ici c'étoit tout le contraire: *Jacques* monroit de la foiblesse, *Guillaume* étoit aussi habile qu'heureux.

Bientôt la confusion augmenta, et à mesure que le prince d'Orange approchoit de Londres, le roi songeoit moins



à la résistance et se flattoit vainement de se sauver par des négociations. *Guillaume* dissimuloit sa joie, affectoit le même désintéressement qu'il avoit annoncé dans son manifeste, s'enveloppoit de sa réserve et de sa froideur, et ne parloit que de réconciliation. Dans le fait, il comptoit profiter des circonstances, et ne mettoit plus de bornes à ses désirs. *Jacques*, abandonné par ceux qu'il avoit cru ses amis, délaissé même par sa fille, la princesse *Anne*, qui s'étoit retirée à Northampton sous prétexte de sa grossesse, envoya une députation au prince d'Orange pour lui faire des propositions d'accommodement. Le prince avoit assuré de bouche et par écrit, qu'il ne vouloit que la convocation d'un parlement libre et légal, qui mît la liberté générale en sûreté. Les commissaires de Jacques lui proposèrent de convoquer une assemblée de ce genre, et de lui soumettre la décision des affaires publiques. Les Anglais qui s'étoient attachés au prince lui formoient une espèce de conseil; il les chargea de répondre au roi: comme ils prévoyoit que dans ce moment ils ne pourroient pas exercer une grande influence sur les nouvelles élections, ils vou-

loient qu'on différât encore la convocation du parlement, et qu'il fût composé des amis et des créatures de Guillaume. Le prince d'Orange n'étoit pas de cet avis, mais les bases de l'arrangement provisoire qu'il envoya à Jacques, conçues dans le même esprit, étoient de nature à enlever à ce prince son autorité presque entière, et à la faire passer entre les mains de son gendre.

Le roi sentit plus vivement que jamais qu'il auroit dû en appeler à la force et qu'il ne pouvoit rien attendre de la modération de Guillaume, ni même de la pitié de ses ennemis. Recevant à chaque instant la nouvelle de quelque défection, tourmenté de défiance et de soupçons, ne pouvant s'ouvrir avec sûreté à personne, cet infortuné monarque ne voyoit aucune ressource dans le présent; le passé lui offroit des souvenirs cruels, et de sombres pressentimens lui faisoient redouter l'avenir. Au lieu de prendre conseil de son désespoir, de combattre, fût-ce sur les marches du trône, et de périr les armes à la main plutôt que de se laisser dicter des lois dans sa capitale, Jacques ne vit de salut que dans la résignation ou dans la fuite,

et prouva par un grand exemple qu'on ne perd les couronnes que par foiblesse, et que ceux à qui l'on enlève le pouvoir suprême, méritent presque toujours leur sort par la facilité malheureuse avec laquelle ils abandonnent le sceptre.

La reine quitta la première l'Angleterre. Elle augmentoit les craintes du roi par ses inquiétudes, et le conjuroit de mettre le prince de *Galles* en sûreté. *Jacques* y consentit. Elle descendit la Tamise dans une barque. La nuit étoit orageuse, le temps affreux. Elle ne croyoit pas voir Londres pour la dernière fois, et tenoit dans ses bras cet enfant infortuné dont les malheurs commencèrent avec la naissance. Le duc de *Lauzun*, fameux par son esprit, par son audace, par sa bonne et mauvaise fortune, accompagna la reine dans sa fuite, et la conduisit en France, où il obtint, de cette manière, le droit de reparoitre.

Après le départ de la reine, la solitude du palais devint plus profonde, la tristesse et le découragement s'emparèrent de plus en plus de l'ame du roi; tout le monde prévoyoit sa chute, et tout le monde s'éloignoit de lui. Les grands l'avoient abandonné, les soldats lui refu-

soient l'obéissance, le peuple même l'insultoit. Le supplice de son père étoit toujours présent à ses yeux, il voyoit l'échafaud, et il oublioit le trône; agité d'une terreur panique, il résolut de quitter l'un pour éviter l'autre. Les amis du prince d'Orange entretenoient les frayeurs de Jacques; ils lui persuadoient que sa vie étoit en danger, ou que sa fuite mettroit le royaume dans une telle confusion que l'Angleterre redemanderoit à grands cris son retour. On le trompoit; au défaut d'une résistance vigoureuse, son inaction, sa présence seules auroient rétabli ses affaires ou du moins arrêté le développement des projets de l'ambitieux Guillaume; mais il suivit les inspirations de la peur et les perfides conseils de ses ennemis. Le 10 décembre 1688, vers minuit, il sortit déguisé du palais, passa la rivière en bateau, et prit des chevaux jusqu'à Embyferry. A peine s'y étoit-il embarqué qu'il fut saisi par des pêcheurs, qui ne le connoissoient pas et qui le conduisirent à Feversham. Bientôt il fut ramené à Londres.

La confusion avoit été terrible dans cette capitale au moment où l'on avoit appris la fuite du roi. Il n'y avoit plus

de gouvernement. Les lois étoient sans force les magistrats sans autorité , et le peuple sans frein. La multitude se porta sur les chapelles catholiques, et les démolit. On craignoit un massacre général des catholiques, et les passions de la populace déchainées menaçoient la ville et l'état des plus effroyables catastrophes. Dans cette crise, il importoit peu de respecter les formes, pourvu qu'on sauvât l'état. La nécessité d'un pouvoir quelconque qui prévint les crimes et les excès, étoit vivement sentie par ceux qui avoient des principes et des propriétés. Les pairs du royaume qui se trouvoient à Londres au nombre de trente, se saisirent de l'autorité, et personne ne s'avisait de demander si cette mesure étoit légale. Les pairs donnèrent des ordres à l'armée royale et à toutes les villes; ils publièrent une déclaration, par laquelle ils invitoient formellement le prince d'Orange à régler les affaires de l'état, et lui envoyèrent une députation chargée de lui remettre cet écrit.

*Guillaume* n'avoit pas attendu cette invitation pour agir en souverain. Par une proclamation, il avoit enjoint aux troupes royales qui s'étoient débandées,

de se réunir de nouveau. Des officiers prenoient en son nom possession des places fortes. Son armée avançoit toujours sans rencontrer d'obstacles. Déjà il étoit à Windsor, lorsqu'il apprit que Jacques avoit été reconduit à Londres, et qu'il y avoit été reçu avec des acclamations. En effet, le peuple l'avoit accueilli avec transport, soit que son retour lui parût le gage de la tranquillité publique, soit que les malheurs de ce prince donnant un exemple frappant de la vicissitude des choses humaines, eussent disposé les cœurs à la pitié. Tout autre que Jacques eût habilement profité de ces dispositions heureuses, et eût fait jouer les ressorts de la compassion, de l'orgueil national, de la haine des étrangers pour combattre Guillaume avec succès; Jacques resta dans son apathie, et bientôt le peuple se calma et revint peu à peu à sa première indifférence.

Le prince d'Orange craignant les effets de l'inconstance populaire et l'intérêt que de grands malheurs inspirent toujours aux hommes, résolut de hâter le dénouement et d'éloigner Jacques à tout prix. Il lui fit déclarer par le comte de Zulestein, qu'il ne négocieroit pas avec

Tout avant que les troupes royales n'eussent évacué Londres. Dans le même temps, les gardes de Guillaume marchèrent pour s'emparer de Whitehall. Le vieux *Craven* qui commandoit les gardes du roi, vouloit disputer le terrain; *Jacques* s'y opposa; ses braves soldats ne cédèrent leur poste qu'avec une fureur secrète. Les Hollandais prirent leur place et le roi fut prisonnier dans son propre palais. Sa présence seule à Londres donnoit de l'inquiétude à son gendre. On le força de partir pour Rochester. Là, on lui fournit toutes les facilités possibles pour s'évader, on lui en suggéra l'idée, on lui présenta de nouveau le fantôme de son père tombant sous la hache de l'exécuteur. Jacques eut la foiblesse de céder à ces craintes chimériques, il fut assez lâche pour prendre le parti de s'enfuir, et assez malheureux pour exécuter heureusement son dessein. Une barque le porta en France. Il aborda près d'Ambleteuse, ayant avec lui un de ses serviteurs et son fils naturel, le duc de Berwick.

Cette fuite étoit décisive pour la fortune de Guillaume et pour la ruine de Jacques. En abandonnant sa propre cau-

se , il assuroit le triomphe de son ennemi, et lui permettoit de se mouvoir librement dans la route qui devoit le conduire au trône. Désertier le trône, c'étoit mettre les Anglais dans la nécessité d'en disposer en faveur d'un autre et les forcer en quelque sorte à faire une révolution. Le roi livrant par sa retraite le royaume au désordre et à l'anarchie, libéroit ses sujets de leurs obligations, et leur donnoit le droit de pourvoir eux-mêmes à la conservation et au salut de l'état.

La fuite de Jacques paroissoit exposer l'état aux plus terribles convulsions ; le roi étoit la clé de la voûte politique, et la constitution entière sembloit devoir crouler du moment où il n'y avoit plus de pouvoir royal : car tous les autres pouvoirs supposoient son existence et son action. On pouvoit craindre que les différentes classes de l'état seroient livrées à la merci de la populace, accoutumée à voir dans la personne du roi le représentant, le garant et le vengeur de l'ordre social, ou que du moins les deux partis opposés alloient prendre les armes et que la guerre civile étoit inévitable. Rien de tout ce qui étoit vraisemblable au premier coup d'œil



n'arriva ; l'événement démentit tous les calculs et toutes les craintes ; Londres resta tranquille , l'Angleterre toute entière offrit un spectacle imposant et majestueux , celui d'une nation qui se respecte elle-même , et qui sait à la fois éviter la licence et combattre le despotisme. Les propriétaires qui , dans tous les pays civilisés , forment seuls le véritable peuple , se rappeloient les sanglantes leçons du passé , et redoutant tous les excès , ne demandoient que le règne des lois ; la populace étoit contenue par le peuple lui-même et par l'armée du prince d'Orange ; les partisans du roi , découragés et dégoûtés par sa fuite , manquoient d'un point de ralliement , et croyoient pouvoir sans scrupule abandonner un prince qui avoit trahi sa propre cause. Les amis de Guillaume étoient en même temps ceux de l'état ; ils vouloient que cette révolution tournât au profit de la liberté publique , et que tout fût tranquille , afin que la grande transaction qui se préparoit , fût libre et réfléchie , et que la force des armes ne décidât pas des changemens qui devoient être le résultat de la volonté nationale. *Guillaume* lui-même étoit per-

sonnellement intéressé à prévenir, comme à éviter toute espèce de violence ; toujours fidèle en apparence à son rôle de médiateur, et feignant de se soumettre à des circonstances qu'il amenoit et qu'il ne paroissoit pas même espérer, il étoit trop habile pour ne pas sentir qu'il ne seroit sûr du trône, qu'autant qu'il y seroit porté par le vœu du peuple.

*Jacques II* en quittant Rochester, avoit adressé au comte de *Middleton* un écrit dans lequel il rendoit compte à la nation du motif de sa fuite, et déclaroit qu'il ne s'éloignoit de l'Angleterre que pour y revenir et lui rendre la liberté. Quand cet écrit auroit été un chef-d'œuvre de force et de logique, il devoit demeurer sans effet ; la foiblesse et la lâcheté des actions décréditent toujours les raisonnemens par lesquels on essaie de les justifier. Le conseil des pairs à qui la lettre de Jacques fut remise, n'y fit aucune attention ; il invita le prince d'Orange à se charger de l'administration provisoire, et à convoquer une convention qui réglât définitivement les affaires. *Guillaume* accepta ; cette offre étoit l'objet de ses desirs, et promettoit à son ambition de plus grands

succès ; mais toujours jaloux de donner à son rôle les couleurs de la justice , et au pouvoir qu'il exerçoit, les formes de la liberté, il voulut avoir l'agrément des communes, et convoqua tous ceux qui avoient siégé dans les deux derniers parlemens du règne de Charles II. La Chambre basse demanda, conjointement avec les pairs, un parlement qui fût convoqué sous le nom de Convention ; vu que suivant les lois politiques du royaume, il n'y avoit que le roi d'Angleterre qui pût assembler un parlement légal. Jusqu'à ce que la convention se formât, le prince d'Orange donna tous les ordres dans le royaume, et y exerça toute l'autorité du souverain légitime ; il confirma dans leurs places tous les officiers civils et militaires qui n'étoient pas catholiques, et intima à *Barillon* ambassadeur de France, de quitter l'Angleterre. Il écrivit des lettres circulaires aux comtés et aux bourgs pour l'élection de leurs représentans, et afin de remplir les caisses de l'état qui se trouvoient vides au départ de Jacques, il emprunta de la ville de Londres une somme considérable. Tout succédoit au gré de ses vœux, tous les ordres de l'état lui

obéissent ; il falloit une autorité quelconque , et ses qualités personnelles inspirant à la fois la confiance et la crainte , le rendoient digne de gouverner.

La convention s'assembla le 22 janvier 1689. Les opinions étoient partagées sur la meilleure manière de pourvoir à la vacance du trône , mais on étoit généralement d'accord que Jacques en étoit déchu par sa fuite, soit qu'on la nommât une abdication ou une désertion. On n'étoit pas d'accord sur la place et le titre qu'on donneroit au prince d'Orange dans le nouvel ordre de choses , mais tous sentoient la nécessité de lui confier l'administration , et il étoit facile de prévoir qu'il remporterait finalement un triomphe complet. Il avoit la force en main , et il ne falloit pas l'exposer à la tentation de l'employer ; on ne pouvoit pas espérer de le gagner d'adresse et de lui donner le change sur sa position , encore moins de vaincre sa fermeté et d'obtenir de lui des complaisances et des sacrifices. Il vouloit être roi d'Angleterre , il le devint. Les uns désiroient une régence , les autres penchoient à conférer la royauté à *Marie*, l'épouse du prince d'Orange. *Guillaume* déclara

qu'il ne demandoit rien, mais qu'il ne se contenteroit jamais d'une place subalterne, ni d'une autorité empruntée et précaire. Les communes décrétèrent que le trône seroit déferé à *Guillaume* et à *Marie*, et qu'ils régneroient conjointement. Dans la chambre des pairs, il y eut de longs et violens débats avant qu'on adoptât la résolution de la chambre basse. Les *Torys* vouloient qu'on déviât le moins possible de la loi de l'hérédité et de l'ordre de la succession; les *Whigs* leur firent sentir leur inconséquence; dès qu'ils convenoient de la nécessité d'une déviation, le plus ou le moins étoit assez indifférent dans la théorie, et dans la pratique l'intérêt de l'état devoit décider du degré. Il plaidoit en faveur de *Guillaume*. Des conférences s'ouvrirent entre les deux chambres; le prince et la princesse d'Orange furent déclarés roi et reine d'Angleterre. Le pouvoir royal devoit résider dans le prince seul; et il devoit l'exercer sans partage; les héritiers de *Marie*, ceux de sa sœur la princesse *Anne*, ceux de *Guillaume* devoient, au défaut les uns des autres, occuper successivement le trône d'Angleterre.

Les communes avoient pourvu à l'or-

dre public, en proposant les premières cette loi de succession. Elles pourvurent à la liberté en déterminant avec plus de précision les droits de la nation et ceux du trône. Cette occasion de fixer les limites du pouvoir du parlement et celles du pouvoir royal étoit belle, elle étoit unique. Les représentans du peuple pensèrent à la postérité, et ils présentèrent à Guillaume l'acte connu sous le nom de la *déclaration des droits*. C'étoit la charte qui énonçoit les conditions sous lesquelles Guillaume avoit obtenu la couronne. Elles étoient conformes à l'esprit des monarchies mixtes, et un simple développement des principes de la constitution de l'Angleterre. La déclaration des droits établissoit que le roi n'auroit pas le pouvoir de dispenser des lois ; qu'aucun impôt ne seroit légal s'il n'étoit consenti par le parlement ; qu'en temps de paix, pour lever une armée permanente, il faudroit l'agrément des représentans du peuple ; qu'on assembleroit de fréquens parlemens ; que les élections seroient libres ; que la plus grande indépendance régneroit dans les débats parlementaires, et que tous les Anglais auroient le droit de pétition, *Guillaume*

accepta, et prit possession de la couronne.

La révolution étoit consommée. On peut dire avec vérité que *Jacques* qui en fut la victime, en avoit été l'auteur. Le premier, il avoit entrepris ouvertement de renverser les lois de l'état, et d'usurper la souveraineté tout entière, que, selon la constitution, le parlement devoit partager avec le roi. Non-seulement il s'étoit arrogé le droit de dispenser des lois, il avoit encore essayé de régner sans parlement. Selon les principes de tous les gouvernemens où la volonté souveraine doit résulter du concours de plusieurs élémens, si ces assemblées avoient été légalement convoquées, elles auroient eu le droit de refouler le pouvoir royal dans ses véritables limites: c'étoient ces assemblées tutélaires de la nation dont *Jacques* vouloit se passer. Il falloit donc que la nation employât d'autres moyens pour conserver son existence.

*Guillaume* vint au devant de ses besoins et de ses desirs; il réussit parce qu'il étoit l'organe de la volonté générale, et l'opinion publique fit plus pour lui que son armée. Les Anglais rede-

mandoient les parlemens ; le roi qui seul pouvoit les convoquer, rendit par sa fuite une marche légale absolument impossible, puisqu'il commettoit lui-même la plus grande illégalité. Sans doute le premier parlement qui demanda la convention, et la convention elle-même n'ayant pas été assemblés par le roi, auroient exercé un pouvoir usurpé si le trône n'avoit pas été vacant. Mais le monarque avoit disparu : partie intégrante du souverain, il auroit amené par sa fuite la dissolution de l'état, si les deux autres élémens du souverain avoient refusé d'agir, et n'avoient pas rendu à la constitution son intégrité en créant un nouveau roi. C'étoit le seul moyen de sauver l'état ; il falloit sacrifier la lettre de la loi à l'esprit qui l'avoit dictée ; la nécessité avoit créé les formes, les formes devoient céder un moment à la nécessité.

Au lieu d'incidenter sur la légalité de la marche que prit la révolution en Angleterre, on doit s'étonner qu'elle ait été si peu illégale, et admirer la sagesse, la mesure, la modération qui caractérisent tous ses pas. Ce seroit peu de dire qu'elle n'a pas été souillée par les



injustices, les violences, les crimes qui ont ensanglanté tant d'autres mouvemens de ce genre. La nation a supporté un moment l'absence de tout gouvernement, et quoiqu'il n'y eût plus de force coactive, elle a évité tous les excès; et les représentans de cette même nation ont saisi le sage milieu dans lequel se réunissent la liberté et l'ordre, et au sein d'une crise où souvent les têtes les plus saines se démentent, elle a évité toute espèce d'exagération de principes et d'idées. Elle vit la garantie de la liberté publique dans la prérogative royale et dans les limites de cette prérogative; en transférant la couronne à Guillaume, à condition qu'il accepteroit la déclaration des droits, elle stipula pour le peuple, et opposa des barrières au despotisme; en choisissant un roi dans la propre famille de Jacques, en plaçant sur le trône sa fille et son gendre, elle consacra la loi de l'hérédité dans le moment même où elle paroissoit y porter atteinte, et en respectant les droits, le pouvoir et la dignité de la couronne, elle stipula encore pour le peuple et éleva un boulevard contre la licence. La convention vit le bien, le voulut, l'exécuta, et

ne reva pas un mieux idéal et chimérique; fidèle au système des contre-forces, elle se plaça et se maintint avec une puissance d'arrêt admirable, sur la ligne qui sépare la monarchie limitée de la république. L'Angleterre éclairée par sa propre expérience et par de tristes mais utiles souvenirs, perfectionna sa constitution, et y déposa le germe heureux de développemens ultérieurs, qu'on doit regarder comme autant de conséquences de la révolution.

Cette révolution a été le point de départ de la grandeur et de la prospérité de l'Angleterre, elle en a encore été le principe et la source. Depuis cette époque, l'Angleterre a pris son essor vers tous les genres de gloire; et si elle a fait courir des dangers à l'équilibre politique de l'Europe, on ne doit pas oublier qu'elle l'a sauvé plus d'une fois. La sagesse hardiesse, le courage réfléchi l'esprit public, la vigueur et la tenue, de la volonté, tous les traits du caractère national se montrèrent dans la révolution, et la révolution a décidé et prononcé davantage ce caractère, qui fait des Anglais une véritable nation, et de cette nation un tout admirablement organisé.

Nous allons la suivre dans les efforts, et les sacrifices qu'elle fit pour défendre son ouvrage contre les entreprises de la France armant en faveur de Jacques et voulant donner des lois à l'Angleterre afin d'asservir d'autant plus sûrement les autres états de l'Europe. Une nation de cette trempe achève ce qu'elle commence, soutient ce qu'elle a une fois mis en avant, et ne reçoit des lois de personne. Guillaume la connoissoit, et les autres puissances de l'Europe se réalisèrent à elle, pour arrêter l'ambition de Louis XIV. Une guerre générale étoit inévitable.

## CHAPITRE III.

La France remplit la trêve de vingt ans. Nouvelles violences de Louis XIV en Allemagne. Grande alliance. La France combat contre la moitié de l'Europe. Tentatives infructueuses de Jacques, soutenu par la France pour remonter sur le trône. Guerre maritime. Mort de Louvois. Campagnes et victoires de Luxembourg. Épuisement de la France. Mort de Luxembourg. Négociations et paix de Ryswick. Progrès de l'économie politique en Angleterre.

La ligue d'Augsbourg avoit réuni contre la France l'empereur, l'Empire, l'Espagne, la Hollande; cette ligue étoit purement défensive dans son principe. La plupart des puissances qui y étoient entrées n'avoient ni les moyens ni la volonté de former des vues ambitieuses et d'exécuter des projets hostiles. Guillaume seul prévoyoit qu'il faudroit bientôt que l'Europe prit une attitude offensive, et que la France forceroit les autres états à une résistance active et prononcée. Pour-  
vant moins que jamais espérer la paix avec la France depuis qu'il avoit été éle-

vé sur le trône d'Angleterre, il désiroit que la guerre devint générale. En conséquence, il allumoit avec art les craintes et les espérances des états qui s'étoient coalisés à Augsbourg, il calmoit leurs ressentimens et leurs jalousies réciproques, et nourrissoit leur haine contre Louis XIV. Sans la juste indignation et les alarmes légitimes que la France avoit inspirées à l'Europe, *Guillaume* n'auroit pas réussi à soulever toutes les puissances et à les armer dans sa propre cause. Le danger d'une monarchie universelle que le prince d'Orange présentoit à tous les cabinets, auroit paru chimérique, et les autres souverains n'auroient vu dans son zèle pour la liberté générale que le masque d'un égoïsme honteux. D'un autre côté, sans l'activité infatigable de *Guillaume*, sans le besoin qu'il avoit de faire épouser sa cause à toute l'Europe, surtout sans les forces et les ressources que son avènement au trône d'Angleterre mettoit à sa disposition, les craintes des autres souverains auroient été stériles, et leur haine impuissante. Sans doute *Guillaume* agissoit par intérêt propre; mais l'intérêt des puissances de l'Europe étoit lié au

sien ; et il avoit le talent de sentir les rapports qui les unissoient étroitement ; et le don de les rendre sensibles et frappans aux yeux de ses alliés.

*Guillaume* étoit peut-être aussi ambitieux que *Louis XIV* ; il cachoit habilement son ambition sous celle du monarque françois ; mais elle ne menaçoit pas la liberté des états du continent ; il mettoit sa gloire à déjouer et combattre les projets de la puissance dominante qui sembloit vouloir tout envahir. La haine personnelle du prince d'Orange contre *Louis XIV*, la différence de leur caractère et de leur position, rendirent l'ambition du premier aussi bienfaisante pour l'Europe que celle du second étoit dangereuse. L'une servoit de contre-poids à l'autre ; celle de *Guillaume* paroissoit être le bouclier de l'Europe ; celle de *Louis XIV* étoit un glaive toujours levé sur le foible. Il étoit heureux pour la liberté générale, que ces deux hommes fussent contemporains, rivaux et ennemis ; leur lutte opiniâtre sauva l'indépendance des nations que chacun d'eux, s'il eût vécu séparément, auroit probablement attaquée et détruite. Si l'idée d'une puissance dominante,

et même celle de la monarchie universelle, exista réellement dans la tête de *Louis XIV*, et ne fut jamais plus voisine d'être réalisée qu'à l'époque de son règne, on peut dire avec autant et plus de vérité, que le système de l'équilibre et le beau projet d'asseoir l'indépendance des nations sur l'action et la réaction de leurs forces, ne furent jamais saisis dans toute leur étendue, ni développés dans toutes leurs conséquences et leurs ramifications, comme elles le furent par le génie profond de *Guillaume*. Il avoit vu de bonne heure, dans le principe des contre-forces, le seul moyen d'empêcher la prépondérance d'un état quelconque, le garant et la sauve-garde de la liberté générale. Cette pensée devint sa pensée dominante, le mobile de toutes ses entreprises, le centre de sa retraite, il y ramenoit toutes ses pensées, l'envisageoit sous tous les rapports, la creusoit et l'approfondissoit de plus en plus; sur le théâtre de la vie active, il ne la perdoit jamais de vue, et lui subordonnoit tout le reste. Le succès de son expédition d'Angleterre et son avènement au trône, l'intéressoient moins en eux-mêmes que par les suites qu'ils devoient

avoir et qu'ils eurent pour la France, dont ils empêchèrent le despotisme, et pour l'Europe dont ils assurèrent l'indépendance.

Jacques II étoit encore sur le trône, et Guillaume armoit contre lui, que déjà la France avoit déclaré la guerre à l'Allemagne; elle avoit été la première à rompre la trêve de vingt ans, après l'avoir violée par une suite de vexations sourdes et d'injustices multipliées; elle accusa l'Allemagne de ses propres torts, et elle mit le comble à toutes les violences qu'elle avoit commises, par de véritables hostilités.

Au défaut de raisons, les prétextes même lui manquoient. La ligne de Simmern s'étoit éteinte dans le Palatinat (1685). *Louis XIV* avoit réclamé les droits de sa belle-sœur à la succession, *Charlotte-Elisabeth*, princesse de cette maison, qui avoit épousé le duc d'Orléans, avoit, en se mariant, formellement renoncé à l'héritage de ses pères. La cour de France revendiqua en son nom les biens allodiaux. Ils se réduisoient à peu de chose; mais la France étendoit de plus en plus ses prétentions, et sous prétexte de faire valoir les titres



de la duchesse, sembloit vouloir s'emparer de tout le palatinat. La diète protesta contre cette conduite illégale et contre ces usurpations répétées. *Louis XIV* traita ces protestations d'insultes, et prétendit qu'il devoit à sa gloire outragée, de soutenir par les armes ce qu'il appelloit ses droits.

Le siège de Cologne lui fournit, pour justifier son agression, un prétexte plus mauvais encore que le premier. Le roi de France avoit voulu y placer une de ses créatures, le cardinal de *Fürstemberg*, évêque de Strasbourg. L'empereur favorisoit le prince *Clément de Bavière*. La Hollande et les princes de l'Empire l'appuyoient de toutes leur forces; leur sûreté demandoit que l'électorat de Cologne ne fût pas dans la dépendance de la France. Selon les lois canoniques, *Fürstemberg* ne pouvoit pas être élu tant qu'il ne résignoit pas l'évêché de Strasbourg. D'un autre côté, le prince *Clément* n'avoit pas l'âge requis par les lois. Aucun des deux n'eut dans le chapitre le nombre de voix qui seul pouvoit légitimer son élection; quinze sur vingt-deux. Mais *Innocent XI*, encore irrité contre *Louis XIV* au sujet de l'affaire des fran-

chises, saisit avec ardeur cette occasion de lui témoigner son mécontentement et sa colère; il donna au prince *Clément* un brevet d'éligibilité; ensuite il confirma son élection. *Louis XIV* furieux d'avoir manqué son but, accusa l'Empire et l'empereur d'avoir intrigué contre lui, tandis que c'étoit lui qui avoit fait jouer toutes sortes de ressorts pour mettre cette porte de l'Allemagne dans sa dépendance. On ne sait ce qu'il y a de plus étonnant dans ce procédé, ou la mauvaise foi qui fait imaginer de pareils reproches, ou l'impudeur qui les avoue et les énonce hautement.

Le plus spécieux des argumens de *Louis XIV* pour persuader à la France et aux autres pays qu'il se voyoit forcé à la guerre, étoit la prétendue nécessité de prévenir les agressions de la ligue d'Augsbourg qui se préparoit à fondre sur lui. Cette ligue dans son principe étoit purement défensive. *Guillaume* qui en avoit été l'auteur, désiroit vivement et espéroit en secret s'en servir pour attaquer la France avec avantage, mais il suffisoit d'un coup d'œil sur l'état des puissances coalisées, pour se convaincre qu'elles ne menaçoient pas

VII.

7

Louis XIV. d'un danger bien imminent ; elles étoient ou trop petites pour entrer seules en lice, ou occupées ailleurs, ou jalouses de leurs propres alliés, ou trop affoiblies et trop malades pour hasarder un grand effort sans une nécessité urgente.

*Léopold I* combattoit les Turcs et ses sujets. Le croissant étoit encore redoutable, et le siège de Vienne avoit prouvé que ses développemens pouvoient encore être rapides et ses progrès alarmans. A la suite des victoires de Sobieski, les généraux de *Léopold* avoient remporté des avantages sur la Porte Ottomane. L'électeur de Bavière qui commandoit les troupes impériales ; venoit de prendre Belgrade d'assaut. Cependant, la guerre n'étoit rien moins que terminée. La France excitoit les Turcs à faire de nouveaux efforts, et entretenoit, par ses émissaires, l'insurrection des Hongrois. Cette nation brave, fière, jalouse de sa liberté et de ses lois, demandoit à être traitée avec dignité et avec justice. *Léopold* avoit travaillé, depuis son avènement au trône, à enlever aux Hongrois leurs formes électives et à étendre la prérogative

du roi. Ce plan fait sans art et conduit sans prudence, avoit soulevé les esprits des Hongrois, et *Tekeli* avoit montré ce que peut un homme entreprenant à la tête d'un peuple outragé. Sa résistance lui avoit coûté la vie, mais l'insurrection lui avoit survécu; *Léopold* étoit plus jaloux de la punir que d'en étouffer les restes, car il punissoit les Hongrois en leur ôtant ces libertés dont il les accusoit d'avoir abusé, et qu'ils n'avoient fait que défendre. L'accroissement de son autorité en Hongrie étoit le grand objet de l'ambition et de la politique de l'empereur.

L'Espagne étoit épuisée. Les passions de ses rois et leurs excès d'ambition et d'orgueil avoient affoibli ce superbe empire dans le seizième siècle; ensuite, le défaut de régime l'avoit empêché de reprendre de la vigueur; des maximes de tradition et des prétentions surannées avoient continué à miner l'état sous le règne de Charles II, il étoit menacé d'extinction. Ce prince faible d'esprit et débile de corps n'étoit pas ce que les rois doivent être, un principe de vie, mais un principe de dépérissement et de mort. L'Espagne imposoit encore

par sa masse et par le nombre de ses provinces; d'ailleurs, l'état de la flotte, de l'armée, des finances annonçoit des dispositions pacifiques, ou plutôt les fendoit nécessaires, et il étoit évident qu'elle ne sortiroit de sa léthargie, que lorsque des insultes multipliées ne lui permettroient pas d'y rester sans opprobre.

Les princes de l'Empire germanique étoient divisés d'intérêt et partagés de principes. La plupart haïssoient et craignoient la France, et souhaïtoient qu'elle fût affoiblie. Cependant ils désiroient et redoutoient en même temps la guerre; ils sentoient ce que leur situation, relativement à la France, avoit de précaire et de triste; cette puissance maïtrisoit l'Allemagne, et par la seule terreur lui arrachoit tous les jours de nouveaux sacrifices; mais d'un autre côté, ils sentoient aussi qu'une résistance foible et partielle ou malheureuse aggraveroit leur état, et que le remède seroit pire que le mal. D'ailleurs, fidèles à leurs anciens principes, chacun d'eux vouloit contribuer le moins possible à la défense générale; et quand toutes leurs forces auroient été réunies, elles n'auroient jamais formé un tout homogène et formidable.

*Frédéric III*, électeur de Brandebourg, étoit le seul des grands princes d'Allemagne qui parût disposé à soutenir, avec un véritable dévouement, la cause de la liberté germanique contre les usurpations de la France. En léguant à son fils une puissance considérable, Frédéric-Guillaume lui avoit transmis son zèle pour la religion protestante et sa haine contre Louis XIV. Le nouvel électeur n'avoit pas reçu de la nature des formes imposantes et héroïques, et il croyoit y suppléer par la pompe et l'éclat de la représentation; passionné pour le luxe et la magnificence, libéral et généreux, insouciant et inappliqué, il avoit tous les défauts et même les vertus qui dérangent les finances des états; avec de la bravoure sans talens militaires, des lumières sans génie, de la bonté sans fermeté, il vouloit faire le bien de ses peuples, mais il vouloit surtout faire illusion à l'Europe sur l'étendue de ses ressources et sur la grandeur de sa puissance, afin de paroître digne du titre de roi qui étoit déjà l'objet secret de son ambition. Il étoit attaché à la maison d'Orange par le sang, à la révolution qui venoit de s'opérer en Angleterre, par la

religion, à l'Empire par son rang et ses devoirs, à l'empereur par l'espérance éloignée d'obtenir de lui une plus haute élévation. On pouvoit attendre d'un prince de ce caractère, si la guerre s'allumoit, les plus grands efforts contre la France, et présumer qu'il seroit un des ressorts les plus actifs de la coalition. Seul, il ne pouvoit ni ne vouloit rien entreprendre qui donnât de l'ombrage à Louis XIV.

Ce redoutable monarque étoit craint et haï en Italie comme en Allemagne; là, comme dans l'Empire germanique; les princes et les peuples faisoient des vœux pour son abaissement, et auroient volontiers prêté les mains aux puissances assez fortes et assez courageuses pour commencer la lutte avec la France; mais les états de l'Italie étoient trop foibles pour engager les premiers le combat, et pour le soutenir long-temps. Venise qui se défioit plus de la France que de l'Autriche, Gênes qui n'oubloit et ne pardonnoit pas son humiliation, ne pouvoient donner au besoin que de l'argent. D'ailleurs, l'une étoit trop éloignée du danger pour le juger imminent, l'autre en étoit trop près pour le conjurer par des mesures sérieuses. *Innocent XI*, plus souve-

rain que pontife, étoit plus occupé de<sup>s</sup> intérêts politiques de l'Europe que de<sup>s</sup> intérêts de la religion; gagné par le prince d'Orange, il s'étoit déclaré pour lui contre Jacques II, et avoit même concouru au succès de son entreprise. Ennemi personnel de Louis XIV, qui l'avoit traité dans plus d'une occasion avec beaucoup de hauteur, il brûloit de voir son orgueil puni; lui-même ne pouvoit faire qu'encourager les autres états à la résistance: la puissance temporelle de Rome étoit peu de chose, et ses armes spirituelles ne répandoient plus la terreur.

*Victor-Amédée II* occupoit le trône du Piémont et de la Savoie. Ce prince étoit tourmenté du désir d'étendre sa domination et de devenir la puissance principale en Italie. L'intérêt de sa sûreté lui dictoit des projets d'ambition. S'il n'augmentoît pas sa puissance par des acquisitions nouvelles, son existence politique étoit dépendante et précaire. Il falloit qu'il montât pour ne pas descendre; sa position lui faisoit une loi d'aller en avant. L'essentiel pour lui étoit de ménager la maison d'Autriche et d'éloigner la France de l'Italie; placé entre ces deux puissances qui se haïssoient,



et le serroient de près toutes deux, *Victor Amédée* ne pouvoit s'agrandir qu'en s'attachant à l'une pour combattre l'autre. La France paroissoit être le principal obstacle à ses progrès. Une guerre qui affranchît l'Italie de la domination de Louis XIV, pouvoit favoriser l'exécution des plans de *Victor-Amédée* ; il le sentoit et n'attendoit que l'occasion de se prononcer. Les alliés pouvoient au besoin compter sur lui. Ses qualités personnelles rendoient son amitié précieuse. Guerrier moins heureux que brave, politique profond, souple et ferme, persévérant dans ses vues, variable avec les circonstances dans le choix de ses moyens, tour à tour actif et temporisateur, *Victor Amédée* avoit tous les talens et toutes les vertus nécessaires pour élever la puissance de sa maison, et ses défauts mêmes qui tenoient à sa position, pouvoient contribuer à la rendre plus brillante et plus sûre. Son caractère et son génie mettoient un poids considérable dans la balance politique, où ses forces pesoient peu de choses. Cependant, il pouvoit, dans une guerre générale, occuper une armée française. Mais quelque désir qu'il eût de sortir de tutelle, il ne falloit

pas moins qu'un grand mouvement pour qu'il prit une attitude hostile.

Ainsi, l'Espagne, l'empereur, l'Empire, l'Italie présentoient bien les élémens d'une ligue offensive contre la France, mais ces élémens étoient encore désunis, et par conséquent sans activité. Toutes ces puissances désiroient et craignoient la guerre, avoient des raisons d'attaquer Louis XIV et d'autres raisons pour rester tranquilles. La coalition d'Augsbourg, défensive dans son principe, n'étoit rien moins que menaçante, et n'auroit probablement pas changé de caractère sans l'agression de la France. Le manifeste de Louis XIV, pour justifier son invasion en Allemagne, décida les esprits indécis, rallia les intérêts divisés, et rendit au nouveau roi d'Angleterre un service signalé. Ce fut une grande faute du cabinet de Versailles que de déclarer la guerre à l'Allemagne, et de forcer l'Europe à épouser sa cause. Cette faute fut l'ouvrage de *Louvois*. Ce ministre superbe que madame de *Main-tenon* haïssoit, et qui, par ses hauteurs et ses contradictions fatiguoit quelquefois Louis XIV, voyoit baisser son crédit, et redoutoit une disgrâce prochaine. U

croyoit que dans la guerre où ses rares talens étoient véritablement à leur place, on ne pouvoit pas se passer de lui. Il résolut d'allumer lui-même l'incendie, dont les événemens avoient amassé les matériaux. La guerre fut déclarée. Louvois ne se doutoit pas qu'en préparant à la France et à l'Europe neuf années de malheurs et de combats, il creusoit lui-même son tombeau.

Sous prétexte de prévenir la ligue d'Augsbourg, les François entrèrent en Allemagne, et s'emparèrent de Kaiserslautern, d'Heidelberg, de Maïence; Philisbourg se rendit au dauphin qui commandoit l'armée dont Boufflers dirigeoit les opérations. Soit ivresse de ses premiers succès, soit orgueil, soit désir de se rendre maître de la marche et des développemens de la guerre, en prenant les devants sur toutes les puissances, Louis XIV lança des manifestes contre la Hollande, l'Espagne, le pape, l'Angleterre. Les déclarations de guerre se succédoient avec la plus grande rapidité. On auroit dit que la France vouloit contraindre l'Europe à s'armer contr'elle, et amener à tout prix une guerre générale. Cette fougue de l'orgueil servit admira-

blement le roi d'Angleterre. Toutes les puissances, rendant hommage à son génie qui avoit prévu et annoncé les projets de la France, reconnurent que la cause de Guillaume étoit la leur, s'unirent étroitement à lui, et formèrent entr'elles l'alliance connue sous le nom de la grande alliance.

Les puissances qui formèrent à Vienne la grande alliance, ou qui y entrèrent successivement, s'engageoient à combattre la France de toutes leurs forces sur terre et sur mer, à la ramener sur la ligne ou l'avoient placée le traité de Westphalie et celui des Pyrénées. Aucune d'elles ne devoit avoir le droit de faire une paix séparée. L'objet de la guerre étoit déterminé et conforme aux principes d'une sage politique. Une simple approximation du but auroit déjà été un grand bien. Le nombre des coalisés s'accrut. Oubliant leurs anciennes inimitiés ou les ajournant pour faire face à un danger plus imminent, les états de l'Europe parurent tous n'avoir qu'un seul et même intérêt. Non-seulement l'Espagne et la Savoie entrèrent dans la grande alliance, Chrétien V, roi de Danemarck, qui avoit été l'allié de la

France, fut gagné par l'Angleterre à la cause commune. La Suède resta neutre. Charles XI ne crut pas que les anciennes et intimes relations de son royaume avec la France dussent l'emporter sur des considérations générales d'une importance majeure ; cependant il ne prit pas une part active à la guerre. Son inaction seule étoit déjà un avantage réel pour les alliés. Le beau rôle de médiateur lui étoit réservé.

Quelqu'imposante que fût la coalition par le nombre des puissances qui y accédèrent, sa véritable force étoit dans la Hollande et dans l'Angleterre. Ces deux états, par leur situation, par leur richesse, par les hommes et les vaisseaux dont ils pouvoient disposer, surtout par l'esprit qui les animoit, étoient le lien de la ligue et la rendoient formidable. Leurs moyens d'attaque et de défense étoient tous dans la main de *Guillaume*, et sa main habile et sûre les multiplioit par la direction qu'il savoit leur donner. Tout-puissant en Hollande, il l'étoit moins en Angleterre, où sa fortune excitoit la jalousie, où son caractère froid et réservé inspiroit de la défiance, et où le roi détrôné avoit encore de nom-

breux partisans. L'orgueil des Anglais étoit le meilleur allié du prince d'Orange; la nation étoit intéressée à soutenir la révolution qu'elle avoit faite, et s'indignoit de voir que Louis épousât la cause de Jacques, armât pour le remettre sur le trône, et appelât Guillaume un usurpateur.

En effet Louis XIV avoit reçu le roi fugitif et malheureux, avec les égards dus à de grandes infortunes; il lui avoit montré la sensibilité d'un ami, la générosité d'un monarque puissant, la délicatesse d'un cœur noble et vraiment royal. Sans doute, le roi de France voyoit un attentat effrayant dans ce que la nation anglaise venoit de se permettre, et en soutenant le parti de Jacques, il croyoit soutenir la cause de tous les rois. Mais ce ne furent pas ces idées qui lui dictèrent ses démarches. Les bienfaits dont il combla l'infortuné Jacques et sa famille, les procédés qu'il eut envers eux, lui furent inspirés par une âme naturellement élevée et magnanime, et ne portent pas l'empreinte du calcul. Le château de St. Germain où le roi d'Angleterre s'établit, fut embelli avec une prévoyance ingénieuse par tous les raffinemens du

luxe. La cour de *Jacques* étoit plus brillante qu'à St. James, et le disputoit presque à celle de Versailles pour la magnificence et l'éclat. *Louis XIV* voulut qu'on rendit à Jacques tous les honneurs qu'on lui rendoit à lui-même.

Non-seulement il l'avoit bien accueilli ; il se proposoit de le venger et de le rétablir sur le trône. Au défaut de la générosité, la politique seule suffisoit pour lui faire adopter ce plan. Guillaume étoit l'ennemi le plus redoutable de la France. Créateur de la grande alliance, il en étoit le principe vital ; sans lui, elle auroit bientôt été désorganisée, et ses élémens déjoins, obéissant à leur inertie, seroient retombés dans l'inaction. C'étoit donc en Angleterre que la France devoit combattre la ligue, et le vrai moyen d'empêcher le nouveau roi de soulever et de diriger les puissances continentales, étoit de l'attaquer chez lui et de menacer sa couronne, en appuyant le parti de Jacques, et en faisant une grande diversion en sa faveur. Guillaume avoit armé le continent pour assurer la tranquillité de l'Angleterre ; il falloit porter la guerre dans ses états pour dissiper les dangers que présentoit.

le continent, et pour l'obliger à désarmer. Si la France portoit toutes ses forces sur l'Angleterre, elle pouvoit réussir à enlever le sceptre à Guillaume, et à le rendre au premier possesseur; alors l'Angleterre redevenoit l'alliée, ou plutôt l'humble esclave de la France, et le reste de l'Europe se soumettoit. Tels étoient le plan et les espérances de Seignelay, ministre de la marine et fils de Colbert qu'il promettoit d'égaliser un jour. Il vouloit que cette guerre fût principalement une guerre maritime, et que l'Angleterre devînt le point central de toutes les opérations. Ce système ne convenoit pas à *Louvois*, qui, ministre de la guerre, vouloit jouer le premier rôle, et insistoit pour que les plus grands efforts se fissent sur le continent. C'étoit attaquer les membres du corps, au lieu d'attaquer la tête. Cependant, l'ascendant de *Louvois* empêcha le plan de *Seignelay* de triompher. On adopta un plan mitoyen; la France partagea ses forces, la guerre se prolongea, le roi Guillaume triompha des demi-mesures que prit Louis XIV pour lui faire perdre le trône, et après avoir dissipé les dangers qui le menaçoient en Angleterre, il porta la



guerre sur le continent, et la poussa avec vigueur, afin de prévenir le retour de nouveaux dangers du même genre.

La première expédition maritime de la France fut dirigée sur l'Irlande. Cette île étoit peuplée de catholiques, qui formoient la grande majorité de ses habitans et qui étoient d'autant plus attachés au roi Jacques, que toutes les lois du pays étoient dirigées contr'eux en faveur de la religion dominante. En Ecosse, le fidèle *Dundée*, soulevant les braves montagnards du nord, faisoit des prodiges de valeur pour soutenir les droits de Jacques. Aussi entreprenant, aussi généreux que Montrose, le défenseur chevaleresque de Charles I, il devoit réussir aussi peu que lui, et la fortune de Guillaume devoit l'emporter. Avant cette catastrophe, la plus grande partie de l'Ecosse avoit déjà reconnu Guillaume; en Irlande, la ville de Londonderry seule s'étoit déclarée pour le nouveau roi. Jacques partit de France à la tête de tous les Anglais et des Irlandais qui s'étoient attachés à son sort; il avoit refusé de reconquérir ses états avec d'autres que ses propres sujets; résolution plus

sage que sincère, et qui fut vaine par l'événement. *Louis XIV* lui avoit dit en prenant congé de lui, avec autant de grace que de noblesse: Ce que je puis vous souhaiter de mieux, est de ne jamais vous revoir. *Château-Renaud*, officier habile et heureux, avoit protégé son passage en Irlande avec l'escadre qu'il commandoit, et Jacques avoit débarqué à Kinsale avec sa petite troupe (1689).

Partout on le reçut avec des transports, son entrée dans Dublin fut magnifique. Il se laissa séduire par ses apparences de bonheur, et au lieu de passer en Ecosse d'où il pouvoit, avec le secours de *Dundee* et de ses amis, porter à l'Angleterre des coups terribles, il suivit les conseils des Français qui étoient intéressés, et resta en Irlande. Le siège de Londonderry fut résolu. Cette place étoit mal fortifiée et mal approvisionnée. La garnison étoit composée de milices. Vingt mille hommes l'assiégèrent, et leurs efforts furent inutiles. Les assiégés bravèrent tous les dangers, la faim, la soif, les maladies, et par leur vigoureuse résistance, excitèrent l'intérêt de toutes les nations et l'admiration de

leurs ennemis. Un officier subalterne , nommé *Murray* , dirigeoit les travaux et les opérations des habitans de Londonderry. *Walkers*, un prêtre, allumoit leurs passions, et entretenoit leur enthousiasme pour la patrie, la liberté et la religion. *Jacques* avoit lui même entrepris le siège; il s'en lassa bientôt, et en abandonna la conduite au maréchal de *Rosen*, qui se déshonora par des cruautés gratuites et réfléchies; elles tournèrent contre lui-même, car elles ne firent qu'ajouter une juste indignation à tous les motifs qui empêchoient les assiégés de se rendre. Malgré les renforts que *Château-Renaud* amena de France aux assiégeans, le siège traînoit en longueur. A la fin, *Kirk* trouva moyen de venir au secours de Londonderry en faisant passer des troupes dans la ville, et le siège fut levé. L'Angleterre avoit murmuré de ce que les flottes anglaises avoient permis aux vaisseaux français d'arriver en Irlande; elle fut irritée, et s'échappa en plaintes contre l'administration, quand elle apprit que l'amiral *Herbert* avoit livré un combat à *Château-Renaud*, près de la Baye de Bantry (1689), et que la victoire

n'étoit pas restée fidèle au pavillon anglais.

Malgré ces avantages que les alliés de Jacques avoient remportés sur ses compatriotes, et dont lui-même, plus jaloux de l'honneur de la marine anglaise que du succès de ses affaires, gémissoit en secret, son entreprise n'avoit pas. Le siège de Londonderry avoit été levé, et l'exemple de courage que cette ville avoit donné, gagna des partisans à la cause qu'elle défendoit. *Dundee* avoit péri dans la bataille de Killikranki et sa mort avoit fait rentrer les montagnards dans leurs foyers. *Jacques* aliénoit de lui une grande partie des Irlandois par ses fausses mesures et par une sévérité déplacée. Il falloit montrer de l'impartialité envers les protestans et les catholiques, et surtout rassurer les propriétaires. *Jacques* porta une loi qui bouleversoit tous les rapports civils et qui ébranloit toutes les propriétés; il statua que les catholiques pourroient rentrer en possession de toutes les terres qui leur avoient appartenu autrefois, et qui étoient depuis long-temps entre les mains des protestans; c'étoit commettre une injustice décidée et criante sous le prétexte

de réparer d'anciennes injustices. Dans les troubles des guerres civiles, où les fautes et les erreurs ressemblent souvent aux crimes, et où selon le point de vue des différens partis, on est tour-à-tour innocent et coupable, point de vertu plus <sup>in-</sup>essaire que la clémence; elle honore le vainqueur et lui garantit les fruits de sa victoire. Elle convenoit à plus forte raison à *Jacques* qui vouloit reconquérir ses états et regagner les cœurs de ses sujets. Cependant, une de ses premières démarches en Irlande fut de publier une liste de proscription qui contenoit plus de trois mille personnes. En se montrant inaccessible au pardon, il mettoit les Anglais dans la nécessité de ne jamais lui pardonner à lui-même, et d'achever leur ouvrage.

La France faisoit des efforts multipliés pour soutenir le roi déposé, et pour occuper *Guillaume* dans ses propres états. Ce prince se repentoit d'avoir négligé l'Irlande et d'avoir fourni, par cette insouciance, des armes à ses ennemis en Angleterre. Les mésintelligences entre lui et le parlement se prononçoient de plus en plus; les Whigs et les Torys vouloient tous deux une pré-

férence entière et absolue, et ne pouvant pas l'obtenir de Guillaume, qui plaçoit sa politique à les contre-balancer les uns par les autres, ils se réunissoient contre lui. On soupçonnoit ses motifs, on calomnioit ses vues, on entravoit la marche de l'administration, et, faute d'argent et de bonne volonté, les préparatifs languissoient. Ceux des partisans de la révolution qui avoient agi par intérêt personnel, se plaignoient d'être oubliés; le nombre des places et des faveurs dont Guillaume pouvoit disposer, ne suffisoit pas à leurs prétentions et à leur avidité; d'autres l'accusoient de prédilection pour les non-conformistes; d'autres encore lui trouvoient des manières hautes qui trahissoient du penchant au despotisme; le mécontentement augmentoit, il se forma même contre le nouveau roi des conjurations étouffées dans leur naissance, mais qui pouvoient renaître; on lui imputoit les succès de Jacques en Irlande et l'audace heureuse des Français, qui y faisoient sans cesse passer de nouveaux renforts, et qui venoient encore d'y envoyer cinq mille hommes de troupes d'élite sous les ordres du duc de Lauzun; on reprochoit à Guillaume l'humiliation

du pavillon anglais, on murmuroit de la lenteur de ses opérations. Ces murmures devenoient alarmans. *Guillaume* sentit que le seul moyen de tout réparer et de tout prévenir, étoit de frapper en Irlande un coup décisif, et que des victoires sur Jacques et sur les Français pouvoient seules condamner au silence ses ennemis, ranimer le zèle de ses partisans, fixer les esprits flottans et irrésolus, occuper l'attention et l'inquiétude du peuple, et enchaîner la nation entière et sa fortune. A force d'activité de sa part, et de sacrifices de la part des Etats-généraux, il parvint à rassembler les vaisseaux et les hommes nécessaires à ses vues, et il passa en Irlande à la tête de trois cents bâtimens de transport qui débarquèrent une armée considérable. Quand ses partisans l'eurent joint, et que toutes ses troupes furent réunies (1690), il compta près de quarante mille hommes effectifs. Plus de la moitié étoit formée de Hollandais, de Danois, de Brandebourgeois; c'étoit sur la valeur et le dévouement de ces étrangers que reposoit toute sa confiance.

Pendant qu'il avançoit en Irlande, et que le roi Jacques se retiroit devant lui,

un événement malheureux porta la consternation dans son parti; et parut relever toutes les espérances de son beau-père. La flotte française, forte de plus de soixante-dix vaisseaux de ligne, étoit sortie de Brest sous les ordres du comte de *Tourville*, officier plein de talens, de bravoure et d'expérience. *Seignelay* qui avoit consacré des sommes immenses à cet armement, et qui en attendoit beaucoup, vouloit lui-même s'embarquer à bord de cette flotte, prendre part à ses victoires, et porter ensuite avec ses brûlots la flamme et la désolation dans les ports de l'Angleterre. Une maladie l'en empêcha. *Tourville* chercha la flotte anglaise. *Torrington* la commandoit; même après sa jonction avec les Hollandais, elle étoit encore d'un tiers plus foible que l'ennemi. Cependant *Torrington* reçut l'ordre de hasarder la bataille. L'impétuosité d'*Evertsen*, qui à la tête de l'avant-garde composée des vaisseaux hollandais, s'engagea imprudemment dans la flotte française, jointe à l'infériorité des forces des Anglais, donna la victoire à *Tourville*. Après cette défaite à *Beachy-head*, *Torrington* avoit empêché les Français de profiter de leur vic-



toire, et en se plaçant à l'embouchure de la Tamise avec sa flotte, il calma l'agitation de Londres, et sauva l'état dans un moment où tout paroissoit perdu.

La nouvelle de la défaite de Torrington pouvoit porter le découragement dans l'armée de Guillaume, si lui-même paroissoit découragé, et s'il laissoit à ses troupes le repos et le loisir nécessaires pour réfléchir. Il falloit paroître calme, et se hâter d'agir. *Guillaume* fit l'un et l'autre, et bientôt de nouveaux événemens renversèrent toutes les espérances de Jacques et tous les projets de Louis XIV. L'armée de *Jacques* cédoit le terrain à celle de son gendre, sans le lui disputer. Cette conduite étoit sage; *Guillaume* étoit pressé de terminer par une bataille; *Jacques* devoit l'éviter et traîner la guerre en longueur. Malheureusement pour lui, les conseils des Français l'emportèrent sur ceux de ses véritables amis; ils l'engagèrent à changer de système, et à tenir ferme sur les bords de la Boyne. C'est ce que *Guillaume* demandoit. Sans consulter son conseil, il résolut de livrer bataille, et fit tout ce qu'il falloit faire pour maîtriser la fortune dans la grande journée qui se préparoit. On ne sauroit

assez admirer ses savantes dispositions, sa prévoyance sûre et vaste, son infatigable activité, ses prévenances, ses attentions, ses soins pour le soldat, avant la bataille; dans l'ardeur de la mêlée, son courage qui le portoit aux premiers rangs, son sang-froid qui lui permettoit de tout voir et de tout juger, sa présence d'esprit qui lui suggéroit les combinaisons les plus heureuses, le firent paroître digne du trône qu'il s'agissoit de perdre ou de conserver. Il remporta une victoire complète, et il la méritoit (1690). Elle fut vivement disputée. Ce ne fut pas *Schomberg* qui donna le plan de la journée, il fut même un peu étonné de le recevoir de Guillaume comme un ordre; mais il mit sa gloire à l'exécuter. A l'âge de quatre-vingts ans, sa tête blanche chargée de lauriers, s'exposoit au feu le plus meurtrier, et il attaqua l'ennemi avec l'ardeur d'un jeune homme qui auroit eu sa réputation à faire. Il fut tué en combattant, il mourut comme il avoit vécu, en héros, payant à la gloire un tribut que la nature lui auroit bientôt demandé. *Guillaume* lui-même fut blessé. Un coup de canon lui effleura l'épaule. On le crut

mort à Paris, l'on y fit des réjouissances indécentes. La nouvelle de sa victoire y produisit d'autant plus de consternation. Bientôt *Jacques II* reparut en France. Il s'étoit embarqué à Waterford immédiatement après la bataille de la Boyne, abandonnant les débris de son armée et ses partisans à leur malheureux sort, et il retourna à Saint-Germain recevoir les consolations de Louis XIV, qui ne voyoit que son infortune, les dérisions des courtisans et le mépris du peuple qui ne voyoient que sa bigotterie et son incapacité. Pendant qu'il désespéroit de sa propre cause, ses partisans ne perdoient pas courage. Dublin avoit ouvert ses portes au nouveau roi, mais Limerick défendue par une garnison nombreuse, fit une belle résistance, et obligea Guillaume à lever le siège après quatorze jours de tranchée ouverte. L'année suivante, une seconde bataille décida du sort de l'Irlande. Le comte de *Saint-Ruth* qui commandoit les troupes de Jacques, fut battu près d'Ahgrim, par les Anglais, et lui-même périt dans la mêlée. A la suite de cette défaite, Limerick se rendit aux troupes de Guillaume. La capitulation fut honorable. Il fut permis non-

seulement aux Français, mais encore aux Irlandais qui vouloient rester fidèles au roi Jacques, de passer en France. Près de quinze mille hommes s'embarquèrent sur les vaisseaux de *Château-Renaud*, et arrivèrent à Brest.

Cependant, *Louis XIV* également attaché aux principes qu'il suivoit dans la conduite de cette guerre, et à son amitié pour Jacques, résolut de faire un grand et dernier effort pour le replacer sur le trône, et pour distraire son heureux rival de la guerre du continent. Le comte de *Tourville* partit de nouveau de Brest, suivi de cinquante vaisseaux de ligne. Le comte d'*Etrées* qui étoit parti de Toulon à la tête d'une autre flotte, devoit joindre ses forces aux siennes. Cependant *Tourville* avoit reçu l'ordre d'attaquer la flotte ennemie, quelque part qu'il la rencontrât, sans attendre cette jonction. Les flottes anglaise et hollandaise réunies, fortes de quatre-vingts vaisseaux de ligne, et commandées par l'amiral *Russel*, se présentèrent sur les côtes de la Normandie, entre l'île de Whigt et Barfleur près de la Hogue. On crut faussement sur la flotte française que la plupart des officiers des vaisseaux

ennemis étoient partisans secrets du roi Jacques, et se battroient mollement. On prétendoit même que Russel, mécontent de Guillaume, avoit donné des espérances de trahison. C'étoit mal connoître le patriotisme de *Russel* et l'honneur national des Anglais. Les dispositions de la flotte étoient excellentes, et quand elles ne l'auroient pas été, elles le seroient devenues à l'approche des Français. Après une bataille sanglante et long-temps disputée, *Tourville*, inférieur en force, fut battu (1692). Treize vaisseaux françois qui n'avoient pas pu gagner Saint-Malo, furent brûlés par les Anglais à la Hogue et à Cherbourg. Le roi détrôné étoit en Normandie occupé des préparatifs d'une descente que le maréchal de *Bellefonds* devoit faire avec lui à la tête de seize mille hommes. *Jacques* fut spectateur du combat. Il étoit partagé entre l'intérêt personnel et le patriotisme ; d'un côté, il désiroit que sa cause triomphât ; de l'autre, il désiroit aussi que la gloire de sa nation à laquelle il tenoit encore vivement, ne souffrît point d'atteinte, et l'on assure qu'il ne pouvoit se défendre d'un mouvement de joie toutes les fois que la victoire pen-

choit pour les Anglais. Le premier, il apporta à Louis XIV la nouvelle de la défaite de sa flotte. La victoire de la Hogue a été décisive pour assurer la supériorité de la marine anglaise, et depuis la bataille d'Actium, peu de batailles navales ont eu des suites plus importantes. La marine française étoit parvenue au plus haut degré de force et de perfection; elle tomba rapidement, et ne s'est plus élevée à la même hauteur. Les Anglais ne profitèrent de l'avantage que cette victoire navale leur donna pendant toute la guerre, que pour bombarder les ports de la France. Brest, Dunkerque, Dieppe, Saint-Malo éprouvèrent successivement les tristes effets de leur suprématie maritime. Dieppe seule souffrit considérablement. La machine infernale qui devoit réduire Saint-Malo en cendres, manqua son but, et le dégât qu'elle fit, ne fut pas proportionné aux sommes immenses qu'elle avoit coûtées à l'Angleterre.

Pendant que la guerre de mer se faisoit avec vivacité, la guerre continentale étoit moins active. On pouvoit s'attendre à des opérations hardies, multipliées, décisives, de la part des forces

considérables de la France, des talens de ses généraux et de l'impétuosité du caractère national. La lenteur des préparatifs des alliés, la foiblesse de leurs armées, le défaut de grands talens dans leurs chefs, inspiroient aux généraux françois une confiance et une sécurité qui les conduisoient à l'inaction, ou qui du moins ralentissoient leur marche. Ce ne fut que lorsque les affaires d'Irlande permirent à *Guillaume* de passer sur le continent, que les forces de la coalition parurent se multiplier, ses plans s'étendre, et que l'ardeur et l'activité des armées françaises prirent un nouvel essor.

Cependant, même avant cette époque, on fit la guerre sur plusieurs points. Le nombre de ses troupes donnoit à la France les moyens d'attaquer ses ennemis chez eux, et de faire face de tous côtés. *Louis XIV* avoit plus de trois cent mille hommes sous les armes. Depuis la destruction de l'empire romain, on n'avoit pas vu d'armées disciplinées, soldées, permanentes, aussi nombreuses. Ce déploiement de forces étoit l'effet naturel des progrès de la puissance et de la richesse. Cet exemple fut contagieux,

et devoit l'être. Tous les états rivalisèrent d'efforts. La guerre fut plus onéreuse pour les peuples, la paix même devint un fardeau. Des armées de cent mille combattans décidèrent des querelles que dans le quinzième et le seizième siècles trente mille hommes auroient décidées, et la population et le travail en souffrirent. La France même n'étoit ni assez riche, ni assez peuplée, pour que Louis pût lever et entretenir ces masses énormes sans faire gémir les campagnes. Les laboureurs et les artisans quittoient à regret les champs et les ateliers pour servir l'ambition de leur roi. Mais arrivés sous la tente et en présence de l'ennemi, ils se rappeloient uniquement qu'ils étoient François, et oubliant les raisons, les motifs et les suites probables de la guerre, ils soutenoient avec gloire l'honneur national. Le souvenir des anciennes victoires électrisoit les courages et enfantoit de nouveaux succès. On se battoit en même temps sur les bords du Rhin, en Catalogne, en Flandre, en Italie. Chaque armée opéroit séparément, on ne combinait pas encore les opérations sur un plan vaste qui embrassât toutes les parties du théâ-



tre de la guerre, et qui mettant de l'unité et de l'ensemble dans les mouvemens, ne considérât les différentes armées que comme différens corps d'une seule armée répandue sur tous les points de la ligne. *Luxembourg* et *Catinat* conduisoient les troupes à la victoire, et continuoient la succession des grands talens militaires qui illustroient la France depuis un demi-siècle. *Vendôme* et *Villars*, élèves dignes d'eux, promettoient de les remplacer un jour.

La guerre avoit commencé en Allemagne par le siège de Philipsbourg (1688). Cette place s'étoit rendue au dauphin qui commandoit l'armée en personne. La défense de Mayence et de Bonn avoit acquis l'année suivante une grande réputation au marquis d'*Uxelles* et au comte d'*Asfeld*, qui firent la plus belle et la plus savante résistance. La prise de Bonn fut l'ouvrage des troupes du Brandebourg, qui sous les yeux de leur prince, montrèrent autant de patience que de courage. Ces conquêtes étoient de foibles vengeances des attentats que les Français avoit commis en Allemagne par les ordres de Louvois. Sous prétexte de mettre les frontières de la France en

sûreté, et de placer un désert entre ses ennemis et elle, ce ministre avoit fait ravager et incendier le Palatinat; cruauté froide, réfléchie et gratuite. Heidelberg, Manheim, Worms, Spire, plusieurs autres villes, un grand nombre de villages qui couvroient et embellissoient cette contrée riante et fertile, véritable jardin de la terre, furent en tout ou en partie réduits en cendres; le feu consuma les fruits du travail et de l'art, le fer moissonna les troupeaux. Les habitans subitement ruinés, et passant de l'opulence à l'extrême misère, erroient et mendioient sur les grands chemins. L'indignation de l'Europe fit justice de ce forfait. Il s'éleva un cri général de réclamation. Le génie malfaisant de *Louvois* vouloit étendre ces ravages jusqu'à Trèves. *Louis XIV* trompé avoit ignoré ces ordres sanguinaires. Il fut saisi d'effroi à l'idée de ces affreuses dévastations, et fit tomber toute sa colère sur le ministre qui l'avoit égaré.

*Louvois* perdit de plus en plus sa confiance. Son despotisme fatiguoit l'orgueil de *Louis XIV*; haï et desservi secrètement par madame de *Maintenon*, la chute progressive de son crédit annon-

çoit une disgrâce entière et prochaine. Sa mort subite prévint les malheurs qui l'attendoient (1691). On prétendit qu'il avoit été empoisonné. La douleur de voir baisser son autorité, la crainte de la perdre entièrement, et les scènes violentes qu'il avoit tous les jours avec le roi, peuvent expliquer la catastrophe qui termina sa vie. *Louis XIV* ne le regretta pas; il parut même charmé d'être délivré d'un fardeau dont il répugnoit à se débarrasser par des mesures de rigueur. Cependant *Louvois* l'avoit bien servi, et avoit été le principal instrument de ses victoires. Impérieux, hautain, dur, envieux, les succès des généraux lui donnoient souvent de la jalousie; mais par sa longue prévoyance, son ordre admirable et son activité de feu, c'étoit lui qui leur fournissoit les moyens de vaincre. Il ne fut jamais remplacé. Aucun de ses successeurs ne mérite même de lui être comparé. *Louis XIV* donna sa place à *Barbésieux*, son fils, jeune homme sans expérience, et dépourvu de ce génie qui devance et devine quelquefois les faits. Le roi se félicitoit d'être sorti de la tutèle de *Louvois*, et sa vanité étoit flattée d'avoir sur *Barbésieux* une grande supériorité de lumières. Jusques-là, il avoit

prouvé qu'il se connoissoit en hommes ; il avoit fait d'excellens choix. Au lieu de choisir ses ministres , il voulut les former , et il n'employa presque plus que des hommes incapables , ou du moins fort au-dessous de leurs fonctions. Afin d'augmenter sa propre influence , madame de *Maintenon* ne vouloit dans les premières places que des esprits médiocres et foibles , et suggéroit ses idées au roi. Pour le malheur de la France , il suivit ses conseils intéressés. Avant la nomination de *Barbésieux* , à la mort de *Seignelay* , il avoit donné le département de la marine à *Pont-Chartrain* , qui y étoit tout-à-fait étranger , et pour qui le ministère des finances étoit déjà un fardeau disproportionné à ses forces. La France paya cher ces erreurs. Heureusement pour elle que *Luxembourg* étoit à la tête des armées. C'étoit encore *Louvois* qui l'avoit fait nommer au commandement. Ce ministre ne l'aimoit pas ; mais il avoit sacrifié dans cette occasion ses répugnances au bien de l'état.

*Luxembourg* commandoit dans les Pays-Bas. Cette contrée trop célèbre qui a été abreuvée de sang pendant trois siècles , et qu'on pourroit appeler à juste

titre, la terre classique de l'art militaire, étoit de nouveau le théâtre des combats. Tant que *Luxembourg* n'avoit pas dirigé les mouvemens des troupes, la guerre s'étoit faite mollement, sans éclat, et sans amener d'événemens décisifs. Dès qu'il parut, les opérations brillantes se succédèrent l'une à l'autre avec rapidité, et ce héros, encore plus passionné pour la gloire que pour le plaisir, triompha, par les combinaisons promptes et lumineuses du génie, de la marche méthodique et froide, des calculs savans et profonds, qui chez *Guillaume* étoient le résultat de la réflexion et du travail. Le roi d'Angleterre ne se lassoit ni de combattre ni d'être vaincu. De huit batailles qu'il livra dans sa carrière militaire, celle de la Boyne fut la seule qu'il gagna. Mais l'habileté de *Guillaume* ne paroissoit jamais plus grande qu'après ses défaites. Il enlevoit à *Luxembourg* le fruit de ses victoires, et ne lui en laissoit que l'honneur.

La première bataille que *Luxembourg* gagna dans cette guerre, fut celle de Fleurus (1690). Son adversaire étoit le prince de *Waldeck*. Les alliés perdirent dans cette journée près de treize mille hommes, et comptèrent six mille

morts. *Luxembourg* dut la victoire à la supériorité de sa cavalerie, l'infanterie hollandoise se couvrit de gloire par sa belle résistance. L'année suivante *Louis XIV* pris Mons, et cette conquête qui lui avoit été ménagée avec art et à grands frais, eut, comme toutes celles qu'il fit en personne, plus de célébrité que de mérite. Le combat de Lens, qui n'étoit qu'une charge de cavalerie, répandit un nouvel éclat sur la réputation de *Luxembourg*, sans amener des suites importantes.

La campagne s'ouvrit par le siège de Namur. Lorsque le succès fut mûr, *Louis XIV* vint lui-même pour le cueillir, et pour assister à la prise de la ville. *Luxembourg* eut toute la gloire de cette conquête. Il avoit empêché le roi *Guillaume*, qui étoit à la tête d'une armée bien plus forte que la sienne, de passer la Méhaigne, et de porter du secours à Namur. Le roi d'Angleterre, brûlant du désir d'effacer la honte de cet affront, ne dédaigna pas d'employer la ruse. Il espéra de le vaincre par surprise, en lui faisant donner de faux avis. On avoit découvert un des propres espions du maréchal dans le camp des alliés. On obligea cet homme à marquer

à son maître qu'il y auroit le lendemain un fourrage général dans l'armée de ses ennemis. Ce stratagème réussit. *Luxembourg* étoit dans une entière sécurité : *Guillaume* se présenta à la vue du camp des Français avant qu'on sût qu'il s'étoit mis en marche; mais il s'étoit flatté de profiter de la surprise des Français pour les battre, et il ne réussit pas. *Luxembourg* répara son erreur par l'activité de son génie. Son sang-froid et la vivacité de son esprit le sauvèrent. Vainqueur dans les plaines de Steenkerque (1692), il parut d'autant plus grand qu'il dut tout à lui-même et rien au hasard. Cette victoire improvisée excita un enthousiasme universel en France. *Luxembourg* devint l'idole de la nation. La bataille de Neerwinde mit le sceau à sa réputation militaire (29 juin 1693); *Guillaume* la disputa long-temps à son heureux adversaire. A la fin, il fut contraint de céder à son ascendant. Ces batailles sanglantes qui coûtèrent aux deux partis plus de soixante mille hommes, n'amenoient aucun événement décisif, et n'accéléroient pas le dénouement. *Guillaume* rendoit par ses savantes dispositions, les victoires des François à-peu-près inutiles, et

ses défaites étoient presque aussi honorables pour lui que des victoires. Il arrêtoit l'impétuosité de Luxembourg par sa froide persévérance. C'étoit dans le malheur qu'il déployoit toutes les ressources de son talent. Lorsque la fin de la belle saison terminoit les opérations militaires, il employoit l'hiver à resserrer les liens de la coalition, et au moyen des subsides qu'il répandoit avec profusion, il recrutoit son armée et réparoit ses pertes.

Pendant que Luxembourg et Guillaume se disputoient les Pays-Bas, *Noailles* battoit les Espagnols près du Ter; *Rosès*, *Girone*, *Palamot* étoient conquises par les Français; le comte d'*Etrées* bombardoit les ports d'Espagne, et *Catinat* faisoit la guerre en Italie avec autant de sagesse que de valeur. *Victor-Amédée*, profond politique, guerrier brave et généreux, inclinoit pour les alliés et haïssoit la France; mais il auroit voulu servir leur cause sans se déclarer contre elle. *Louis XIV* ne lui permit pas de jouer ce rôle équivoque; il lui fit faire des propositions que le duc ne pouvoit pas accepter, et ces propositions ayant été rejetées, *Catinat* reçut l'ordre d'attaquer *Victor-Amédée*, et



d'entrer dans le Piémont. La nature du terrain qui offre beaucoup de positions avantageuses pour une guerre défensive, et la foiblesse de l'armée de *Catinat* sembloient lui interdire les opérations brillantes. Cependant il remporta sur le duc de Savoie deux victoires complètes. La première fois, *Victor*, avide de gloire militaire, et qui n'avoit jamais commandé dans une bataille, brûloit du désir de se mesurer avec *Catinat*. Ses talens ne répondoient pas à son ardeur ; il fit de mauvaises dispositions, et fut défait près de l'abbaye de Staffarde (1691). Il resta plus de quatre mille Piémontais sur la place, et Saluce ouvrit ses portes au vainqueur. Suze, Ville-Franche, Nice, Montmélian furent pris après des sièges assez courts. Celui de Coni fut levé avec précipitation par la faute de *Bulonde*. Les alliés avoient senti la nécessité de faire passer des renforts à *Victor-Amédée*, afin que les forces de la France fussent occupées plus long-temps en Italie, et demeurassent partagées. Avec les secours qu'il reçut, *Victor-Amédée* se vit en état de tenir la campagne à la tête d'une armée nombreuse ; elle étoit de cinquante mille hommes. On crut qu'il alloit agir

offensivement , et pénétrer dans le cœur de la France par le Dauphiné. Ces démonstrations se bornèrent à prendre Embrun , et à brûler quelques lieux ouverts ; après quoi son armée repassa les Alpes (1692). L'année suivante, *Catinat* le punit d'avoir osé insulter les frontières de la France. *Victor-Amédée* n'avoit pas envie de livrer bataille ; *Catinat* l'y contraignit , et la journée de la Mar-saillè couvrit d'honneur les armes fran-çoises , et fut tellement décisive que pen-dant tout le reste de la guerre il ne se fit plus rien d'important en Italie :

*Victor-Amédée* , éclairé par les évé-nemens , sentit que la partie n'étoit pas égale , il ne pouvoit pas compter sur des secours considérables , ni sur des diver-sions puissantes de la part des alliés , et les dispositions du roi de France lui fai-soient espérer d'obtenir des conditions de paix avantageuses. Il ne se trompoit pas. *Louis XIV* vouloit en effet enta-mer des négociations avec lui ; il se flattoit que cette paix particulière amé-neroit la paix générale qu'il avoit des raisons secrètes de désirer. S'il parvenoit à détacher une des puissances de la coa-lition , il étoit vraisemblable que cet

exemple seroit suivi par d'autres; *Victor-Amédée* présuinoit avec raison, qu'il feroit un traité avantageux, si venant à la rencontre des désirs et des vues de la France, il s'empressoit à conclure avant tous les autres. Quand on est intéressé des deux côtés à terminer la guerre, les négociations ne sont ni longues ni difficiles. Le comte de *Tessé* fit au duc de Savoie, des propositions qui surpassoient ses vœux. Le traité fut signé à Turin. *Louis XIV* rendoit au duc Nice, Suze, Ville-Franche, Montmélian, toutes ses conquêtes. Il lui remit même Pignerol, que la France avoit acquis par la paix de Quiérasque, à condition qu'il en feroit démolir les fortifications. Le mariage du duc de Bourgogne avec *Maries-Adélaïde*, fille de *Victor-Amédée*, fut arrêté, et ouvroit au duc de nouvelles perspectives de grandeur. Il s'engagea d'obtenir des alliés la neutralité de l'Italie jusqu'à la paix générale. Les alliés reprochèrent au duc de Savoie sa défection, et l'accusèrent d'infidélité; cependant ils souscrivirent à la neutralité. La conduite de *Victor-Amédée* étoit en effet plus habile que loyale: ses partisans alléguèrent qu'un prince se doit à

ses sujets avant de se devoir à d'autres engagements, et que le salut de l'état doit être sa loi suprême. Dans le fait, le traité de Turin fut un bienfait pour l'Europe, puisqu'il hâta la fin de la guerre.

La paix particulière de la Savoie avec la France prépara la paix générale. La guerre ne pouvoit plus durer long-temps. La France avoit remporté des victoires nombreuses sur le continent; mais ces succès mêmes l'avoient épuisée, et ses trophées éclatans cachotent une misère réelle et profonde, qui se faisoit sentir dans toutes les parties du royaume. *Luxembourg* étoit mort au milieu de ses triomphes, et *Villeroy* qui l'avoit remplacé, n'étoit pas propre à consoler de sa perte, ni à la faire oublier. Cet enfant de la faveur ne savoit pas inspirer de la confiance à ses soldats, ni de la terreur aux ennemis. Cependant le triste état de la France, et la mort du plus habile général de ses armées, n'auroit pas peut-être suffi pour faire désirer la paix à Louis XIV, si les calculs de la politique ne lui avoient pas dicté une modération momentanée et apparente. On pouvoit prévoir la mort prochaine de

*Charles II*, roi d'Espagne. Il ne laissoit pas d'héritiers, et cet événement devoit amener en Europe de grandes révolutions. L'ambition de *Louis XIV* avoit bâti sur cette mort de vastes plans. Soit qu'il voulût employer la force pour les exécuter, soit qu'il se proposât d'entamer la voie des négociations pour faire entrer les autres puissances dans ses idées, la paix lui étoit également nécessaire. Dans la première supposition, il falloit du repos au royaume pour qu'il fût en état de fournir aux frais d'une nouvelle guerre. Dans la seconde, il étoit essentiel pour lui de rassurer l'Europe, et d'endormir la haine de ses ennemis en montrant de la modération.

La France fut la première à faire des ouvertures de paix. Le sort des armes lui avoit été favorable. Elle avoit triomphé par-tout sur le continent. Le désir de la paix lui fit d'autant plus d'honneur dans l'opinion publique. *Charles XI*, roi de Suède, offrit sa médiation, et elle fut acceptée. Ce prince jouissoit en Europe d'une considération méritée; actif, éclairé, ferme, il avoit consolidé la domination suédoise dans la Livonie par la conquête de Riga, établi dans ses finances

un ordre fixe et invariable. Respecté de ses voisins, il étoit plutôt craint de ses sujets qu'il n'en étoit aimé, et les vrais citoyens ne pouvoient lui pardonner d'avoir étendu la prérogative royale au-delà de ce qu'exigeoient le bien de l'état et l'intérêt de la liberté publique. On lui tenoit compte de la neutralité qu'il avoit conservée dans cette guerre, malgré les instances de la France et celles des alliés. Cette neutralité lui valut le beau rôle de médiateur. Ce fut la France qui procura cet avantage à son ancienne alliée. Ce moment fut le dernier de l'influence politique de la Suède dans les affaires du midi de l'Europe.

Les conférences s'ouvrirent au château de Ryswick en Hollande. L'empereur *Léopold I* insista long-temps pour que le lieu du congrès fût fixé en Allemagne; il céda finalement à la crainte qu'on ne fit la paix sans lui. Après l'arrivée des plénipotentiaires de toutes les puissances, on prit pour base des négociations, les traités de Münster et de Nimègue. Le but de la coalition avoit été de refouler la France dans les limites que ces traités lui avoit assignées. Les alliés ne pouvoient pas se flatter de tout obte-

nir. Le succès de ses armes auroit permis à la France de se montrer peu facile. Ses espérances et ses vues la dispo-  
soient à sacrifier le présent à l'avenir. *Guillaume*, qui prévoyoit les évé-  
nemens, et qui avoit deviné les projets de *Louis XIV*, trouva son intérêt à profiter  
de ces dispositions. Elles assuroient des  
avantages réels à l'Europe pour le mo-  
ment; et l'avenir pouvoit offrir de nou-  
velles chances favorables à la liberté gé-  
nérale. Quelque raisonnables que fus-  
sent les propositions de la France, les  
négociations traînoient en longueur; plus  
elle accordoit, plus l'empereur deman-  
doit, et l'on employoit les artifices usités  
pour compliquer ce qui est simple, et  
pour faire naître tous les incidens qui  
éloignent la conclusion des affaires. A la  
fin *Louis XIV* déclara, par l'organe de  
ses ministres, qu'il proposeroit de nou-  
velles conditions moins avantageuses aux  
alliés, si l'on tarδοit trop à accepter les  
premières. Cette déclaration produisit  
son effet, les négociations marchèrent  
plus rapidement. La nouvelle de la prise  
de Barcelone par le duc de *Vendôme*,  
acheva de hâter le dénoûment du con-  
grès. La paix fut signée (1697).

La France se soumit à des sacrifices considérables. Par son traité avec l'Espagne, elle lui rendit non-seulement toutes les conquêtes qu'elle avoit faites sur elle pendant la guerre en Catalogne et dans les Pays-Bas; elle lui restitua encore la plus grande partie de ce que les chambres de réunion lui avoient enlevé. La France espéroit peut-être de le recouvrer un jour, et convoitant déjà l'héritage de Charles II, elle ne croyoit pas qu'il fût de son intérêt de le démembrer.

*Louis XIV* avoit voulu replacer Jacques II sur le trône d'Angleterre, et n'avoit fait qu'affermir la couronne sur la tête de son heureux rival. Il le reconnut formellement à Ryswick, roi légitime de la Grande-Bretagne, et s'engagea à ne donner aucune espèce d'assistance à ses ennemis. Cette reconnoissance coûta beaucoup au roi de France, car il s'intéressoit au malheur et il haïssoit Guillaume. L'Angleterre n'avoit pas besoin de cette sanction pour légitimer ce qu'elle avoit fait, mais elle eut raison de la demander, car il étoit de sa dignité de ne pas permettre que l'existence de son gouvernement fût regardée



par d'autres états comme un problème. La France et elle se rendirent réciproquement ce qu'elles s'étoient enlevé pendant la guerre. Des commissaires devoient prononcer sur les prétentions des deux puissances à la baie de Hudson.

La France exigea que la Hollande lui rendit Pondichéry , si souvent pris , si souvent perdu , et toujours recouvré par ses premiers maîtres. L'Allemagne entra en possession des pays qui avoient été réunis à la France par des arrêts illégaux et injustes. Vieux - Brisach , Fribourg , Kehl , Philipsbourg furent des restitutions importantes. Le duc de Lorraine , *Léopold Joseph* , fut réintégré dans ses états , tels que Charles IV les avoit possédés , et ce prince éclairé et bienfaisant ne fut plus occupé que du soin de rendre son peuple heureux. Sous son sceptre la Lorraine fut tranquille et florissante. La France avoit formé des prétentions outrées sur la succession allodiale de la maison palatine , au nom de la duchesse d'Orléans. Elle n'obtint que trois cent mille écus.

Ainsi se termina une guerre de neuf années , que la France avoit entreprise par ambition , et que les alliés soutinrent

avec vigueur, pour empêcher les progrès de la prépondérance toujours croissante de Louis XIV, et pour maintenir l'équilibre de l'Europe. Leurs efforts ne furent pas inutiles. La paix de Ryswick assura l'existence indépendante des nations, et lui donna une nouvelle garantie. L'Angleterre enlevée pour toujours aux Stuarts, fut soustraite à l'influence pernicieuse du cabinet de Versailles, et devint dans la balance politique, le contre-poids naturel et nécessaire de la France. Ces deux puissances, pouvant par leur proximité et par leurs ressources, se nuire beaucoup l'une à l'autre, sont faites pour se craindre, et pour s'observer d'un œil attentif et inquiet, et semblent destinées par leur jalousie réciproque à servir de boulevard aux autres états. A cette époque surtout, où la Prusse avoit acquis plus d'éclat que de force, où la Russie sortoit d'une longue enfance, où des deux branches de la maison d'Autriche, l'une étoit affoiblie, et l'autre menaçoit de s'éteindre, ce fut un bonheur pour toute l'Europe, que l'Angleterre prit et conservât sur les mers un ascendant qui prévint ou contint le despotisme continental de la France. La

force qui réprime l'abus de la force , peut elle-même abuser de ses moyens , et de protectrice devenir oppressive ; on doit le craindre , on doit même s'y attendre du moment où elle triompheroit entièrement de ses rivaux ; le salut des états ne se trouve que dans la coëxistence , et dans l'action et la réaction des forces principales. A la paix de Ryswick , l'Europe se rapprochoit de cet heureux équilibre où les petits états peuvent reposer en paix à l'ombre de la jalousie et de la surveillance des puissances du premier rang. La sûreté de l'Europe gagna à cette guerre , parce que la France fut obligée de rendre une partie de ses injustes conquêtes , et plus encore , parce qu'elle fut arrêtée dans sa marche progressive et envahissante. Cet appel du droit à la force ne fut pas inutile. La force servit à repousser l'injustice , et à faire respecter le droit. Cependant la guerre n'atteignit pas entièrement son but. La France avoit de nouveaux projets d'ambition , et elle étoit encore assez puissante pour essayer de les exécuter , malgré les autres états , et contre leurs intérêts. Il falloit encore de nouveaux efforts et de nouveaux sacrifices pour que

l'Europe fût véritablement tranquille.

Ce fut depuis cette époque que les relations continentales de l'Angleterre devinrent permanentes. Regardant la France comme son ennemie naturelle, elle tâcha de former, avec celles des puissances continentales qui craignoient la France et qui désiroient son abaissement, des liens étroits et durables, afin que dans le cas où la guerre viendrait à éclater, elles opérassent en sa faveur d'utiles diversions. Une des maximes fondamentales de la politique britannique fut d'occuper la France sur terre, pour l'empêcher de diriger toutes ses forces et toute son attention sur la mer. D'un autre côté, les puissances du continent, toutes les fois qu'elles redoutèrent une rupture avec la France, ou qu'elles sentirent le besoin d'être appuyées et soutenues dans leurs démêlés avec cet empire, se confiant sur l'identité de leurs intérêts et de ceux de l'Angleterre, lui demandèrent du secours, et travaillèrent à l'engager dans leurs querelles. De ce moment, les guerres maritimes allumèrent presque toujours les feux de la guerre sur le continent, et les guerres continentales entraînèrent des guerres maritimes : on se battit en même temps sur les deux élé-

mens et dans les deux mondes ; suites inévitables des progrès de la culture et de la multitude de points de contact et de rapports qui lient toutes les nations, et qui font qu'elles se communiquent le mal comme le bien, et que solidaires les unes pour les autres, leur bonne et leur mauvaise fortune sont inséparables. L'indépendance générale des états exigeoit que le continent et l'Angleterre fussent unis contre leur ennemi commun ; et si l'Angleterre avoit pu ou voulu s'isoler dans ses longues et sanglantes luttes contre la France, elle auroit pu se passer de l'appui du continent plus facilement que le continent n'auroit pu se passer d'elle. Plus d'une fois la France auroit asservi ou opprimé le continent si elle n'avoit point eu de diversion maritime à craindre, et quand elle n'auroit point eu de diversion continentale à redouter, il est difficile de croire que sa marine eût écrasé celle de l'Angleterre. On ne sauroit sans doute nier que le continent n'ait quelquefois surpris la politique de l'Angleterre, et que l'Angleterre par son or et ses intrigues, n'ait égaré quelquefois celle du continent, de manière que les deux partis ont agi concurremment là où l'un d'eux auroit dû rester dans

**l'inaction, et qu'ils ont confondu leurs intérêts, tandis qu'ils en avoient de distincts et même d'opposés; mais si des ministres aveugles ou corrompus se sont laissé tromper ou gagner, on ne doit pas en conclure que les relations politiques de l'Angleterre avec le continent ont été inutiles ou dangereuses à l'une et à l'autre: elles leur ont été aussi utiles qu'elles étoient naturelles. De nouveaux évènements devoient dans la suite les rendre plus intimes, et leur imprimer un caractère particulier. Dans ce temps elles étoient nationales, et reposoient uniquement sur l'intérêt de la Grande-Bretagne, car celui de la Hollande s'identifioit avec le sien.**

**Nous avons vu que ces deux puissances avoient porté presque seules le fardeau de la guerre. Les revenus ordinaires ne pouvoient suffire à couvrir des dépenses qui dépassoient de beaucoup toutes celles des guerres précédentes. L'Angleterre avoit combattu en Irlande et dans les Pays-Bas, soit avec ses propres troupes, soit avec les forces de ses alliés qui étoient à sa solde, et elle avoit équipé des flottes nombreuses. A la vérité, ses ressources avoient augmenté**

avec ses dépenses ; son agriculture étoit florissante. Pour concilier l'intérêt des cultivateurs qui demande la liberté des exportations, avec l'intérêt général du peuple et la prospérité des manufactures qui souffrent toujours de la cherté excessive du blé, le parlement avoit porté une loi qui encourageoit par des primes les importations, du moment où les grains s'élevoient au-dessus du prix moyen, et l'on ressentoit déjà les heureux effets de cette loi salutaire. L'industrie avoit naturalisé de nouvelles branches de travail, et avoit perfectionné la fabrication des laines. Les établissemens fondés en Amérique depuis le commencement du siècle, les colonies nées du sein des guerres civiles, et formées en grande partie de mécontents fugitifs, devenoient des possessions importantes, et de véritables sources de richesses. Déjà les colonies fournissoient à la métropole des productions qu'elle vendoit avec avantage sur les marchés de l'Europe, et elles offroient aux marchandises de la métropole, un débouché considérable. Les développemens du commerce avoient été rapides et vastes. L'état de la marine royale prouvoit l'état

florissant de la marine marchande ; au commencement du règne de Jacques I, on ne comptoit que quarante bâtimens de guerre qui portoient vingt-trois mille tonneaux, et dont l'équipement n'exigeoit que huit mille hommes. Sous le règne de Guillaume, la flotte montoit à deux cents vaisseaux de toute grandeur, qui demandoient le service de quarante-cinq mille hommes. Les pertes même que le commerce anglais avoit essuyées pendant la guerre que la paix de Ryswick termina, annonçoient ses richesses. Les corsaires français firent près de deux mille prises; signe non équivoque d'une navigation fort active, et d'une grande circulation mercantile.

Cependant les progrès de la culture, les spéculations hardies que la richesse enfante, et qui à leur tour la multiplient, le mouvement du travail, et le crédit qui marche toujours de pair avec lui, ne permettoient pas de faire face aux dépenses de l'état en levant tous les ans en impôts extraordinaires, une somme équivalente aux besoins publics. Cette charge auroit été disproportionnée aux forces du peuple. D'ailleurs, l'argent seroit entré avec lenteur dans les caisses de l'état,



et les dépenses ne souffroient point de délai. L'Angleterre n'avoit pas de trésor, et n'étoit pas faite pour thésauriser. Dans un pays que la nature a destiné à un commerce immense, où les capitaux se reproduisent sans cesse par le travail, et où le travail demande toujours de nouveaux capitaux, on ne sauroit sans inconséquence et sans danger, retirer de la circulation le numéraire, qui est à la fois le signe de la richesse et l'agent de toutes les entreprises. Il ne restoit donc à l'Angleterre, pour soutenir une guerre dispendieuse, que la voie des emprunts. En entrant dans cette route qu'elle devoit parcourir avec une hardiesse aussi heureuse qu'originale, et qui devoit, en s'élargissant sous ses pas, la conduire à la puissance, sa marche fut timide, incertaine, mal dirigée, et portoit l'empreinte de l'inexpérience. La richesse des particuliers offroit des ressources faciles pour remplir les emprunts; la constitution présentoit aux prêteurs, dans la garantie du parlement, des sûretés qui devoient inspirer de la confiance, et élever avec le temps le crédit national au plus haut degré; mais le chemin n'étoit pas encore frayé; les idées des ad-

ministrateurs annonçoient que l'art étoit encore dans son enfance ; l'opinion publique elle-même , étrangère aux combinaisons nouvelles qu'elle devoit juger , n'accueillit pas favorablement les premiers essais de ce genre d'opérations. Le génie éclairé par l'expérience pouvoit seul amener la perfection de cette théorie. Sous le règne de Guillaume , l'état empruntoit à des conditions fort onéreuses , et les expédiens même dont il se servoit pour sortir d'embarras , l'engageoient dans des embarras nouveaux , car il promettoit toujours de rendre le capital à des époques fixes. On ne se doutoit pas même de l'avantage qu'il y avoit pour l'emprunteur et pour le prêteur , à substituer les rentes perpétuelles au remboursement des capitaux.

Afin de faciliter les emprunts du gouvernement , d'augmenter le crédit de la nation , et d'accélérer le mouvement de l'industrie et du travail , *Paterson* et *Godefrey* proposèrent au parlement la création d'une banque nationale (1694). Leur plan fut agréé , et triompha des intrigues de l'envie et des calomnies de l'ignorance. Quelqu'imparfait et étroit que fût ce premier plan , comparé à ses

développemens ultérieurs, on doit admirer le génie de ces deux négocians, qui leur fit deviner des principes que l'économie politique n'avoit pas encore découverts. Il paroît bien que la banque de Gênes, qui étoit alors la seule banque de circulation en Europe, leur donna des idées et des exemples dont ils profitèrent habilement. Le gouvernement anglais ne prévoyoit pas alors les services que cette banque perfectionnée devoit un jour lui rendre. L'établissement fut foible dans son origine. Ses fonds ne montoient pas au-delà de douze cent mille livres sterlings. Le système des emprunts et la création de la banque furent pour l'Angleterre de nouveaux et grands moyens de puissance. Les autres états suivirent son exemple. Ces moyens de puissance créèrent de nouveaux dangers et de nouvelles ressources, et joueront un grand rôle dans l'histoire politique du dix-huitième siècle.

## CHAPITRE IV.

Succession d'Espagne. Vues de la France. Premier traité de partage, Second traité. Testament et mort de Charles II. Philippe d'Anjou lui succède. Coalition contre la France. Mort de Guillaume III; La reine Anne lui succède. La guerre éclate en Allemagne, en Italie, dans les Pays-Bas. Revers de la France. Elle demande inutilement la paix. La mort de Joseph I amène un changement de système. Intrigues en Angleterre. Négociations, Paix d'Utrecht. Paix de Rastadt. Mort de Louis XIV. La France a perdu sa prépondérance.

LA France n'avoit pas été replacée par la paix de Ryswick dans les limites que lui avoient assignées le traité de Westphalie et celui des Pyrénées, mais elle n'avoit pas gardé toutes ses conquêtes; elle avoit fait des sacrifices pour calmer les inquiétudes de l'Europe, et pour endormir les autres puissances sur ses projets ambitieux. Les esprits superficiels admiroient la modération de Louis. Cette modération n'étoit qu'apparente. *Louis XIV* prévoyoit le moment où la succession d'Espagne alloit s'ouvrir, et il vouloit se ménager les moyens et les forces

nécessaires pour faire valoir ses prétentions. Les préparatifs de guerre continuèrent après la paix ; *Vauban* fortifioit Neuf-Brissac , et se surpassoit lui-même dans ce chef-d'œuvre de l'art. Le nombre des troupes n'avoit pas été diminué , on rassembloit une armée considérable dans le Dauphiné , le Languedoc et le Roussillon. Sous prétexte d'instruire ses petits-fils dans l'art militaire , *Louis* avoit formé un camp à Compiègne , où il avoit étalé un luxe et une magnificence qui devoient donner de l'ombrage aux autres états , et exciter la jalousie ou les soupçons des puissances rivales de la France.

*Charles II* végétoit encore sur le trône d'Espagne , mais sa santé s'affoiblissoit de plus en plus , et cette ombre de roi alloit bientôt disparaître. Il avoit été marié deux fois , et il n'avoit point d'enfans. La manière dont la succession de sa vaste monarchie seroit réglée , étoit un objet de la plus haute importance pour tous les états de l'Europe. Dans la plupart des monarchies il n'y a point de lois fondamentales , et là même où il en existe , la flatterie ou une fausse politique ont empêché de déterminer à qui le trône devoit appartenir dans le cas où la mai-

son régnante viendroit à s'éteindre ; et la plus importante des questions a été abandonnée au hasard des événemens. En Espagne ç'eût été aux Cortès à décider ce point fondamental, si cette assemblée qui représentoit la nation, avoit conservé son existence et ses droits. Mais depuis le règne de Philippe II, les Etats-Généraux de l'Espagne étoient tombés en désuétude, et le prince avoit concentré la souveraineté dans sa personne. *Charles II* pouvoit et devoit donc seul disposer de la couronne. Une conséquence naturelle pour lui de la loi de l'hérédité à laquelle tient le salut des monarchies, étoit de choisir son successeur parmi les descendans de sa sœur, ou dans la branche collatérale de la maison d'Autriche. *Marie-Thérèse*, la sœur aînée de *Charles II*, l'épouse de *Louis XIV*, avoit formellement renoncé à ses droits. Ceux de la sœur cadette, *Marguerite-Thérèse*, mariée à l'empereur *Léopold*, avoient passé à son petit-fils, un enfant de quatre ans, *Ferdinand-Léopold*, prince de Bavière. La maison d'Autriche voyoit à regret que ce riche héritage alloit lui échapper. *Léopold* alléguoit les anciens arrangemens de famille, et fai-

soit valoir que sa mère étoit une fille de Philippe III; à la vérité, Anne d'Autriche, mère de Louis XIV, avoit été la fille aînée de ce prince, mais elle aussi avoit formellement renoncé à ses droits, et ces renonciations volontaires excluoiént la France de toute part à la succession. Ainsi l'avoit réglé le testament de Philippe IV.

Cependant on ne pouvoit pas croire que *Louis XIV* respecteroit beaucoup ces renonciations. Il avoit déjà prouvé le peu de cas qu'il en faisoit, et tout annonçoit clairement que la force seule décideroit cette grande affaire. Les maximes qui servoient de base à la politique de la France, lui dictoiént de ne pas permettre que cette succession retombât à la maison d'Autriche, et l'intérêt particulier de Louis XIV lui faisoit désirer que la France obtînt pour elle-même quelques-unes des provinces de la monarchie espagnole. *Guillaume III* connoissoit trop les principes conservateurs de la sûreté et de l'indépendance des états de l'Europe, pour ne pas craindre également que la maison de Bourbon ou celle d'Autriche succédât à Charles II. Le roi d'Espagne inclinoit pour l'archi-

duc *Charles*. Il vouloit qu'on l'envoyât en Espagne avec dix mille hommes, mais l'état des finances s'y opposoit, et l'orgueil du cabinet de Vienne ne vouloit pas souffrir que l'archiduc se rendit en Espagne sans cortège et sans pompe. *Guillaume III* étoit instruit de la prédilection du roi d'Espagne pour la maison d'Autriche, et d'un autre côté, il savoit que Louis XIV se préparoit à la guerre pour soutenir ses prétentions. Afin de la prévenir et de sauver l'équilibre de l'Europe, il proposa secrètement à la France un traité de partage éventuel. Il fut conclu à la Haye (11 octobre 1698), entre Louis XIV et les deux puissances maritimes. Par ce traité, le prince de Bavière devoit hériter de la monarchie espagnole; on donnoit au dauphin Naples et la Sicile avec Guipuscoa, et à l'archiduc Charles, second fils de l'empereur, le Milanez. Le cabinet de Madrid fut indigné en apprenant qu'on avoit transigé de la monarchie. La nation espagnole partagea cette indignation, et *Charles II*, qui voyoit qu'on dispoit de sa succession, de son vivant, la donna toute entière par un testament secret, au prince de Bavière.



Mais ce prince mourut de la petite vérole, et le ministère espagnol retomba dans ses incertitudes. Encore il inclinoit pour l'archiduc *Charles*, mais l'archiduc n'arrivoit pas en Espagne. La mort du prince de Bavière ayant changé tous les rapports, la France conclut un second traité de partage (1700) avec les puissances maritimes, dans lequel on ajoutoit à la part du dauphin, la Lorraine, et l'on assuroit le reste de la monarchie à l'archiduc *Charles*, ou, à son défaut, à tel autre prince de la maison d'Autriche qu'il plairoit à l'empereur de nommer, avec la réserve expresse que jamais l'Espagne ne pourroit être réunie à l'empire ni aux états de la branche allemande de la maison d'Autriche. Ce traité étoit avantageux à *Léopold*, et auroit assuré la paix et l'équilibre de l'Europe. L'empereur fut assez aveugle pour ne pas l'accepter, espérant toujours obtenir de *Charles* la succession toute entière. La nouvelle de ce second partage irrita le roi d'Espagne plus que n'avoit fait le premier, et réveilla les inquiétudes et l'animosité de la nation espagnole. L'essentiel lui paroissoit avec raison que la monarchie ne fût pas démembrée. Le

roi consulta le pape *Innocent XII*; il nomma à Madrid un comité de jurisconsultes et de théologiens pour débattre cette importante affaire; et sur leur avis, Charles fit un nouveau testament (12 oct. 1700) qui déclara héritier *Philippe d'Anjou*, second fils du dauphin, et petit-fils de Louis XIV. L'aversion des Espagnols pour les Allemands, la haine qu'avoit inspirée la domination des reines autrichiennes, la lésine du comte d'*Harrach*, ambassadeur de Léopold, l'adresse, les grâces, l'esprit souple et insinuant, et surtout la libéralité du marquis d'*Harcourt*, envoyé de France, et l'activité du cardinal *Portocarrero*, archevêque de Tolède, qui avoit beaucoup d'ascendant sur l'esprit du roi, amenèrent ce grand événement. Le testament fut tenu secret.

*Charles* mourut ou acheva de mourir le premier novembre 1700; car sa vie n'avoit jamais été qu'une végétation, et depuis long-temps elle étoit une lente agonie. Ses dernières volontés qui appeloient *Philippe d'Anjou* au trône d'Espagne, étoient tellement conformes au vœu général de la nation, que toutes les provinces restèrent tranquilles, et

demandèrent le nouveau roi. La monarchie devoit passer toute entière à un prince que la France défendrait et protégeroit de toutes ses forces. On croyoit l'état sauvé. Le conseil que Charles avoit établi par son testament, envoya à *Louis XIV* une députation chargée de le prier de faire partir incessamment son petit-fils pour l'Espagne. Le roi de France étoit indécis : lui convenoit-il mieux d'accepter le testament ou de s'en tenir au traité de partage conclu avec les puissances maritimes ? La question étoit difficile sous le rapport du droit et sous celui de la politique ; dans le conseil qui se tint à Versailles en présence de *Louis XIV*, les avis furent partagés. A la fin celui de *Torci* l'emporta. Le testament de Charles fut accepté. *Louis* envoya son petit-fils en Espagne, en lui disant : il n'y a plus de Pyrénées. Les troupes françoises prirent possession des Pays-Bas au nom de Philippe, et accrurent les inquiétudes des Hollandais qui craignoient de voir passer cette province sous le sceptre de la France. *Philippe* fut reçu en Espagne avec des transports d'allégresse, et avant la fin de l'année 1700, toutes les puissances de l'Europe,

à l'exception de l'empereur, même les puissances maritimes, avoient reconnu le nouveau roi.

C'étoit chez les uns l'effet de l'étonnement, chez les autres celui de la politique. Il étoit impossible que l'Europe vit de sang-froid ce prodigieux accroissement de la France. Sa puissance étoit déjà prépondérante, et menaçoit d'asservir toutes les autres. *Léopold* accusoit le testament d'être faux, et réclamoit toute la succession. La Hollande et l'Angleterre se plaignoient de l'infraction des traités de partage, et voyoient avec douleur la mer du Sud ouverte aux spéculations et aux entreprises des Français, et les grands avantages que leur commerce alloit retirer de l'avènement de Philippe au trône d'Espagne; toutes les craintes que la France avoit inspirées aux états de l'Allemagne et de l'Italie, et que la paix de Ryswick avoit dissipées, se réveilloient avec plus de force. *Guillaume*, habile à former et à diriger des coalitions, employoit toutes les ressources de la politique à créer des forces capables de combattre la France avec succès. Peut-être que l'Angleterre, qui seule pouvoit être le lien de la ligue, et

qui devoit en être l'ame par ses subsides, ne se seroit pas déclarée contre Louis ou lui eût fait la guerre avec moins de vivacité, s'il n'avoit pas provoqué son ressentiment par une insulte gratuite. Après la mort de *Jacques II*, Louis XIV reconnut son fils, *Jacques III*, roi d'Angleterre; cette démarche imprudente et insensée lui fut conseillée par madame de Maintenon; des habitudes d'orgueil et une magnanimité mal entendue contribuèrent à sa résolution. Elle donna à la guerre qui se préparoit, un caractère national, et servit admirablement le dessein de Guillaume.

La ligue devint bientôt redoutable. Le but de la coalition étoit d'empêcher que jamais la France et l'Espagne ne fussent réunies, et d'obtenir de la première de ces puissances des dédommagemens pour la maison d'Autriche, et des sûretés pour les puissances maritimes. Ce but étoit sage et raisonnable, mais on le perdit bientôt de vue, et on parut vouloir donner toute la succession d'Espagne à l'Autriche, quoique rien ne fût plus contraire aux vrais intérêts de la Hollande et de l'Angleterre. Tous les ressorts des grands événemens étoient prêts,

lorsque celui qui les avoit préparés, fut subitement enlevé aux espérances et aux craintes de l'Europe. *Guillaume* mourut (1702) d'une chute de cheval qu'il avoit faite à Kensington.

Sa mort paroissoit devoir changer le système politique de l'Europe; ses principes, ses maximes, ses projets lui survécurent, et rien ne fut changé. La princesse *Anne*, sa belle-sœur, qui lui succéda, resta fidèle au plan qu'il avoit tracé. Cette femme avoit toutes les vertus domestiques, et aucune des qualités nécessaires à un souverain; à un esprit qui ne s'élevoit pas au-dessus de la mesure ordinaire, elle joignoit un caractère foible; bonne jusqu'à la facilité, indolente jusqu'à l'insouciance, elle étoit faite pour être gouvernée: elle le fut pendant tout son règne, et ne se maintint sur un trône environné d'orages, que par le mérite de ses favoris, et par sa grande popularité. Son mari, le prince *George de Danemarck*, fut uniquement son époux, et ne partagea pas le trône avec elle. Sans passion et sans activité, il ne demandoit que le repos et le bien-être, et il fut content d'obtenir l'un et l'autre. Dix-neuf enfans étoient nés de ce mariage, et au-

cun n'avoit vécu. Heureusement pour l'Angleterre, Malborough avoit toute la confiance d'Anne. *Churchill*, dont Jacques avoit commencé la fortune, la conduisit plus loin en trahissant son premier bienfaiteur, préférant son intérêt à ses devoirs, ou, comme le disoient ses amis, immolant à sa patrie les affections de son cœur. Guillaume le créa comte de *Marlborough*, et continua sa fortune. Anne l'acheva, et la porta au plus haut degré. *Marlborough* réunissoit plusieurs des caractères qui constituent le grand homme; il étoit digne d'exécuter les vastes plans de Guillaume, car à son défaut il auroit été capable de les concevoir et de les former lui-même. Homme d'état et capitaine, il conduisoit avec une égale habileté les négociations et les opérations militaires. Son extérieur et sa figure annonçoient un esprit supérieur, né pour gouverner les hommes. Sous Turenne, il avoit appris le métier de la guerre, et l'œil pénétrant du héros français découvrit et annonça que le bel Anglais seroit un jour un des premiers héros de son siècle. *Marlborough* voyoit en grand à la guerre et dans le cabinet, et il ne négligeoit pas les détails. Son heureux génie

produisoit avec facilité, et lui permettoit de conserver dans les circonstances les plus difficiles toute la sérénité de son humeur. Actif, infatigable, il parcourait en hiver toutes les cours coalisées, pour se procurer les moyens de vaincre dès que la saison le permettoit. Sous les dehors d'une franchise impétueuse, il cachoit de la dissimulation et de la souplesse; fier sans hauteur, et poli avec dignité et avec noblesse, consommé dans l'art de manier les hommes de toutes les trempes, il obtenoit tout d'eux en flattant leur amour-propre, et en leur dérochant l'éclat de sa supériorité. Cet homme extraordinaire devoit tout à la nature; sa première éducation avoit été négligée, et son ignorance alloit au point de ne pas écrire sa langue correctement. Son caractère n'étoit pas à l'unisson de son génie. Son esprit étoit vaste, son ame étroite et petite; l'égoïsme étoit son vice dominant, et cet égoïsme étoit celui de l'avarice et de l'avidité. Les bassesses et les perfidies ne lui coûtoient rien pour accroître sa fortune; cette honteuse passion, jointe à l'orgueil et au défaut total d'unité de principes, le rendit ingrat envers tous ses bienfaiteurs, vacil-



lant dans sa conduite politique, et le fit toujours flotter entre les Whigs et les Tories, entre la cour de Saint-James et celle de Saint-Germain. Cependant, malgré ses défauts, il étoit fait pour un vaste théâtre; les circonstances le lui offrirent, et il sut en profiter. La mort de *Guillaume* fut plutôt un bien qu'un mal pour l'Europe. *Marlborough* avoit en partie ses grandes qualités, et il en avoit d'autres que *Guillaume* n'avoit jamais eues, ou que l'âge et les maladies lui avoient fait perdre.

Ce fut un bonheur pour lui de trouver dans le prince *Eugène de Savoie* la même ambition, les mêmes intérêts, autant de crédit sur l'esprit de Léopold, qu'il en avoit lui-même sur la reine Anne, et surtout un esprit capable de le comprendre, et des talens au niveau des siens. *Eugène* étoit fait pour être le rival de *Marlborough*, et il fut son ami; ces deux esprits supérieurs travaillèrent de concert, et peut-être pour la première fois deux hommes de génie, contemporains et concurrens l'un de l'autre, ne connurent pas la jalousie. *Eugène* étoit né capitaine comme *Marlborough*; cependant le mérite de l'un portoit plus l'empreinte

du calcul, de la réflexion, du travail; celui de l'autre tenoit plus des inspirations d'un heureux naturel : mais *Eugène* avoit l'ame plus élevée, le caractère plus généreux et plus noble que son rival de gloire. Méconnu par *Louis XIII* qui lui refusa du service, et qui plaisanta sur sa retraite, il lui fit payer cher un moment de prévention ou d'humeur. *Eugène* avoit passé au service de l'Autriche, et s'étoit, malgré son mérite, élevé rapidement à cette cour ombreuse. *Leopold* obéissoit à l'ascendant de son génie, et l'Autriche ne se fût pas déclarée si facilement pour des mesures vigoureuses, si *Eugène* n'avoit pas été l'ame de ses conseils, et si ses rares talents n'avoient pas inspiré à son maître la confiance de la victoire.

*Marlborough* et *Eugène* devinrent les véritables chefs de la coalition qui menaçoit d'ébranler l'antique trône de *Louis*, et de renverser le trône mal affermi de *Philippe V*. Maîtres de toutes les forces de l'état et de l'esprit de leur prince qui leur abandonnoit ses intérêts guerriers, et hommes d'état, absolus dans l'administration et dans les camps, ils firent la guerre en souverains qui ne sont respon-

sables qu'à eux-mêmes, et peuvent disposer de toutes leurs ressources, et non en sujets liés par des ordres, ou enchaînés par la crainte. Cette circonstance n'explique pas seule leurs succès, mais sans elle, faute de liberté et de moyens, leur génie seul ne les eût peut-être pas amenés.

La ligue dont ils dirigeoient les mouvemens, étoit imposante. *Léopold*, qui avoit conclu à Carlowitz une paix avantageuse avec les Turcs (1699), qu'il avoit due aux victoires d'*Eugène* et du prince *Louis de Bade*, pouvoit employer toutes ses forces contre la France. S'il avoit su respecter la constitution et les lois des Hongrois, cette nation fière et généreuse auroit dépensé pour lui avec joie son sang et ses forces. Cependant les troubles étoient apaisés, et *Léopold* pouvoit être tranquille du côté de la Hongrie.

La France avoit deux alliés en Allemagne, l'électeur Palatin et celui de Cologne. Une partie des princes de l'Empire étoit mécontente de la création de l'électorat d'Hanovre, mais *Léopold* pouvoit compter sur *Frédéric III*, électeur de Brandebourg, qui venoit de pla-

cer la couronne royale, sur sa tête en éri-geant le duché de Prusse en royaume. Le nouveau roi de Prusse devoit en grande partie sa couronne à Léopold, et il ne croyoit pas payer le trône trop cher, en cédant toutes ses troupes à la coalition. L'argent de l'Angleterre devoit lui fournir les moyens de se livrer à son goût pour la magnificence. La guerre fut une excellente école pour ses armées, qui en combattant pour les intérêts de la maison d'Autriche, devoient apprendre à la combattre un jour et à triompher d'elle.

Le duc *Victor-Amédée* qui redoutoit l'ascendant que la France alloit prendre, si Philippe V gardoit, avec le trône d'Espagne, Naples et Milan, s'étoit déclaré contre Louis XIV, quoique le roi d'Espagne fût son gendre, et qu'une autre de ses filles eût épousé le duc de Bourgogne. La Hollande qui craignoit pour les Pays-Bas et pour son commerce, et que des liens multipliés attachoient à l'Angleterre, se préparoit à faire les plus grands sacrifices; et malheureusement pour elle, elle pensoit plus à augmenter son armée de terre que sa flotte. L'Angleterre, gouvernée par les Whigs, à la tête desquels se tron-

voient *Marlborough* et son beau-père *Godolphin*, irritée contre Louis XIV qui vouloit lui donner un roi malgré elle, étoit le principe vital de la coalition, par son activité, son zèle et ses ressources pécuniaires, qu'elle ne ménageoit pas, et qui servoient à exciter l'ardeur des autres puissances.

*Louis XIV* ne pouvoit opposer à cette ligue formidable dirigée par le génie de *Marlborough* et d'*Eugène*, que des forces très-disproportionnées aux dangers qu'elles devoient conjurer. La France n'avoit pas eu le temps de se remettre des efforts ruineux qu'elle faisoit depuis quarante ans, pour satisfaire l'ambition et la magnificence de son roi. Les impôts étoient excessifs, mal réparés, et plus mal administrés. Le peuple n'avoit plus ce premier enthousiasme que lui avoient inspiré la jeunesse de Louis, l'éclat de sa cour et ses premières victoires. On commençoit à s'apercevoir que ses triomphes n'étoient que des malheurs brillans. Les armées étoient nombreuses et bien disciplinées, elles avoient de grands souvenirs, et croyoient encore être invincibles; mais les armées ennemies s'étoient formées par leurs dé-

faites mêmes, et elles pouvoient opposer talens à talens, expérience à expérience, valeur à valeur. Les grands hommes qui avoient créé la gloire des armes françaises, et qui avoient répandu l'éclat de leur génie sur le règne de Louis, avoient quitté la scène du monde. *Louis* ne voyoit plus autour de son trône cette foule de génies qui se disputoient l'honneur de le défendre; et ceux qui lui restoient encore, en butte aux intrigues d'une cour superstitieuse, gênés par les ordres de ministres ignorans, le servoient malgré eux, ou n'étoient employés qu'à regret et souvent mal servis dans leurs opérations. Le vainqueur de Staffarde et de la Marsaille, *Catinat*, avoit le caractère trop simple et trop grand pour descendre aux complaisances qu'on demandoit de lui. *Vendôme*, le petit-fils de Henri IV, voluptueux, brave, aimable comme lui, négligeoit ses devoirs comme il négligeoit son extérieur; inappliqué et insouciant, il se réservoit pour les grands dangers, qu'il aimoit mieux faire naître par son imprévoyante indolence, que de les prévenir par son activité; dans un jour de bataille il savoit tout réparer. Adoré du soldat qu'il ne fatiguoit pas.

par une discipline sévère, et qui aimoit en lui sa noble familiarité, il n'étoit pas aimé de la cour, parce qu'il se soucioit peu d'elle, et qu'il n'alloit pas régulièrement à la messe. *Villars* annonçoit déjà tout ce qu'il devoit être un jour pour le salut de la France; mais son humeur indépendante, son ton brusque et son langage prononcé étoient aux yeux des ministres, des torts graves que de belles actions et des victoires ne pouvoient pas entièrement effacer. *Berwick*, le fils naturel de Jacques II, qui étoit entré au service de la France, joignoit au flegme britannique un esprit réfléchi et profond; mais son caractère froid et taciturne le rendoit peu propre à plaire à la cour et à conduire les Français à la victoire, ou du moins ils y marchaient sous ses ordres sans enthousiasme et sans plaisir.

Madame de *Maintenon* gouvernoit la France sans montrer la main qui dirigeoit les affaires, et cachoit son autorité sous une simplicité apparente. L'habitude avoit augmenté son ascendant sur l'esprit du roi; son crédit s'élevoit à mesure que Louis XIV baissoit, et que les années affoiblissoient sa tête et ses orga-

nes. Il sembloit avoir perdu ce tact qui dans les jours brillans de son règne lui faisoit deviner les talens, ce courage d'esprit qui le portoit à consulter ses propres lumières, et la fermeté nécessaire pour les suivre. La femme qui le maîtrisoit, craignoit les talens supérieurs; elle ne pouvoit supporter dans ses entours la supériorité du génie; elle pardonnoit tout aux hommes ordinaires qui étoient à l'unisson de sa dévotion minutieuse; elle ne pardonnoit rien au mérite, s'il se présentoit avec confiance et avec dignité sans la vertu qu'elle préféroit à toutes les autres. Tous les choix qu'on fit pendant la guerre de succession, furent l'ouvrage de madame de *Maintenon*. Ce ne fut que dans des momens critiques, qu'on eut recours aux hommes seuls dignes d'être employés. *Tallard* et *Villeroi* à la tête des armées, *Pontchartrain*, *Barbésieux*, *Chamillard* à la tête des affaires de l'administration et du cabinet, étoient à peine au niveau des événemens les plus ordinaires, et tout-à-fait au-dessous des circonstances. Cependant la France étoit toujours encore redoutable. Ses frontières étoient défendues par de savans ouvrages, et



formoient une chaîne non interrompue de forteresses. Ses troupes avoient l'habitude de la guerre, et l'opinion générale étoit en leur faveur. On les croyoit supérieures à toutes les autres; cette opinion leur frayoit la route des succès. Les finances de l'état étoient délabrées, mais les ressources de la nation étoient immenses du moment où l'on vouloit les employer toutes: de grands dangers pouvoient réveiller l'enthousiasme de la nation, et la disposer à de grands sacrifices. L'Espagne étoit capable de la secourir. Elle sembloit renaître, et sortir de sa longue et profonde léthargie. L'avènement d'une nouvelle dynastie au trône avoit réveillé chez ce peuple généreux son énergie première. La nation vouloit assurer à tout prix l'intégrité de la monarchie; elle aimoit son jeune roi qui monroit de l'activité et de la valeur; elle adoroit la jeune reine, l'aimable *Gabrielle de Savoie*, qui dirigeoit les affaires avec esprit, et captivoit les cœurs par les graces de la figure et par celles de la bonté. A tous ces motifs de soutenir la guerre avec vigueur, les Espagnols joignoient encore la haine contre les protestans qui s'armoient en faveur de l'ar-

chidac Charles; et ne voulaient pas d'un roi offert par des hérétiques.

La guerre commença en Italie, et bientôt on se battit en même temps dans les Pays-Bas, en Allemagne et en Espagne. Dans le premier acte de ce long et sanglant drame, on parut n'avoir d'autre but que d'enlever à l'Espagne ses possessions en Italie; le plan de l'Autriche s'étendit ensuite avec ses succès, et on la vit prétendre à l'héritage tout entier de Charles II. *Eugène* pénétra en Italie par les défilés du Trentin, et eut le bonheur de remporter un avantage sur *Catinat*, près de Carpi. *Villeroi* qui n'avait d'autre mérite que celui d'être l'ami de Louis XIV, et de caresser, de partager ou d'affecter tous les goûts de son maître, commandoit l'armée française. Ce général inhabile, et que *Louis XIV*, seul croyoit malheureux, obligea *Catinat* qui servoit sous lui, à attaquer le camp retranché d'*Eugène* près de Chiari. *Catinat* fut repoussé avec perte. Il avoit prédit l'issue du combat, et se fut justifier à Versailles sans accuser personne. L'année suivante *Villeroi* justifia *Catinat* mieux qu'il ne l'auroit fait lui-même; il se laissa surprendre dans Crémone (1702).

et fut même fait prisonnier au moment où, sortant du sommeil, il vouloit rallier les troupes. *Louis XIV* envoya *Vendôme* en Italie pour réparer les fautes de *Villeroi* ; il se mesura à *Luzzara* (15 août 1702), avec un ennemi digne de lui, mais la victoire fut indécise. Les deux armées campèrent sur le champ de bataille ; les suites prouvèrent que l'avantage avoit été du côté de *Vendôme*, qui s'empara de *Luzzara*, et s'avança dans le *Trentin*. L'électeur de *Bavière*, l'allié de la France, devoit opérer sa jonction avec le duc par le *Tyrol*, mais les paysans *Tyrolois*, braves, libres et attachés à leur patrie comme le sont tous les montagnards, défendirent avec courage les boulevards que la nature a élevés autour de leur pays, et les grands événemens qui se passèrent en *Allemagne*, dirigèrent d'un autre côté l'attention et les efforts des armes françaises. La guerre avoit aussi éclaté en *Allemagne* et dans les *Pays-Bas*. *Marlborough* commandoit les troupes anglaises et hollandaises réunies. *Venlo*, *Ruremonde*, *Liège* avoient été soumis par ses armes. *Villars* avoit remporté deux victoires en *Allemagne*, l'une près de *Friedlin-*

gue (1702), sur le prince de *Bade*, qu'il dut uniquement à la supériorité de ses manœuvres, et l'autre, l'année suivante, près de *Hochstedt* sur le comte de *Stryrum*, où il demeura vainqueur malgré la mésintelligence qui régnoit entre lui et l'électeur de *Bavière*. Ce prince, l'ami de la France, et qui devoit retirer tout l'avantage des victoires de *Villars*, ne pouvoit pas supporter cette mâle et franche liberté d'un soldat qui caractérisoit le général français; il fut rappelé; et on l'envoya dans le midi de la France pour combattre les protestans persécutés, qui sous le nom de *Camisards*, s'étoient cantonnés dans les montagnes du *Languedoc*, et avoient plus d'une fois fait reculer les troupes royales. Le fanatisme persécuteur avoit allumé dans ces infortunés le fanatisme de la résistance; favorisés par le terrain et par les intelligences secrètes qu'ils avoient dans les campagnes et dans la plupart des villes, sûrs de gagner le ciel en mourant pour leur religion, animés par la valeur fouguese de leurs chefs qui croyoient obéir à l'inspiration, enflammés par des chants religieux et par la présence de leurs femmes et de leurs en-

fans, ils combattoient avec fureur, et tomboient avec joie. Les ennemis de la France entretenoient, par des secours et par des espérances, ce foyer d'insurrection; et les vaisseaux anglais se montrèrent sur la côte du Languedoc pour soutenir le courage des insurgés, leur fournir des armes et des munitions, et obtenir d'eux la possession de quelques ports. La France pouvoit être exposée de ce côté à un danger imminent. Il falloit, pour apaiser les troubles, de la fermeté et de la douceur, de la sévérité et de la justice; il falloit porter l'épée dans une main, et l'olive dans l'autre. *Villars* parut propre à cette tâche difficile, qui demandoit la réunion des talens militaires à l'art des négociations. Il fut envoyé dans le Languedoc, et il réussit à tout pacifier.

Ce fut-là qu'il reçut le plan des dispositions que les généraux *Tallard* et *Marsin* qui l'avoient remplacé en Allemagne, avoient faites pour combattre *Eugène* et *Marlborough*. Ces héros avoient réuni leurs talens et leurs forces. *Eugène* avoit repassé en Allemagne, sans être suivi ni vu par *Villeroi*, qui devoit l'observer et l'occuper. *Marlborough* avoit

quitté les Pays-Bas, où ses exploits s'étoient bornés à la prise de quelques villes, pour frapper un coup décisif en Allemagne. *Villars* voyant la position de *Tallard* et de *Marsin*, prédit du fond du Languedoc, que s'ils ne changeoient pas de plan, ils seroient battus. Sa prédiction fut accomplie. La bataille de *Hochstaedt* (1704) ruina les affaires des Français en Allemagne. Peu de victoires ont été plus complètes que ne le fut celle d'*Eugène* et de *Marlbrough*. *Tallard* fut fait prisonnier, 10,000 hommes des meilleures troupes françaises, qui avoient été oubliés dans le village de *Blenheim*, furent obligés de se rendre sans résistance. Les Français perdirent toutes leurs conquêtes, et furent repoussés au-delà du Rhin. Après la bataille de *Hochstaedt*, la guerre ne fut plus poussée en Allemagne avec vivacité. *Marlbrough* menaça dans la campagne suivante, de pénétrer en France par la Lorraine et la Champagne, mais *Villars*, que la nécessité fit rappeler du fond du Languedoc, l'arrêta; alors la Flandre et l'Espagne devinrent le principal théâtre de la guerre.

*Léopold I* mourut, l'année qui suivit la bataille d'*Hochstaedt* (1705), mais sa

mort ne changea rien au système politique de l'Europe. Son fils *Joseph I* lui succéda, et entra dans les mêmes engagements. Ce prince plus vif et plus ardent que son père, mettoit autant d'impétuosité dans ses démarches que *Léopold* y mettoit de lenteur. *Léopold* avoit voulu augmenter son pouvoir au dehors, et consolider son autorité dans l'intérieur de ses états, et, en irritant les Hongrois par ses actes arbitraires, il s'étoit ôté à lui-même les moyens d'agir avec vigueur sur le grand théâtre de l'Europe. *Joseph* ne commit pas les mêmes fautes, mais la monarchie autrichienne étoit dans un tel état d'épuisement, que l'Autriche, pendant toute la guerre de succession, fit peu de chose, et que ce fut uniquement avec l'argent et les troupes de ses alliés qu'elle défendit sa propre cause.

Déjà *Léopold* avoit transmis tous ses droits à son fils l'archiduc *Charles*, et ce prince avoit passé en Portugal à bord d'une flotte anglaise (1702). *Pierre II*, roi de Portugal, qui s'étoit déclaré au commencement de la guerre pour *Philippe*, revenant aux maximes d'une politique plus saine, épousoit alors les in-

térêts de l'archiduc. Tant que la France avoit été l'ennemie naturelle de l'Espagne, elle avoit été l'alliée naturelle du Portugal, qui redoutoit la puissance et la proximité de l'Espagne. L'avènement de *Philippe d'Anjou* au trône rapprochant l'Espagne et la France, changeoit les anciens rapports du Portugal ; l'intérêt de sa sûreté lui dictoit de se joindre à la coalition, de chercher de la protection et du secours dans le parti des alliés, et de tâcher de donner le trône d'Espagne à un prince autrichien. Le chevalier *Mathuen*, ministre d'Angleterre à Lisbonne, politique profond et adroit négociateur, pressa ces considérations avec autant de force que de succès, et le résultat de son habileté et de ses efforts fut le traité célèbre conclu en 1705, qui porte son nom, et qui a ouvert à la Grande-Bretagne dans le Portugal une veine de richesses, dont ce dernier royaume a aussi retiré des avantages réels et précieux.

La flotte anglaise qui avoit conduit l'archiduc à Lisbonne, esaya de s'emparer de Barcelone (1705). Elle ne réussit pas dans cette entreprise, et les bombes n'amènèrent pas la reddition de la



placé. En revenant de cette expédition, elle débarqua le prince de *Darmstadt* avec un corps de troupes qui s'empara de Gibraltar par surprise. La forteresse étoit mal approvisionnée, et il n'y avoit qu'une garnison de cent hommes. Cette conquête étoit de la plus haute importance pour l'Angleterre. Elle lui facilitoit le commerce de la Méditerranée, et, malgré ses efforts, l'Espagne n'a jamais pu réparer cette perte qu'il eût été si facile de prévenir. Une bataille près de Malaga, entre les Anglais commandés par *Hook*, et les Français sous les ordres de *Tourville* ne décida rien, n'eut aucune influence sur les opérations militaires en Espagne, mais elle permit aux Anglais de ravitailler Gibraltar. L'année suivante ils firent de nouvelles tentatives pour engager quelques provinces de l'Espagne à se déclarer en faveur de l'archiduc, et ils réussirent. L'enthousiasme des Espagnols pour leur nouveau maître s'étoit un peu refroidi. Le cardinal *Portocarrero* avoit persécuté avec un acharnement aussi impolitique que cruel, tous ceux qu'il soupçonnoit d'être les amis secrets de l'Autriche, et par ses mesures violentes il lui avoit procuré

beaucoup de partisans. La princesse des *Ursins*, dont le caractère altier et l'esprit délié avoient subjugué la jeune reine et même l'esprit du roi, irritoit les grands par ses caprices et par ses hauteurs. *Orry*, que Philippe avoit demandé à son aïeul pour rétablir les finances de l'Espagne, ne connoissoit ni le pays, ni les hommes, ni les formes de l'administration, et révoltoit par sa dureté ceux même qui n'étoient pas capables de juger et de condamner ses fausses mesures. *Louise-Gabrielle* de Savoie étoit adorée, et méritoit de l'être par sa bonté, ses graces et son dévouement à la cause de son époux; mais elle ne pouvoit pas faire tout le bien qu'elle auroit voulu. Philippe avoit des lumières sans confiance en lui-même, et plus de bravoure que d'activité; son penchant à l'indolence, sa timidité, les bizarreries de son humeur qui commençoient à s'annoncer, nuisoient aux affaires, et le livroient aux intrigans.

La Catalogne toujours disposé à la révolte, et qui avoit moins sujet d'être mécontente que les autres provinces, assez libre pour être remuante, et pas assez pour être satisfaite et tranquille, prit

les armes contre la France. Les Catalans n'avoient pas oublié que dans la guerre qui fut terminée par la paix des Pyrénées, la France les avoit abandonnés ; ils vouloient se venger d'elle, et ils croyoient les circonstances favorables pour assurer et pour étendre leurs privilèges politiques. *Charles* ayant débarqué dans la Catalogne avec le secours des Anglais, un grand nombre d'habitans vinrent se ranger sous ses drapeaux, la capitale ouvrit ses portes après un siège assez court, et bientôt toute la province le reconnut. Les Espagnols sous la conduite de *Philippe V* (1706), assiégèrent l'archiduc dans Barcelone, mais une flotte anglaise qui parut sous les ordres de l'amiral *Leake*, et les succès de *Galloway* qui avançoit du côté du Portugal, obligèrent *Philippe* à lever ce siège. *Galloway*, Français réfugié, fils du marquis de Ruvigny, que le roi de Portugal avoit mis à la tête de son armée, pénétra jusqu'à Madrid ; l'archiduc y fut proclamé. Ces succès ne furent que passagers. La masse de la nation espagnole préféroit *Philippe* à l'archiduc, l'orgueil et l'intérêt national les attachoient à sa cause. *Berwick*, à la

tête d'une armée française, recouvra bientôt toute l'Espagne, à l'exception de la Catalogne.

La même année les Français essayèrent de grands revers en Italie. Le duc de Savoie, *Victor-Amédée*, qui avoit pris les armes contre Louis XIV, et chez qui la politique l'avoit emporté sur les liens du sang, n'avoit éprouvé encore que des échecs, des pertes et des défaites. *Vendôme* avoit gagné sur lui la bataille de Calcinato sur la Chiesa (1706), lorsqu'il fut rappelé pour réparer les affaires des Français en Flandre. Le duc de *la Feuillade* et le maréchal de *Marsin* l'avoient remplacé. Le siège et la prise de Turin devoient terminer la guerre. *Chamillard*, ministre de la guerre et oncle de *la Feuillade*, avoit fait des préparatifs immenses pour assurer les succès du siège; l'incapacité de son neveu rendit tous ses soins inutiles. On commença par l'attaque de la citadelle; au lieu de commencer par prendre la ville; la garnison ayant toutes les facilités imaginables pour s'approvisionner, le siège traîna en longueur, et le prince *Eugène* eut le temps d'arriver du Trentin au secours de la place. Au lieu de

sortir de leurs lignes pour combattre ; comme le vouloit le duc d'Orléans, les assiégeans attendirent *Eugène* dans leur camp. Leur défaite fut complète. Les débris de l'armée se retirèrent au-delà des Alpes, laissant au pouvoir du vainqueur toute leur artillerie et un butin considérable. La perte de l'Italie fut la suite de la bataille de Turin. Les Français furent obligés de signer une capitulation (1707), en vertu de laquelle ils évacuèrent toute l'Italie. *Eugène* voulant poursuivre ses avantages, pénétra en Provence, mais le maréchal de *Tessé* le força de se retirer. Naples fut encore occupé la même année par les troupes autrichiennes.

Le sort des armes n'étoit pas plus favorable aux Français en Flandre. C'étoit la défaite de *Villeroi* qui avoit obligé le ministère de rappeler *Vendôme* d'Italie. *Villeroi*, à qui ses défaites multipliées ne faisoient perdre ni sa présomption, ni la confiance de Louis XIV, commandoit une armée de quatre-vingt mille hommes contre *Marlbrough*. Il pouvoit éviter la bataille, mais il brûloit d'effacer l'affront de la surprise de Crémone. Ses soldats, qui le jugeoient bien, mar-

choient sous ses ordres sans espérance de gloire. Sa position près du village de Ramillies rendit la victoire de *Marlbrough* plus facile que glorieuse (1706). La bataille ne dura que deux heures et demie; les Français perdirent vingt mille hommes, et, à la suite de cette défaite, toute la Flandre espagnole jusqu'aux portes de Lille. *Louis* attribuant aux hasards des événemens qui ne provenoient que de l'impéritie de son général, dit en voyant *Villeroi* : A notre âge, monsieur le maréchal, on n'est plus heureux. *Vendôme* fût rappelé d'Italie. Tout paroissoit perdu, il corrigea par son génie les fautes de *Villeroi*.

Dans la campagne qui suivit la bataille de Ramillies, les alliés ne gagnèrent rien. C'étoit beaucoup pour la France de ne rien perdre. L'année suivante (1708), on envoya le duc de *Bourgogne* commander en chef l'armée de *Vendôme*. Ce général devoit encore diriger les opérations sous le nom du duc. Le duc de *Bourgogne* étoit le petit-fils de Louis XIV; élève de l'immortel *Fénélon*, il étoit à beaucoup d'égards digne de son instituteur, qui avoit triomphé des obstacles que lui oppoioient les pas-

sions naissantes du duc. L'art l'avoit enporté sur la nature. Le duc de *Bourgogne* étoit instruit et appliqué, juste et ferme, simple et libéral; il observoit religieusement ses devoirs; il aimoit le peuple, il respectoit l'opinion publique, il ne manquoit pas de bravoure personnelle, mais il manquoit de talens pour la guerre, et les courtisans qui entouraient le prince entravoient les opérations de *Vendôme* par leurs intrigues et leurs calomnies. Il ouvrit la campagne par la prise de *Gand*. Il voulut prendre *Oudenarde*: *Marbborough* accourut, et les Français furent encore battus. Les alliés assiégèrent *Lille*. Ce siège célèbre dura quatre mois, et *Lille* fut pris malgré la belle défense de *Boufflers*.

L'année 1709 fut pour la France une des années les plus désastreuses. Tous les malheurs réunis sembloient fondre sur elle. L'hiver étoit rigoureux et long. Les semences confiées à la terre avoient péri, et au retour de la belle saison, le sol parut frappé de stérilité. La famine étoit aux portes, la misère étoit extrême, le mécontentement à son comble. Sans l'activité vigilante et l'inflexi-

billé du lieutenant de police d'*Argenson*, la tranquillité eût été troublée à Paris, et cette ville seroit devenue un foyer de soulèvements. D'*Argenson* cachoit sous un extérieur rude et même effrayant, beaucoup de finesse et de sagacité; instruit, laborieux, infatigable, adroit et rompu dans l'art de manier et de deviner les hommes, naturellement sévère, et paroissant l'être encore davantage, il étoit fait pour sa place importante; ce fut lui qui organisa la police de Paris, et on peut lui reprocher d'avoir trop sacrifié la liberté des citoyens à la crainte de voir troubler l'ordre public. Toujours fut-ce lui qui assura la tranquillité de la capitale et peut-être de tout le royaume pendant la guerre de succession. Dans le conseil, tous les ministres insistèrent sur la nécessité de la paix. *Desmarets*, contrôleur général, déclara qu'il ne pouvoit plus subvenir aux frais de la guerre, et que la misère du peuple étoit telle que l'on devoit craindre de le porter à des extrémités funestes. *Chamillard* dont l'inéptie avoit en partie amené les malheurs de la France, appuya l'avis de *Desmarets*. *Forci*, neveu du grand Colbert et ministre des



affaires étrangères, insista surtout avec force sur la nécessité de négocier, c'étoit une tête lumineuse, un esprit sage et actif, un vrai citoyen. Il fit à Louis un tableau du royaume aussi sombre que vain. *Louis* dut être frappé de voir ce que l'abus de la puissance avoit produit, et il fut touché du contraste que présentoit la situation de la France, avec l'état brillant dans lequel elle se trouvoit à la mort de Mazarin, et surtout à la paix de Nimègue. Ce n'étoit plus le temps où la France dictoit des lois à l'Europe. Il fallut se résoudre à demander la paix à ces mêmes Hollandais que Louis, dans les jours de sa gloire et de son orgueil, avoit traités avec tant de hauteur et de mépris.

On envoya *Rouillé* à Anvers, où il eut des conférences avec *Buys* et *Wanderdussen*, députés d'Hollande. Rien n'eût été plus facile que de donner alors la paix à l'Europe. Louis XIV humilié, la France affoiblie étoient disposés à faire tous les sacrifices compatibles avec l'honneur et l'intérêt du royaume. Les alliés devoient souhaiter la paix, et il dépendoit d'eux d'obtenir de la France tout ce qu'ils pouvoient raisonnablement dési-

rer. L'Angleterre et la Hollande n'étoient pas épuisées, mais elles étoient fatiguées et appauvries par la guerre dont tout le poids retomboit sur elles. Elles ne pouvoient pas souhaiter que toute la monarchie espagnole passât à la maison d'Autriche; les mêmes principes d'équilibre qui leur avoient fait entreprendre la guerre, ne leur permettoient pas de vouloir que telle en fût l'issue. *Louis XIV* consentoit à renoncer à l'Espagne pour son petit-fils, il se contentoit pour lui de Naples et de la Sicile. Les Hollandais demandoient des places dans les Pays-Bas, qui leur servissent de barrière contre la France. *Louis XIV* vouloit leur en accorder. Quelqu'intéressées que toutes les parties belligérantes fussent à la paix, elle ne se fit pas. Le triumvirat ne la vouloit pas sérieusement; *Eugène*, *Marlborough* et *Heinsius*, le grand-pensionnaire d'Hollande, trouvoient que la continuation de la guerre convenoit à leurs intérêts; la paix leur ôtoit leur puissance et leur crédit, les moyens de s'élever et de s'enrichir; des considérations personnelles l'emportèrent sur la cause des peuples et sur les intérêts de l'humanité. Des flots de sang coulèrent

VII.

parce qu'*Eugène* vouloit de la gloire , *Marlborough* de l'argent , et *Heinsius* du crédit. Les conférences furent transférées de *Möerdick* à *Gertruydenberg*. *Torcy* fut lui-même négociier avec les députés des alliés , et porta dans ces négociations de la droiture et de la franchise.

Mais à peine avoit-il accordé un point , qu'on formoit de nouvelles prétentions , et ces prétentions étoient aussi injustes qu'impolitiques. On en vint jusqu'à exiger de *Louis XIV* non-seulement que la France ne gardât rien de la succession de l'Espagne ; qu'il abandonnât son petit-fils ; il y consentoit ; non-seulement qu'il donnât des sûretés de la cession de toute la monarchie espagnole ; il y consentoit encore ; mais on vouloit qu'il tournât ses armes contre son petit-fils ; et qu'il s'engageât lui-même à le détrôner. *Louis XIV* répondit avec une juste indignation : Si je dois faire la guerre , j'aime mieux la faire pour mes enfans que contr'eux ; et les négociations furent rompues.

*Louis* y avoit gagné un avantage précieux , c'étoit de prouver à sa nation qu'il avoit voulu la paix. Il est des

circonstances où les princes les plus absolus sentent que l'opinion publique est une puissance qu'il faut ménager, et que des communications franches et paternelles inspirent de la confiance aux peuples et provoquent leurs sacrifices. On ne tient pas compte de mesures de ce genre à un gouvernement foible, mais on aime à voir la puissance prendre le ton de la persuasion. *Torcy* publia par ses ordres une adresse à tous les Français dans laquelle on leur exposoit les propositions déshonorantes que les alliés avoient osé faire. L'indignation fut générale; l'orgueil national se réveilla. On sentit que tous les sacrifices étoient préférables à celui de l'honneur, et bientôt une armée de près de cent mille hommes sous les ordres de *Villars*, attesta que la France avoit encore des ressources, qu'elle épousoit les intérêts de son roi, et qu'elle vouloit venger ses injures.

Cette armée méritoit d'être victorieuse; elle ne le fut pas. Les alliés avoient pris Tournai; ils marchaient sous les ordres d'*Eugène* et de *Marlborough* pour prendre Mons. *Villars* s'avança pour sauver la place. La bataille s'engagea

près du village de Malplaquet ( 11 septembre 1709 ). Elle fut sanglante. Les Français la perdirent, mais ils se couvrirent de gloire, et la victoire coûta cher à leurs ennemis; on compte qu'ils l'achetèrent par la mort de plus de vingt mille hommes. *Villars* fut blessé au moment où il vouloit aller rallier le centre de son armée qui plioit. *Boufflers* commanda la retraite, et elle se fit en bon ordre. Les Français ne perdirent ni drapeaux ni canons. La campagne suivante fut malheureuse encore pour la France. *Marlborough* et *Eugène* prirent Douai, Bethune, St. Amant, Aire. *Villars* affoibli n'osa rien entreprendre pour faire lever ces sièges. En Espagne, les alliés avoient également des succès. Le comte de *Stahremberg* avoit remporté le 20 août une victoire complète sur les troupes de Philippe V près de Saragosse. L'Aragon, la Navarre et la Nouvelle-Castille s'étoient soumises, à la suite de cette victoire. Déjà depuis deux ans la Sardaigne avoit été conquise. Minorque avoit été prise par les Anglais. Les affaires de Louis et de son petit-fils paroissoient désespérées. C'étoit inutilement que *Louis* avoit fait de nouvelles

propositions de paix. Les conférences avoient recommencé, et l'abbé de *Poli-gnac* y avoit développé de grands talens, mais les alliés en vouloient non seulement à la puissance et à l'orgueil, mais encore à l'honneur de Louis XIV. Les négociations furent encore rompues.

Cependant, la paix qui paroissoit très-éloignée, étoit préparée par d'autres événemens. Au mois d'août, *Philippe V* se croyoit si peu sûr de conserver son trône, qu'il pensoit à se retirer aux Indes orientales. Il demanda *Vendôme* à Louis XIV. *Louis* le lui accorda, et les affaires changèrent de face en Espagne dès que *Vendôme* parut à Valladolid; la nation espagnole reprit courage et fit de nouveaux efforts. Il conduisit Philippe à Madrid au milieu des acclamations des peuples. Il prit d'assaut Brihuéga, où il fit Stanhope prisonnier avec cinq mille Anglais. Il batit à Villaviciosa le comte de *Stahrenberg* qui venoit au secours de Brihuéga, et dans l'espace de quelques mois il affermit *Philippe* sur le trône.

La France étoit affoiblie, mais elle n'étoit pas épuisée; l'impôt du dixième sur toutes les terres avoit été enregistré

et payé sans murmures. L'Angleterre avoit encore des ressources, mais cette guerre lui coûtoit des sommes immenses. Elle n'en voyoit plus même le but. La France ne paroissoit plus pouvoir donner d'inquiétude. La nation anglaise demandoit la paix, l'opinion se prononçoit de plus en plus; une révolution dans le ministère amena la pacification générale.

Le parti des Whigs qui avoit placé Guillaume III sur le trône d'Angleterre, avoit gouverné l'état pendant le règne de la reine Anne. *Marlborough* étoit à la tête de ce parti; ses amis *Godolphin* et *Sunherland* étoient dans le ministère; ses partisans lui assuroient la majorité dans les deux chambres. *Marlborough* avoit à sa disposition toutes les ressources de l'état; il régnoit dans le camp, dans le cabinet, dans l'administration. Passionné pour la guerre qu'il regardoit comme le principe de sa puissance, il perdit de vue le véritable but de la grande alliance et plaça le but dans le moyen. La nation étoit mécontente. Elle soudoyoit toutes les puissances, et les services qu'elle tiroit d'elles n'étoient pas proportionnés aux subsides qu'elle leur payoit. La dette avoit augmenté ra-

pidement de trente millions de livres sterlings. Le commerce et les manufactures étoient dans un état de langueur. La mort de *Joseph I* avoit fait passer tous ses états et tous ses droits à l'archiduc *Charles*. Dès ce moment, toutes les raisons qu'on avoit alléguées contre la maison de Bourbon, devoient être appliquées à la maison d'Autriche, et pouvoient même paroître beaucoup plus fortes. Les intérêts des puissances maritimes leur défendoient plus que jamais de combattre pour procurer à l'empereur *Charles* la monarchie espagnole toute entière; c'eût été travailler à créer une puissance capable de tout asservir, et faire renaitre pour l'Europe les dangers dont la maison d'Autriche l'avoit déjà une fois menacée. Une saine politique vouloit que les alliés se rapprochassent de la France. Tel étoit en Angleterre le vœu général.

Il s'agissoit de faire triompher le vœu national en amenant un changement dans le ministère. *Harley* devint le chef de l'opposition. Il avoit été secrétaire d'état, et *Marlborough* lui avoit fait perdre sa place. *Harley* ne pouvoit pas aimer le duc; et au défaut des raisons per-



sonnelles qu'il avoit de se venger de *Marlborough*, le patriotisme lui dictoit de faire cesser la guerre, et de tâcher, pour cet effet, de déplacer son ennemi. L'essentiel étoit de gagner la reine et de la faire changer de système. Les petites passions vinrent au secours de la politique. *Anne* supportoit impatiemment les hauteurs de *Milady Marlborough*. *Lady Marsham* que la duchesse avoit elle-même placée auprès de la reine, avoit su plaire, et son crédit donnoit de l'ombrage à la duchesse, qui s'oublia en présence de la reine, et cette insolence acheva de la perdre dans son esprit. Ce léger incident ne fut pas la cause, mais l'occasion du nouveau système que l'Angleterre adopta; il fut encore bien moins la cause principale des grands événemens qui le suivirent. L'anecdote de cour à laquelle des esprits superficiels ou des hommes qui se plaisent à dégrader l'histoire et l'espèce humaine, attribuent la pacification de l'Europe, ne fut pas même le principe de l'éloignement d'*Anne* pour les Whigs. Depuis long-temps elle inclinoit pour leurs adversaires, et l'on prétend même qu'elle avoit l'idée d'appeler le prétendant,

son frère, au trône d'Angleterre. Le procès de *Sacheverel* la rapprocha encore davantage des Torys. Cet ecclésiastique prêchant dans l'église St.-Paul, en présence de la reine, s'éleva contre les principes qui avoient servi de base à la révolution ; accusé devant le parlement, sa cause entraîna des débats, où les deux partis ne se ménagèrent pas. La reine fut frappée de voir que les Whigs attaquoient ouvertement son autorité, et leur chute fut résolue. *Harley* et la *Mars-ham* obtinrent de plus en plus toute sa confiance. *Sunderland* et *Godolphin* furent renvoyés. *Marlborough* ne fut pas encore destitué ; mais il vit clairement que son crédit touchoit à sa fin. *Harley* entra dans le ministère : on lui confia les finances. *St. John*, devenu célèbre sous le nom de *Bolingbroke*, obtint le département des affaires étrangères. Ce beau génie, qui a porté dans les sciences plus de subtilité que de profondeur, montra dans sa conduite politique plus d'esprit que de caractère. Ses vues étoient fines et déliées ; ses principes n'étoient rien moins que sévères.

On résolut de se séparer de ses alliés, ou du moins de les forcer à la paix (1711),

en négociant secrètement avec la France. Les premières ouvertures furent faites à Louis XIV, par un Français nommé *Gaultier*, qui avoit eu des relations avec le maréchal Tallard dans le temps qu'il étoit prisonnier à Londres. Elles furent reçues à Versailles avec empressement. *Prior*, plus célèbre par ses poésies que par ses travaux politiques, et qui, cependant, possédoit à un degré éminent le talent des négociations, fut envoyé en France pour y porter les propositions de la reine *Anne*. *Louis XIV* chargea de ses intérêts, *Ménager*, député de la ville de Rouen au conseil du commerce. Il ne falloit pas donner de la publicité à ces négociations, en envoyant à Londres un plénipotentiaire avoué. Le parti des Whigs vouloit toujours encore la continuation de la guerre; il menaçoit même de mettre la couronne sur la tête du nouvel électeur d'Hanovre, *Georges I*, qui descendoit d'Elisabeth, fille de Jacques I, épouse de Frédéric V, électeur Palatin, et qui, par la loi de succession, devoit monter, après la mort d'Anne, sur le trône d'Angleterre; mais la reine et les ministres sûrs de l'assentiment général de la nation, persévérèrent dans

leurs principes, et triomphèrent de cette résistance. L'Angleterre négocioit sans ses alliés ; mais bien loin de les sacrifier à ses convenances, elle veilloit scrupuleusement à leurs intérêts. Les négociations furent conduites avec une franchise et une bonne foi aussi rares que nécessaires. D'un côté, on savoit ce qu'on devoit demander, de l'autre, ce qu'on pouvoit et devoit céder ; pour que la paix fût solide et durable. Les négociateurs ne se tendirent point de pièges, et montrèrent un mélange admirable de fermeté et de sagesse. Tant que *Marlborough* commandoit encore l'armée et qu'il conservoit du pouvoir, la paix devoit rencontrer de grands obstacles. Cependant, on répugnoit à frapper ce coup décisif, parce qu'on en craignoit les suites. A la fin, il fallut en venir à cette grande mesure, et l'éloignement de *Marlborough* de l'armée fut résolu ; on le destitua de toutes ses places (1712). Le public applaudit. On avoit oublié ses victoires, et l'on ne voyoit plus en lui que l'ennemi de la paix. Bientôt après, les préliminaires furent signés. On choisit Utrecht pour le lieu du congrès, et la reine instruisit alors les états - généraux

de la marche des négociations et de ses intentions définitives.

Les bases de la paix générale qui formoient les préliminaires, étoient sages et équitables. La France reconnoissoit l'ordre de succession établi dans la Grande-Bretagne, elle consentoit à ce qu'on prît des mesures justes et raisonnables pour empêcher la réunion des couronnes de France et d'Espagne dans la personne du même prince, elle promettoit d'assurer des avantages à tous les princes engagés dans cette guerre, et d'accorder des places de barrière à la Hollande et à l'Empire.

Cependant, les états-généraux et l'empereur n'étoient pas disposés à s'appuyer sur ces bases. Ils s'imaginoient qu'il suffiroit de quelques efforts pour achever d'écraser la France, et vouloient asseoir les négociations sur les principes que les alliés avoient mis en avant aux conférences de Gertruidenberg, et qui avoient entraîné leur rupture. Des querelles particulières s'élevèrent entre *Ménager* et *Rechteren*, l'un des plénipotentiaires de la Hollande, et les négociations furent interrompues. La France le vit avec plaisir ; elle continuoit à traiter se-

crètement avec l'Angleterre, et se flattoit, avec raison, que si elle parvenoit à conclure avec la Grande - Bretagne, elle obtiendrait ensuite des autres puissances des conditions plus avantageuses. L'article des renonciations étoit le plus important pour la liberté générale; seul, il pouvoit empêcher la renaissance des dangers que l'Europe avoit conjurés par une guerre longue et sanglante. Il étoit très-difficile de revêtir ces renonciations de formes imposantes, et de leur donner une garantie solide et durable. *Philippe V* renonça dans les termes les plus positifs à toute espèce de droits au trône de France, en faveur du duc de *Berry*, son frère, de la branche d'Orléans et de tous les princes du sang de France. Cette déclaration se fit dans l'assemblée des cortès convoqués pour cet objet, en présence du lord *Lexington*, ambassadeur d'Angleterre à Madrid.

Le roi d'Espagne jura sur l'évangile de tenir sa promesse. Les ducs de *Berry* et d'Orléans renoncèrent de leur côté, d'une manière toute aussi solennelle, à jamais prétendre au trône d'Espagne. Les cortès sanctionnèrent ces actes en les acceptant, et le duc de *Shrewsbury*

se rendit à Paris pour assister à l'enregistrement des mêmes actes dans le parlement (1712). On ne pouvoit témoigner plus de défiance dans la bonne foi des princes, et l'expérience du passé sembloit la justifier ; on ne pouvoit montrer plus de confiance dans les corps qui représentoient la nation que de les rendre dépositaires de ces renonciations réciproques, ni donner à ces actes un plus haut degré de publicité. Cependant, quelque sages que fussent ces précautions, l'événement prouva dans la suite qu'elles étoient insuffisantes, et si la réunion que l'on redoutoit avec raison, n'eut pas lieu, on en fut redevable à d'autres causes.

A cette époque, la grande affaire des renonciations paroissoit terminée de manière à ne pas laisser de doutes sur leur validité, et les négociations furent renouées à Utrecht. Les Hollandais espéroient encore toujours que de nouveaux revers mettroient la France dans la nécessité de souscrire à toutes les conditions qu'on voudroit lui prescrire. La bataille de Denain les rendit plus traitables. On peut dire avec vérité que cette journée sauva la France. Il y a eu des victoires plus difficiles et plus glorieu-

ses , plus complètes que celle de *Villars* ; il n'y en a pas eu de plus décisive. Le duc d'*Ormond* , qui avoit succédé à *Marlborough* dans le commandement des troupes anglaises , avoit reçu de sa cour l'ordre de se séparer des alliés , et de rester dans une entière inaction. L'armée anglaise se replia sur Gand. *Eugène* piqué de sa retraite , voulut prouver qu'il pouvoit sans elle pousser la guerre avec vivacité , et il investit Landrecies. La prise de cette ville ouvroit la Champagne et la Picardie aux Impériaux. On craignoit pour Paris. Le royaume paroissoit menacé d'un danger imminent. *Louis XIV* , grand dans le malheur , et voulant du moins succomber avec gloire , pensoit à rassembler sa noblesse , et à se mettre à sa tête , pour vaincre ou périr dans les derniers retranchemens. *Villars* ne désespéra pas du salut de son pays , et marcha au secours de Landrecies. Ses succès , ses forces , la foiblesse de ses ennemis lui avoient inspiré une confiance qui approchoit de la sécurité. Les quartiers d'*Eugène* étoient trop disséminés. Les mouvemens des Français lui firent croire qu'ils attaqueroient le lendemain ses retranchemens.



*Villars* le trompe , et faisant passer l'Escaut à ses troupes , tombe sur le camp de Denain , qui assuroit les communications du prince Eugène avec Douai. Le camp fut forcé avec autant d'impétuosité que de conduite. Le corps qui le défendoit , fut détruit ; le duc d'*Albemarle* qui le commandoit , fut fait prisonnier. Les magasins d'Eugène qui étoient à Marchiennes tombèrent avec la ville au pouvoir de *Villars*. Le siège de Landrecies fut levé. La prise de Douai , de Bouchain , du Quesnoi fut la suite de cette victoire. *Villars* devint l'objet de l'enthousiasme général des Français.

La journée de Denain hâta le résultat des négociations d'Utrecht. Les Hollandais revenus de leurs orgueilleuses prétentions , agirent de concert avec l'Angleterre. L'empereur se refusoit toujours à la paix. Cependant il avoit été obligé de consentir à la neutralité de l'Italie ; le duc de Savoie à qui la Grande-Bretagne avoit promis le royaume de Sicile , s'étoit détaché de la coalition. Les troupes impériales avoient aussi été forcées d'évacuer la Catalogne ; les puissances maritimes les ayant abandonnées à elles-mêmes , elles ne pouvoient pas s'y mainte-

nir. A la vérité, les Catalans, toujours obstinés et redoutant les vengeances de Philippe, préféroient de lui vendre cher leur obéissance, à le désarmer par leur soumission. Barcelone lui avoit fermé ses portes. *Berwick* se vit obligé de l'assiéger en forme (1713). Elle fut prise. La résistance opiniâtre de la Catalogne amena pour elle la perte de ses privilèges.

Ces événemens étoient le résultat naturel de la retraite des puissances maritimes. Elles sentoient que, comme elles avoient seules porté le fardeau et payé les frais de la guerre, en se hâtant de conclure avec la France, elles entraîneroient la pacification générale. On étoit convenu des principes, on vouloit de bonnefoi terminer. La France, d'accord avec l'Angleterre, qui désiroit sincèrement la paix, employa sa tactique ordinaire dans ses négociations avec les puissances coalisées contr'elle; ce fut de traiter avec chaque puissance en particulier. Il n'y eut d'autre concert entre les membres de la grande alliance, que celui des bons offices réciproques. Le comte de *Zinzendorf*, ministre de l'empereur, s'écria dans l'assemblée, lorsque cette marche

fut décidée : Cette journée sera fatale à la grande alliance ! Ce mode n'en fut pas moins adopté. Les négociations avancèrent plus rapidement. La paix fut signée à Utrecht, le 11 avril 1713, et se composa d'un grand nombre de traités.

La France reconnut solennellement l'ordre de succession établi en Angleterre ; les renonciations réciproques qui devoient empêcher la réunion des couronnes de France et d'Espagne, furent déclarées une loi inviolable et éternelle des deux empires. Ces deux points contenoient proprement le véritable but de la guerre ; du moins ils importaient le plus à l'équilibre de l'Europe, et en les stipulant, l'Angleterre stipuloit non seulement pour sa propre sûreté, mais encore pour l'indépendance générale de tous les états. La même famille devoit occuper les deux trônes, et il étoit possible que l'union des souverains amenât les mêmes effets que l'union réelle des deux états ; mais ce danger n'étoit pas vraisemblable. L'identité du sang ne produit pas l'identité des intérêts ; dans leurs relations politiques les princes ne doivent pas consulter leurs relations de famille, et au dé-

faut des vrais principes, les passions les en empêchent.

D'autres articles du traité de la France avec l'Angleterre, ne regardoient que les intérêts de cette dernière puissance. Elle ne s'oublia pas. Depuis long-temps, Dunkerque, par sa situation, la nature de son port et de ses ouvrages, donnoit de l'ombrage à la Grande-Bretagne, et paroissoit menacer sa sûreté et son commerce dans la mer du nord. *Louis XIV* promit de raser les fortifications et de combler le port de cette place, sans jamais pouvoir les réparer ; condition humiliante, pour la France puisqu'elle l'empêchoit de profiter de ses avantages naturels. Ce fut surtout en Amérique que l'Angleterre acquit des possessions importantes pour la défense de ses colonies, la prospérité de ses pêcheries et l'activité de son commerce. La France lui restitua la baie et le détroit d'Hudson, l'île de St. Christophe, la Nouvelle-Ecosse ou l'Acadie, l'île de Terre-Neuve avec les îles adjacentes. Depuis cette époque, la puissance des Anglais dans l'Amérique septentrionale devint de plus en plus prépondérante, et de plus en plus, les deux hémisphères influèrent l'un sur

l'autre , et la guerre et la paix devinrent communes entr'eux. La France conserva le droit d'exercer la pêche sur la côte de Terre-Neuve. Malheureusement cette liberté sera féconde en nouvelles dissensions.

Les avantages qu'obtint le Portugal par le traité que la France fit avec lui ( 11 avril 1713 ), étoient en même temps des avantages pour l'Angleterre depuis les liens étroits qui avoient été formés par *Methuen* entre ces deux puissances. Il fut décidé que les deux bords de la rivière des Amazones appartiendroient en toute souveraineté au roi de Portugal , et que les habitans de Cayenne ne pourroient y exercer aucune espèce de négoce. La France perdoit une veine de richesses , car ses colonies avoient fait jusques-là avec le Brésil un commerce très-actif.

*Frédéric I* vivoit encore lorsque le traité de la France avec la Prusse avoit été entamé ; il fut conclu avec son fils *Frédéric-Guillaume I*, qui lui avoit succédé. Rien n'étoit plus opposé que le caractère , les principes , les goûts ; l'extérieur même de ces deux souverains. *Frédéric-Guillaume I* avoit une ame

saine et forte dans un corps robuste, et annonça bientôt qu'il substituerait la simplicité au luxe, l'ordre au désordre, la sévérité à la foiblesse, des habitudes mâles et austères à la mollesse et au plaisir. Nous le verrons asseoir la puissance de la Prusse sur des fondemens solides, donner du nerf à l'armée, de l'unité à l'administration, de la trempe aux ames, de la vigueur et de la consistance au corps politique et préparer les miracles du règne suivant. Si même les négociations n'avoient pas encore été commencées, ses maximes et son caractère l'auroient empêché de continuer la guerre. Le traité lui fut avantageux. Non-seulement la France le reconnut roi de Prusse, elle lui céda encore, au nom du roi d'Espagne, la Gueldre espagnole, en dédommagement de la principauté d'Orange dont *Louis XIV* s'étoit emparé, que *Frédéric-Guillaume* réclamoit comme héritier de Guillaume III, et à laquelle il renonça formellement à Utrecht. Les états de Neufchâtel et de Valangin avoient conféré au roi de Prusse la souveraineté de ce petit pays (1707). A la mort de *Marie de Longueville*, duchesse de Nemours, beaucoup de pré-

tendans s'étoient présentés. *Frédéric I*, qui descendoit par sa mère Louise-Henriette, de la maison d'Orange, alliée aux Nemours, avoit été du nombre des concurrens. La France avoit revendiqué le pays à titre de fief relevant de la Franche-Comté. Les états de Neuchâtel décidèrent la question en faveur de la Prusse; à raison de son éloignement et de sa puissance, elle ne pouvoit que difficilement menacer la liberté, et sa protection pouvoit être utile. L'événement a prouvé la justesse de ces suppositions. Cet accroissement de territoire n'étoit dans le fond pour la Prusse qu'un accroissement de titres, et n'ajoutoit rien à sa puissance. *Louis XIV* n'eut pas de peine à reconnoître à Utrecht *Frédéric-Guillaume*, souverain de Neuchâtel. La confédération helvétique dont Neuchâtel étoit un anneau, le vit avec plaisir.

La Savoie qui, par des accroissemens successifs, tendoit, comme la Prusse, à sortir de tutelle et à s'élever au rang de puissance indépendante, et qui, dans la suite, le fit avec bien moins de génie, de persévérance et de succès que son heureuse émule, gagna beaucoup plus

qu'elle par la paix d'Utrecht. Il étoit de l'intérêt des puissances maritimes de donner à *Victor-Amédée* une base assez large et assez solide, pour qu'il pût jouer un des premiers rôles en Italie, et s'opposer, au besoin, à la France et à l'Autriche. La France et l'Espagne, alliées par le sang à la maison de Savoie, voyoient son agrandissement avec moins de peine que celui de toute autre puissance. L'Angleterre et la Hollande vouloient mettre *Victor-Amédée* en état d'être véritablement le gardien des Alpes. Le duc obtint de la France la restitution de la Savoie et de Nice, et les cinq vallées de Pragelas, d'Oulx, de Sézane, de Bardonnache et de Château-Dauphin. Les sommités des Alpes devoient servir de limites entre la France et le Piémont. *Louis XIV* garantit à *Victor-Amédée* la possession du royaume de Sicile avec le titre de roi; acquisition importante par la fertilité, la richesse, la population du pays, mais que son éloignement du reste des états de *Victor-Amédée* rendoit moins précieuse pour lui. La confirmation des cessions que *Léopold* lui avoit faites par le traité de Turin, étoit d'une bien plus grande con-



séquence. Il ne s'agissoit pas moins que d'une partie du Montferrat, des provinces d'Alexandrie et de Valence, de la Lumelline, du Vigévanasque, de la vallée de Sézia, qui arrondissoient ses domaines et augmentoient sa puissance.

L'objet principal pour la Hollande, étoit de procurer les Pays-Bas à une puissance éloignée d'elle, et qui fût en état de les défendre contre la France. Les laisser à l'Espagne, c'eût été, au jugement des états-généraux, les donner à Louis XIV. Il fut décidé qu'ils passeroient à la maison d'Autriche. L'Angleterre y étoit aussi intéressée que la république des Etats-Unis. Si les Pays-Bas étoient tombés dans une dépendance directe ou indirecte de la France, elle auroit pu acquérir sur la mer du nord un pouvoir que la Grande-Bretagne devoit redouter. En obtenant des provinces limitrophes de la France, l'Autriche restoit son ennemie naturelle; la sûreté et l'indépendance des autres états tenoient en grande partie à cette inimitié active et continuelle. Non-seulement *Louis XIV* consentit à voir les Pays-Bas au pouvoir de l'Autriche; il céda même en sa faveur aux états-généraux une par-

tie des Pays-Bas français, comme Me-  
nin, Tournai, Furnes, Dixmude, Ypres,  
Poperingue. Les états généraux rendi-  
rent au roi Lille et ses dépendances.  
Après celui de sa sûreté, la Hollande  
n'avoit pas de plus grand intérêt que  
celui de son commerce. *Louis XIV* lui  
promit de lui faire obtenir de *Philippe V*  
tous les avantages de ce genre  
qui lui avoient été assurés par la paix  
de Münster, et lui-même s'engagea à  
ne point solliciter de privilège exclu-  
sif en Espagne en fait de commerce,  
et à se tenir à cet égard sur une même  
ligne avec les autres nations.

Dans les traités que l'Espagne conclut  
à Utrecht avec les puissances coalisées,  
on répéta la plupart des articles qui se  
trouvoient déjà dans les traités de la  
France. Le roi d'Espagne céda la Sicile  
au duc de Savoie, et à la Grande-Breta-  
gne l'île de Minorque et Gibraltar sans au-  
cune juridiction territoriale. L'Angleter-  
re avoit toujours manqué de port dans la  
Méditerranée, et son commerce en avoit  
souffert ; elle obtenoit l'objet de ses  
vœux ; de nouveaux débouchés à son  
industrie, de nouvelles spéculations en-  
richirent ses négocians. Quelque doulou-

reuses que ces pertes fussent pour l'Espagne, elles étoient légères au prix du mal que devoit faire au royaume le traité de *l'assiento*. Il assuroit à l'Angleterre le droit d'importer, tous les ans, quelques milliers de nègres dans les colonies espagnoles, et d'envoyer, à la foire de Portobello, un vaisseau d'une grandeur déterminée avec des marchandises. Ces concessions enlevoient aux Espagnols des avantages importants, les donnoient à une puissance étrangère, active et entreprenante; c'étoit un moyen sûr de favoriser la contrebande, et une source de démêlés continuels entre les deux nations. Un pareil contrat, tout au détriment d'une des puissances contractantes, est toujours un abus de la force qui dicte des lois à la foiblesse, ou une surprise faite par l'habileté à l'imprévoyante ignorance.

Pendant que l'on négocioit et qu'on signoit tous ces différens traités, les négociations entre la France et l'empereur seules n'avançoient pas. *Charles VI* ne vouloit pas se désister de ses prétentions sur la succession d'Espagne. Ses alliés l'avoient abandonné, ses finances étoient dans un état déplorable; mais le génie

d'*Eugène* lui restoit, et il espéroit qu'une victoire changeroit la face des affaires. Les hostilités recommencèrent (1713), et il y eut encore du sang inutilement répandu. *Villars* qui commandoit l'armée française, prit Landau malgré la vigoureuse résistance du prince *Alexandre de Wurtemberg*. Le siège de Fribourg dans le Brisgau fut plus difficile et plus honorable pour les armes françaises. Le baron de *Harsch* fit une superbe défense, qui lui acquit de la réputation sans sauver la place. Les succès répétés de *Villars* inspirèrent finalement à l'empereur des dispositions pacifiques. *Eugène* et *Villars* qui avoient conduit la guerre avec gloire furent chargés par leurs maîtres de la terminer. Ce choix prouvoit que les deux puissances vouloient négocier avec franchise et avec rapidité. Ces deux hommes qui s'étoient souvent mesurés sur le champ de bataille, conférèrent ensemble dans le château de Rastadt; l'estime qu'ils avoient l'un pour l'autre, et la loyauté qu'ils portèrent dans leur travail, en accélérèrent le résultat. La France, placée plus avantageusement qu'à Utrecht, exigeoit le rétablissement entier de son al-

lié, l'électeur de Bavière, vouloit conserver Landau, et démolir Kehl, le Vieux-Brisach et Fribourg. La diète de Ratisbonne ordonna de nouvelles levées et accorda à l'empereur cinq millions de florins. Le vrai moyen de s'épargner de nouveaux sacrifices, étoit de les annoncer hautement. Cette mesure produisit son effet. La France se relâcha de ses premières demandes, et le 28 février 1714 la paix fut signée entre l'empereur et elle. Il falloit encore que les états de l'Empire accédassent à ce traité. La diète chargea l'empereur de ses pleins-pouvoirs. On choisit Bade en Argovie pour le lieu du congrès. Les opérations ne furent pas longues, tout avoit été réglé à Rastadt.

Ce traité fut confirmé. Il fut décidé qu'on prendroit la paix de Ryswick pour base de l'état dans lequel l'Allemagne devoit être replacée. La France rendit à l'Empire le Vieux-Brisach, Fribourg et Kehl. L'électeur de Trèves et l'électeur Palatin, l'évêque de Worms, celui de Spire, les maisons de Wurtemberg et de Bade furent rétablies dans tout ce qui leur avoit été enlevé. Les électeurs de Cologne et de Bavière furent réintégrés

dans tous leurs droits. Ces deux princes avoient été, dès le commencement de la guerre, les fidèles alliés de la France. Leur attachement avoit été la cause de leurs malheurs; la France ne les oublia pas. Elle obtint pour elle-même Landau et ses dépendances. L'Autriche acquit les Pays-Bas, le royaume de Naples, le duché de Milan, l'île de Sardaigne; c'étoit une masse considérable d'états, en partie fertiles, riches et très-peuplés, mais qui, éloignés du centre de la monarchie, et disséminés sur une vaste surface, multiplioient les points d'attaque pour les ennemis de l'Autriche, lui rendoient à elle-même la défense de ses provinces plus coûteuse et plus difficile, et l'affoiblissoient tout en l'agrandissant. On lui permit encore de garder le duché de Mantoue, qu'elle devoit rendre aux ducs de Guastalle, et qu'elle avoit confisqué durant la guerre, sous prétexte que le duc de Mantoue, quoique vassal de l'Empire, s'étoit déclaré pour la France. Il sembloit que *Charles VI* dût être satisfait d'avoir détaché de la monarchie espagnole des provinces entières, et que ces acquisitions fussent assez importantes pour qu'il renon-

çât formellement à l'héritage de Charles II. Cependant il ne le fit pas, et il ne fut pas question de cet objet dans le traité de Rastadt. La France ne vit dans ce silence qu'une foiblesse de l'orgueil humilié, qui ne vouloit pas accorder par des paroles ce qu'il avoit sanctionné par des actes positifs, et n'insista pas. Aux yeux de l'Autriche, ce silence étoit une réserve expresse qu'il seroit possible de faire valoir dans d'autres circonstances, et elle s'en prévalut en effet dans la suite.

Le traité de l'Espagne avec la Hollande et le Portugal suivit de près la signature du traité de Rastadt. La paix avec la république des États-Unis avoit été différée par les prétentions et les intrigues de la princesse des Ursins. Cette femme fière, ambitieuse, adroite, vouloit qu'on érigeât en sa faveur, dans les Pays-Bas, une souveraineté libre et indépendante. Elle avoit abusé de son pouvoir sur l'esprit de Philippe V, pour l'intéresser fortement au succès de ses projets. A la fin, Louis XIV avoit obtenu de son petit-fils de se désister de cette idée, et de ne pas entraver la pacification générale par des considérations

purement personnelles. De ce moment, les négociations avec les Etats-Unis marchèrent rapidement et la paix fut signée le 26 juin 1714. Le traité de Münster fut renouvelé dans tous les points où il pouvoit l'être. La plupart des autres articles arrêtés à Utrecht entre l'Espagne et la Hollande, furent relatifs au commerce. Les Etats-Unis tâchèrent de s'assurer des avantages précieux, et d'empêcher les autres puissances d'en obtenir dans la suite de plus considérables.

De toutes les puissances belligérantes, le Portugal fut la dernière à conclure. L'ancienne inimitié entre les Espagnols et les Portugais fit traîner les négociations en longueur. Le Portugal demandoit la ville de Badajoz, elle lui fut refusée; il vouloit que l'Espagne lui restituât la colonie et le territoire du St.-Sacrement, située sur le bord septentrional de la rivière de la Plata, l'Espagne consentit à cette cession (février 1715). Les rapports des deux puissances restèrent les mêmes.

On doit regarder le traité de la Barrière, conclu à Anvers la même année, comme la garantie et le complément de tous les autres traités signés à Utrecht.



Son objet étoit d'assurer les Pays-Bas à la maison d'Autriche, et de lui en faciliter la défense en accordant aux Hollandais le droit de mettre garnison dans un certain nombre de places, et de les défendre en cas de guerre. Les Etats-Unis y gagnoient une frontière plus sûre, l'Autriche épargnoit des sommes considérables, l'Allemagne acquéroit un nouveau boulevard contre la France. Il fut décidé que l'empereur et les états-généraux entretiendroient dans les Pays-Bas une armée de trente à trente-cinq mille hommes, et que la défense des villes de Namur et de Tournai, de Menin, Furnes, Ypres, Warneton, et du fort de Knoque seroit uniquement confiée aux troupes de la république des Etats-Unis.

Depuis la paix de Westphalie, aucune n'a réglé de plus grands intérêts et n'a eu des conséquences plus importantes que celle d'Utrecht. Peu de guerres ont mieux atteint leur but que la guerre de la succession d'Espagne; les bases des négociations furent larges et solides, la vue des négociateurs embrassa un vaste horizon; leur longue prévoyance, éclairée par l'expérience du

passé, s'étendit à un avenir éloigné. Les traités conclus à Utrecht, à Rastadt et à Bade déterminèrent, avec autant de sagesse que de précision, les rapports de tous les états du midi et de l'Ouest qui avoient pris part à la guerre; le système des contre-forces acquit un haut degré de perfection; on en développa les principes, on en multiplia les applications; le raisonnement prouvoit sa nécessité, les faits avoient montré combien il étoit utile. Aucune puissance ne fut sacrifiée; aucune n'acquit des avantages qui la missent hors d'équilibre avec les autres.

L'Espagne conserva son existence et son intégrité; les provinces qu'on en détacha, n'avoient jamais formé avec elle un tout homogène, et avoient souffert de cette union imparfaite, sans que la monarchie y gagnât; c'étoient des branches parasites qui languissoient, et qui, cependant, affoiblissoient le tronc. La maison de Bourbon resta sur le trône d'Espagne; mais on avoit pris des mesures pour donner à son gouvernement des intérêts distincts de ceux de la France, et les divisions qui s'élevèrent, dans la suite, entre les deux états, firent voir

que ces mesures avoient été habilement calculées.

L'Autriche avoit renoncé à l'espérance gigantesque de réunir de nouveau, dans une même masse, tout l'héritage de Charles Quint; privée de la couronne d'Espagne elle avoit acquis les Pays-Bas, Naples, le Milanèz. Ces superbes et riches contrées étoient sans contre-dit un bel accroissement de puissance; par leur position seule, elles pouvoient devenir plus précieuses pour l'Autriche qu'elles ne l'avoient été pour l'Espagne. Si elles avoient été contiguës l'une à l'autre et toutes rapprochées du centre de la monarchie autrichienne, elles lui auroient donné une prépondérance décisive et alarmante; séparées par de vastes espaces, éloignées du corps de l'état, ces provinces étoient à la fois des principes de force et de foiblesse, des moyens de défense et des points d'attaque; elles multiplioient les ressources et les dangers de l'Autriche.

L'Angleterre n'avoit jamais été plus puissante. Elle étoit sortie de la guerre de succession avec plus de puissance réelle, et une grande force d'opinion qu'elle devoit à sa modération et à sa vi-

gueur ; elle avoit prouvé qu'elle pouvoit contre-balancer la France et l'Espagne, et c'étoit un grand bien pour la sûreté et l'indépendance des états de l'Europe. La paix alloit donner un nouvel essor au commerce de l'Espagne et de la France, leur fournir les moyens de réparer leur marine ; et l'Angleterre devoit s'attendre à trouver dans ces deux puissances, le contre-poids naturel maritime de sa prépondérance. D'ailleurs, les acquisitions qu'elle avoit faites en Amérique et dans la Méditerranée, l'obligeoient à de nouvelles dépenses, tout en ouvrant un vaste champ à ses spéculations, et les liens qui lui attachoient la Hollande s'étoient relâchés.

La mort de Guillaume III avoit fait cesser la dépendance des États-Unis. A la vérité, pendant toute la guerre de succession, la Hollande avoit multiplié ses efforts et ses sacrifices pour la cause commune. Elle avoit commis la faute de négliger sa flotte pour agir avec plus de vigueur sur le continent. Les souvenirs de la guerre qui s'étoit terminée par la paix de Nimègue, vivoient encore dans la mémoire des Hollandais. Ils vouloient,

à tout prix , donner les Pays-Bas à l'Autriche , afin d'éloigner la France de leurs frontières. Le traité de la Barrière leur avoit procuré les sûretés nécessaires. Plus tranquilles du côté de la France , les développemens rapides de la puissance de l'Angleterre devoient attirer leur attention et exciter leur vigilance. Le parti anglais avoit perdu de son crédit et de son ascendant par la suspension du stathoudérat. La mort prématurée du prince *Jean-Guillaume-Frison* qui s'étoit noyé au passage de Moerdick ( 1711 ) ne permettoit pas à l'Angleterre d'espérer que le stathoudérat seroit bientôt rétabli , et si les Etats-Unis avoient employé les loisirs de la paix à relever leurs finances , leur crédit , leur marine , ce pays que le caractère national , les habitudes , le genre de vie de ses habitans rendent , de concert avec la nature , éminemment propre au commerce , seroit redevenu le concurrent redoutable de la Grande-Bretagne.

Les accroissemens considérables que la maison de Savoie avoit obtenus à Utrecht , le titre de roi qui étoit entré dans cette maison , et la royauté de la Prusse solennellement reconnue et con-

firmée, donnoient de nouveaux garans à la liberté de l'Italie et à celle de l'Allemagne. L'Autriche et la France menaçoient toutes deux l'Italie, et lui avoient fait également de mal; la puissance de la Savoie qui venoit de s'agrandir et de se consolider, pouvoit, au besoin, s'opposer avec succès à l'une ou à l'autre, et rendre un peu de tranquillité à ces belles contrées désolées par tant de guerres sanglantes. La création de la monarchie prussienne offroit à la liberté germanique un nouvel appui. La France, l'amie naturelle de l'Allemagne, qui avoit combattu pour elle contre les Ferdinand, et qui avoit eu l'honneur de dicter la paix de Westphalie, étoit devenue infidèle à ses principes. Renonçant au rôle de protecteur, elle avoit elle-même attaqué l'Empire, et s'étoit agrandie à ses dépens. L'ambition de Louis XIV avoit porté une irréparable atteinte à la considération de la France en Allemagne. Les vives inquiétudes et les justes alarmes qu'elle avoit données aux états de l'Empire les avoient rapprochés de l'Autriche; cette puissance avoit acquis plus de crédit à la diète, et elle en avoit abusé dans les guerres con-

tro Louis XIV, pour exiger de l'Allemagne des sacrifices disproportionnés à ses forces et qui n'étoient pas commandés par une nécessité impérieuse. Il importoit donc à la sûreté et à l'indépendance de l'empire germanique, qu'il se formât dans son propre sein un état capable de contrebalancer un jour l'Autriche et de tenir tête à la France.

Cette puissance n'étoit plus, à la paix d'Utrecht, la puissance dominante. Ses accroissemens successifs et continuels, ses forces militaires, ses ressources et ses richesses, les grands talens de ses généraux et de ses hommes d'état, ses négociations habiles, ses nombreuses victoires, et ses prétentions toujours renaissantes avoient fait craindre à l'Europe de tomber dans une véritable servitude. On avoit vu le moment, où la prépondérance de ce colosse menaçant alloit tout écraser, et où une seule masse, entraînant et absorbant tous les états qui devoient exercer sur elle une réaction bienfaisante, auroit rendu toute espèce d'équilibre impossible. Plusieurs coalitions s'étoient formées pour éloigner ce danger imminent, et elles avoient manqué leur but, ou n'avoient produit que

des effets partiels et des mesures insuffisantes. La situation des états de l'Europe restoit toujours critique, et leur existence précaire. La dernière coalition obtint des succès brillans et complets, parce que les deux hommes qui la dirigèrent, y mirent l'unité d'un tout organisé, et qu'ils furent à la fois des politiques profonds et de grands capitaines : réunion absolument nécessaire pour que la guerre remplisse son objet, et que cet appel à la force venge, fixe et assure les droits des nations. La paix d'Utrecht fit descendre la France du degré d'élevation auquel les guerres précédentes l'avoient fait monter, et qui étoit incompatible avec l'indépendance politique des autres états. Cette paix replaça la France dans une position où elle pouvoit exister sans craindre pour sa sûreté, et sans rien perdre de sa gloire ; où elle étoit encore assez puissante pour se défendre contre toute attaque injuste, et même pour protéger les foibles, et où elle ne l'étoit pas assez pour abuser de sa force, et pour en abuser impunément. Désormais elle sera un des élémens principaux du système politique de l'Europe sans en être le centre ; elle sera essentielle au main-



rien de l'équilibre, au lieu de l'empêcher, de le combattre et de le rompre.

Il falloit sans doute, pour qu'elle exerçât cette influence bienfaisante et nécessaire au salut et à la prospérité de l'Europe, qu'elle réparât par un régime sage et vigoureux, son sang appauvri et ses forces épuisées par de longs excès. Au sortir de la guerre de succession, le royaume se trouvoit dans son intégrité, et n'avoit ni perdu ni acquis du territoire; mais s'il avoit encore la même étendue, il n'avoit plus la même vigueur. Les provinces étoient dépeuplées, les terres restoient en friche faute de bras pour les cultiver, les ateliers manquoient d'artisans, et l'industrie languissoit, le commerce avoit essuyé des pertes considérables. La paix lui avoit rendu la sûreté sans lui rendre les capitaux qui entretiennent son mouvement; le peuple ploioit sous le poids des impôts, l'état étoit chargé d'une dette de plus de deux milliards, qu'on devoit rembourser à des époques fixes sans qu'on en eût les moyens; le crédit étoit ruiné; la nation soucieuse, découragée, abattue; la cour déserte, triste, uniquement occupée des pratiques d'une dévotion minutieuse.

*Louis XIV* devoit être douloureusement affecté du contraste mélancolique que formoient les derniers jours de son règne avec les jours de sa puissance et de sa gloire. La France jadis éblouissante de tout l'éclat de la jeunesse, douée de toutes les forces d'une vigoureuse maturité, sembloit avoir vieilli avec son roi, et dépérissoit comme lui. La décadance du royaume avoit marché de pair avec l'affoiblissement du souverain. La durée du règne de *Louis XIV*, ses longues et nombreuses erreurs faisoient parcourir sous ses yeux, à la France, le cercle entier des révolutions que les empires parcourent ordinairement avec plus de lenteur, et n'achèvent quelquefois qu'au bout de plusieurs siècles. *Louis* avoit trouvé la France dans un état de croissance; lui-même secondé par les événemens et par le génie de ses ministres, l'avoit élevée rapidement au plus haut degré de développement et de puissance; bientôt abusant de cette puissance, il n'y avoit vu qu'un levier pour soulever le monde; énervant la France par les dérèglemens de son ambition, et par une dépense excessive de forces, et provoquant contre elle la haine et la vengeance des autres

peuples , il avoit été le témoin de son déperissement progressif; elle étoit tombée sous les coups des nations justement irritées de son injustice, dans un état de langueur et de foiblesse , dont le temps et la sagesse pouvoient seuls la retirer. Ce vaste corps avoit encore la même grandeur et les mêmes proportions, mais, faute de sucs nourriciers, ses organes étoient affaîssés et son ardeur paroissoit éteinte.

*Louis XIV*, promenant ses regards sur cette France long-temps l'objet de la crainte, de l'envie ou de l'admiration de tous les peuples, et n'apercevant que des ruines et de la misère sur ce sol autrefois couvert de richesses et de créations brillantes, devoit éprouver d'autant plus de regrets, que les passions qui l'avoient égaré, et qui avoient amené ses malheurs, s'étoient éteintes dans son âme glacée par l'âge, et ne pouvoient plus l'aveugler sur les causes de ses désastres, ni le séduire par leurs illusions, ni le distraire et le consoler par leur activité même. Il avoit non-seulement survécu à ses passions, à ses plaisirs, à ses goûts; il avoit encore survécu à tous les grands hommes qui avoient environné, appuyé,

embelli son trône, et à tous les objets de ses affections les plus douces et les plus innocentes. Avant lui, étoient descendus dans la tombe, les généraux à qui il avoient dû ses victoires, les ministres qui avoient su dans des temps plus heureux enrichir le peuple et le prince, les poètes qui avoient chanté les miracles de son règne, les artistes qui avoient animé le marbre, la toile, le bronzé, pour immortaliser les événements dont ils avoient été les témoins; cette superbe décoration du trône avoit disparu; ces feux du génie s'étoient successivement éteints; il ne restoit de tant de grandeur, que de grands et tristes souvenirs. De tout son siècle, Louis XIV seul vivoit encore, et sa seule consolation étoit de reposer avec complaisance sur sa nombreuse et florissante famille. Il espéroit que son petit-fils, le dauphin, plus connu sous le nom de duc de *Bourgogne*, répareroit par une administration sage et paternelle, les maux du royaume, et rendroit à la France sa vigueur première.

Ce prince estimé des sages, respecté même des esprits légers, adoré de la nation entière, étoit juste, laborieux, pénétrant et ferme; sa piété étoit sin-

cère, sa dévotion peut-être excessive, la sévérité de son caractère étoit tempérée par la douceur, les graces et la gaieté spirituelle de son épouse, *Marie-Adélaïde*, qu'il aimoit avec passion, et qui le payoit de retour. Cette princesse aimable, intéressante, adroite autant que bonne, avoit gagné l'affection de madame de Maintenon, et avoit inspiré au roi la tendresse la plus vive. Elle étoit l'ame d'une cour, où, sans elle, une bigoterie sombre auroit tout envahi; par ses caresses enfantines, ses manières joviales, son esprit fin et délicat, elle seule répandoit quelque charme sur la vieillese de Louis XIV, et lui faisoit encore connoître des momens de sérénité. Il voyoit renaître cette princesse dans des enfans qui étoient déjà les objets de l' amour du peuple. Dans l'espace de quelques jours toutes ses espérances furent coupées par la racine, et la mort dépouillant la France de tous ses appuis et de tous ses ornemens, ensevelit dans un même tombeau le duc, la duchesse de Bourgogne et l'ainé de leurs fils. *Louis* resta seul au milieu de ces ruines; avec lui, un jeune enfant, le second fils du duc de Bourgogne, unique et foible rejeton d'une famille nombreuse.

Le trône de *Louis XIV* avoit perdu son éclat, sa couronne avoit pâli, sa maison alloit s'éteindre, les années le minoient, la mort le menaçoit; mais son ame ne parut jamais plus forte, plus élevée, plus héroïque que dans ces jours de deuil; et de tous les momens de sa vie, il n'y en a point où il inspire plus de respect et plus d'admiration. La grandeur qu'il déploya à cette époque ténébreuse, lui appartient toute entière. Tout se conjura contre lui, et il ne fut point abattu, il opposa aux succès des ennemis de la France, la généreuse résolution de périr en combattant sur les degrés du trône; aux malheurs de ses sujets, des regrets tardifs mais sincères, et des efforts soutenus; à ses pertes domestiques, la sensibilité d'un homme, la dignité d'un roi, l'humilité et la résignation d'un chrétien. On doit oublier que les hérésies du P. *Quesnel*, les intrigues des Jésuites pour en obtenir la condamnation, la bulle *Unigenitus* qui les foudroyoit, l'occupèrent et l'agitèrent dans ses derniers jours, tandis qu'il auroit dû les mépriser. Cette petitesse retombe sur ses conseils et ses entours, et la fermeté qu'il montra dans la maladie qui le conduisit

au tombeau, doit effacher cette tache. Il mourut comme il avoit vécu, avec noblesse, sans qu'il lui échappât rien de foible, rien de petit, rien d'indigne de lui; il mourut laissant dans la nuit des temps une trace à jamais lumineuse. Il y a eu de plus grands rois; il y en a eu de meilleurs que lui: mais la France n'a jamais été plus grande que sous son règne, elle vit encore de sa gloire, et elle en vivra long-temps. Quelles que soient les destinées de l'espèce humaine, la gloire de cette époque sera immortelle du compo celle génie; ce règne s'agrandit tous les jours à mesure qu'on s'éloigne de lui.

## CHAPITRE V.

État de la poésie et de l'éloquence en Angleterre. Considérations générales sur la littérature anglaise. Parallèle des Anglais et des Français sous ce rapport. Marche et développement du génie sous les règnes de Guillaume III et de la reine Anne.

**A** L'ÉPOQUE où l'Angleterre combattoit avec succès le despotisme de la France, lui enlevoit le sceptre de l'Europe, et punissoit Louis XIV à Hochstaedt, à Ramillies, à Malplaquet, de l'abus qu'il avoit fait de sa puissance, elle disputoit aussi à la France la palme du génie, s'élevoit à son exemple à une grande hauteur de développement, et rivalisoit avec elle dans la carrière des lettres : rivalité douce, paisible, glorieuse pour les deux peuples, et utile à l'humanité. Pendant que le génie enfantoit en France des créations brillantes, ou étudioit et expliquoit celle de la nature, il s'occupoit des mêmes objets, faisoit les mêmes efforts, et obtenoit les mêmes succès en Angleterre; mais il suivit dans chaque pays une marche différente, il



imprima à ses ouvrages un caractère particulier, et l'un n'emprunta rien de l'autre.

Rien de moins étonnant. On sait que les Anglais, quoique placés près de l'Europe, et communiquant avec tous les peuples du globe, sont encore aujourd'hui, suivant l'expression du poète latin, presque séparés du monde entier, tant ils diffèrent des autres peuples par une empreinte originale et vraiment unique. Rien surtout de plus opposé que le caractère national des Français et des Anglais, bien que ces deux nations ne soient séparées que par un étroit bras de mer. L'antipathie des deux peuples l'un contre l'autre, est née de cette opposition autant que de leur inimitié naturelle, et cette antipathie a renforcé l'opposition des habitudes, des mœurs et des usages. Le Français a une sensibilité délicate qu'il est facile d'ébranler et que tout fait en quelque sorte frémir; l'Anglais a une sensibilité plus profonde, qu'il est plus difficile d'émouvoir et de calmer; elle reçoit moins d'impressions, mais elle les conserve plus long-temps. Le Français a une imagination vive, qui opère avec promptitude, et amène un

grand nombre d'idées; l'Anglais a une imagination plus forte, qui opère avec moins de rapidité, ne passe pas sans cesse d'un objet à un autre, mais qu'un seul objet occupe, concentre, absorbe, et qui peint tout avec des traits énergiques et prononcés. Le Français saisit beaucoup de rapports à-la-fois, son esprit comprend et conçoit sans efforts; l'Anglais, moins distrait par l'abondance des idées, suit une pensée avec plus de tenue et de persévérance, il est plus propre à la ramener aux premiers principes et à la faire descendre aux dernières conséquences. Le Français est naturellement gai, badin, léger; l'Anglais est sérieux, réfléchi, et même sombre; l'un a un besoin continuel de société, et vit plus avec les hommes qu'avec la nature; l'autre recherche la solitude, et préfère la nature à la société. Le premier désire de plaire et de faire effet; au défaut de sa bienveillance naturelle, ce désir le rendroit prévenant, poli, officieux; le second se soucie peu de briller dans le monde, il paroît se suffire à lui-même. La France, voisine des autres peuples civilisés, et qui communique beaucoup avec eux, doit offrir des mœurs douces,

des formes moins saillantes , plus de disposition à prendre les usages des autres , ou à leur donner les siens ; les Insulaires se ressemblent plus à eux-mêmes ; ils sont plus portés à se préférer aux autres nations ; en se regardant comme un monde à part , qui ne doit pas imiter les autres , ils paroissent suivre les indications de la nature. Généralement en France , l'esprit national se compose d'un précieux mélange d'esprit , de raison , d'imagination , de sentiment , et présente un heureux équilibre de facultés. En Angleterre , plus souvent un trait domine , une seule faculté acquiert un haut degré de prépondérance ; on rencontre plus souvent une imagination excentrique et une sensibilité brûlante que la raison et le jugement n'éclairont et ne dirigent pas toujours , ou une raison profonde et lumineuse , mais froide , austère , dénuée d'imagination et de sentiment. Ces traits de l'esprit et du caractère national tiennent sans doute aux circonstances physiques où se trouvent les deux peuples , mais elles dépendent peut-être encore plus de l'origine différente des deux nations , des événemens de leur histoire , de la nature de leur constitution , et de

leur genre de vie. Ils doivent trouver leur place dans le tableau de la littérature des deux peuples, car ils se reproduisent dans les ouvrages des deux nations, leur impriment des formes particulières, expliquent leurs défauts et leurs beautés, et ont une grande influence sur ce qu'on appelle le goût national. La littérature d'une nation n'est jamais que le caractère et l'esprit national élaborés au plus haut degré, épurés et idéalisés dans des productions d'élite.

La poésie chez les Français vit dans un monde conventionnel; c'est la nature qu'ils peignent, mais la nature perfectionnée, telle qu'il faut la représenter pour satisfaire à-la-fois l'imagination et le jugement des hommes polis par la société; c'est la nature dans ses productions d'élite, soumise à des règles, et ramenée à des proportions qui ne sont pas arbitraires, mais qui paroissent l'être quelquefois, qui sont fondées sur la nature du cœur humain, mais qui au premier coup-d'œil ont un air de convention. Au contraire, la poésie anglaise ne se transporte pas dans ce monde idéal, où les passions, les sentimens, les objets ont

des formes plus régulières ; elle sort moins du monde réel , elle peint la nature toute entière , avec ses contrastes , ses imperfections et ses incohérences apparentes , dans les momens où elle enfante des ouvrages parfaitement beaux , et dans ceux où obéissant à d'autres lois et tendant à d'autres fins , elle paroît se négliger et s'oublier elle-même. S'il faisoit un choix sévère , l'Anglais croiroit perdre du côté de la richesse des images et de la variété des sujets ; le désordre et les inégalités de la nature sont à l'unisson de son génie libre et indépendant , et s'il proscroit le ton , les discours , les caractères , les détails qui , suivant l'expression française , ne sont pas nobles , il croiroit établir une espèce de distinction de rangs dans l'ordre des idées et des sentimens , et faire contracter à son esprit une sorte de servitude.

De là vient une autre différence entre le goût des deux nations ; l'une est plus sensible au beau , l'autre est plus frappée du sublime. Le Français sacrifiera souvent la force de l'expression à la beauté de l'ensemble , le poëte anglais sacrifiera plus volontiers la beauté de l'ensemble à la force de l'expression ; le dernier

s'adresse à une nation qui demande des émotions profondes, qui a des besoins d'imaginations impérieux et insatiables, et à qui il faut des exercices violens; lui-même partage les besoins et les goûts de sa nation; il aura de l'énergie, mais il n'aura pas toujours de la mesure; les écarts de l'imagination lui paroîtront un signe de force, la mesure des expressions, des idées un signe de foiblesse; et en faveur de quelques traits vigoureux et hardis, il pardonnera tous les défauts, où il ne s'en apercevra pas même. Le premier qui parle à un peuple facile à ébranler, produira des émotions tout aussi vives, en employant des moyens moins violens; il déplairoit, il déchireroit et révolteroit ses auditeurs, s'il vouloit les employer. Ce peuple ami des proportions de l'harmonie, doué d'un jugement prompt et exercé, saisit aisément les rapports des parties au tout, qui veut que l'esprit goûte le plaisir de l'ordre, là où l'imagination goûte celui de la variété et de l'abondance; il demande de l'énergie, mais il veut qu'elle soit sagement distribuée; que toutes les facultés jouissent, et que l'une d'elles ne soit pas inactive ou blessée, pendant que l'autre

est peut-être fatiguée de la multitude d'objets qu'on lui présente. Des images, des pensées, des sentimens sublimes le transportent, mais ils ne suffisent pas à ses plaisirs, et il ne pardonnera pas à la force, qui de temps en temps excite son admiration et son étonnement par des traits sublimes, de blesser son goût pour le beau par des disparates, des invraisemblances, des exagérations ou des trivialités.

Enfin, il y a encore une différence essentielle entre la poésie anglaise et la poésie française, qui plus que toutes les autres paroît dépendre du caractère et de l'esprit national. L'imagination des poètes anglois se plaît à revêtir d'images des idées générales, à placer par-tout des maximes abstraites qu'elle tâche de peindre et de colorer. Ainsi les poètes dramatiques mettent dans la bouche de leurs héros des tirades morales, politiques, philosophiques, qui sont toujours applaudies avec transport, pour peu qu'elles offrent des pensées fortes et profondes ; et dans la poésie descriptive leurs plus grands écrivains ne personnifient pas les objets de la nature comme le font les poètes grecs et latins, mais ils

la peignent par les idées qu'elle réveille , par les réflexions qu'elle fait naître , par la disposition d'esprit dans laquelle elle met le spectateur. Ce genre peut avoir beaucoup d'attraits pour tel ou tel individu , mais il n'obtiendra pas des succès universels. Bien loin de tout généraliser , la véritable poésie doit donner à tout un corps et des traits individuels. Il seroit difficile de dire laquelle des deux nations l'emporte sur l'autre , mais il est facile de décider laquelle a produit les ouvrages les plus exempts de défauts. On doit rendre hommage au génie des poètes anglais lorsqu'ils manquent de goût , mais on ne doit pas disputer le génie aux grands poètes français , parce qu'ils ont le malheur d'être toujours fidèles aux lois du goût.

Le dernier trait du caractère de la poésie anglaise dont nous venons de parler , tient à l'esprit réfléchi , méditatif , philosophique de la nation , et cette disposition naturelle a fait faire aux Anglais de grands progrès dans les sciences physiques et dans la philosophie morale. Vivant beaucoup avec eux-mêmes et avec la nature , ils ont le loisir de recueillir des faits , de multiplier les observations , d'essayer



dés expériences. Capables d'une attention soutenue, et d'une grande persévérance, ils s'occupent long-temps du même objet, ils suivent long-temps la même idée, lenvisagent sous toutes ses faces, et saisissent tous ses rapports avec celles qui y tiennent de près ou de loin. Le calme et le sang-froid de leur raison les garantissent, plus que d'autres, des conclusions précipitées, des exagérations de la pensée et de la fureur du système. Leur philosophie porte l'empreinte du caractère national, et se distingue également de celle des Français et de celle des Allemands, avec qui ils ont cependant plus d'un trait de ressemblance. Elle est plus profonde et moins brillante que celle des Français, plus nourrie de faits, plus sage, plus modeste que celle des Allemands. Leurs bons ouvrages n'offrent pas les rapprochemens ingénieux, les idées saillantes, les résultats frappans de Mallebranche, de la Bruyère, de Pascal, ni l'art de traiter les matières les plus abstraites avec précision et avec agrément, et de jeter sur la vérité les draperies d'une belle imagination; mais dans leurs écrits, la marche des idées est plus serrée, plus méthodique, plus sûre; ils ré-

pandent la lumière sur toutes les parties du sujet qu'ils traitent, et ne se contentent pas d'éclairer une de ses faces; ils veulent moins éblouir et étonner qu'instruire; c'est uniquement la vérité qui les intéresse; ils ne songent pas à l'effet qu'elle produira, ne pensent pas à lui ménager des succès par les charmes de leur éloquence, et ne demandent d'eux-mêmes que de la précision et de la clarté.

Après ces réflexions générales dans lesquelles j'ai assayé de saisir et de déterminer les caractères distinctifs de la poésie et de la philosophie anglaise, entrons en quelques détails. Déjà sous le règne d'*Elisabeth*, la sûreté générale, la sagesse du gouvernement, les progrès de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, en un mot de la richesse nationale, avoient favorisé le développement du génie. *Shakespeare* et *Bacon*, qui ont paru sous ce règne, peuvent être regardés comme les représentans de l'esprit et du goût national.

Les heureux effets de l'exemple de *Shakespeare* et des préceptes de *Bacon*, ne se montrèrent que tard. Sous le règne pacifique de Jacques I, et pendant les quinze premières années du règne de

l'infortuné Charles, on ne vit point paroître de talens distingués dans la littérature et les sciences, quoique la nation fût tranquille, florissante, et s'enrichit par le travail. Les esprits étoient absorbés par les querelles théologiques, et par les affaires de l'état. On ne pensoit qu'à préparer la chute ou bien à assurer le triomphe de la religion anglicane, à empêcher ou à favoriser les progrès de l'autorité royale; personne ne s'occupoit du vrai et du beau. Le feu des guerres civiles embrâsa le royaume, et durant ila sanglante lutte qui s'établit entre les principes et les passions, entre la liberté et la licence, on n'eut ni le temps, ni la volonté, ni les moyens de s'instruire et de s'amuser; les uns trembloient pour leur existence, les autres faisoient trembler par leurs excès; il n'y avoit que des bourreaux et des victimes. Mais ces convulsions politiques tirèrent les esprits de leur léthargie, et leur donnant tour-à-tour de grandes craintes ou de grandes espérances, leur donnoient le besoin de l'activité, et en multiplioient les moyens. Lorsque Cromwell eut asservi, avec autant d'adresse que d'audace la nation fatiguée, et que pour expier son usurpation,

et la faire oublier, il eut élevé l'Angleterre au plus haut degré de puissance, de considération, de tranquillité et de richesse, on vit sortir du sein des orages des génies mâles et vigoureux que les malheurs publics et particuliers avoient développés. Ils ouvrent cette longue succession d'écrivains justement célèbres, qui pendant un demi-siècle fondèrent, par leurs travaux réunis, la gloire littéraire de leur nation.

Peu de poètes peuvent disputer à *Milton* (né en 1674) le premier rang. Entraîné par une imagination ardente et fouguese, *Milton* s'étoit jeté dans le parti populaire; les agitations politiques, les crises violentes, les grands évènements étoient l'atmosphère qui lui convenoit, un champ d'idées et de sentimens assorti à son caractère. Il s'engagea dans la révolution comme dans un sujet poétique, par besoin d'imagination plus que par principes. Lors de la restauration de Charles II, il fut compris dans l'amnistie, quoiqu'il eût défendu l'assassinat juridique de Charles I; mais on comprend facilement qu'il ne fut pas l'objet des bienfaits du roi, et il tomba dans l'indigence. A ce malheur s'en joignit

bientôt un autre plus cruel encore ; il étoit menacé depuis long-temps de devenir aveugle , il le devint , mais il se consola de la perte de ses sens par les richesses de son imagination , et il dicta à ses filles le poëme du Paradis perdu. Fermé aux impressions de la nature , et forcé de rompre toute communication avec elle après lui avoir dérobé le secret de ses formes et de ses couleurs , il se retira dans un univers de sa création , ou tantôt dans ses conceptions sublimes il dépassoit toutes les proportions du monde physique et du monde moral pour peindre les traits de Satan , et se jouoit dans l'immensité du temps et de l'espace , tantôt il revenoit sur la terre , la paroit de fleurs et de fruits pour servir de théâtre au bonheur d'Adam et d'Eve , et répandoit sur ces tableaux une fraîcheur , une pureté , un calme , une innocence dignes de cet état et de ce séjour , qu'aucun âge n'a connu , et que tous les âges ont regretté. Il faut que Milton soit bien sublime dans certains morceaux , pour se faire pardonner la dureté de ses vers , l'incohérence de son plan , la bizarrerie de ses fictions , son érudition pédantesque et déplacée , le mauvais goût de son

style, le choix même de son sujet. Mais les poètes anglais, fiers de marcher sous sa bannière, peuvent dire de lui avec raison : Notre maître est assez grand pour avoir des foiblesses.

Pendant que Milton donnoit au talent de divins modèles et de dangereux exemples dans le poëme épique héroïque, *Buttler* (mort en 1690), dans le *Hudibras*, versoit le ridicule sur le fanatisme et sur l'hypocrisie du parti dont Charles II venoit de triompher ; il achevoit de guérir la nation de sa maladie, et la consolait de ses malheurs. *Hobbes*, témoin des crimes et des malheurs qu'avoit enfantés en Angleterre la destruction de l'autorité légale, crut que les droits et les obligations de l'homme reposoient uniquement sur l'ordre social et sur la force publique, au lieu de ne voir dans l'ordre social et la force publique que la garantie nécessaire des droits et des obligations que la raison morale et la liberté de l'homme lui imposent ou lui assurent. Il développa sa théorie dans son *Traité du citoyen*, où tout en condamnant ses principes, on admire la marche de ses idées, l'ordre et la distribution de son ouvrage, et l'élégante

clarté de son style. Il a servi la bonne cause par ses erreurs mêmes, et sa fausse théorie a fait chercher et trouver la vérité sur ces questions intéressantes.

Depuis l'avènement de Charles II au trône jusqu'à la mort de la reine Anne (de 1660 jusqu'à 1714), tombe la belle époque de la littérature anglaise. Les grands écrivains dont nous avons parlé, avoient, en quelque sorte, présumé à ce siècle de gloire; d'autres les suivirent, les imitèrent, les surpassèrent à certains égards. La nation, lassée de ses propres désordres, ne songea qu'à en effacer la trace en se livrant au travail de tout genre; les inventions ingénieuses, les entreprises hardies, les spéculations vastes et brillantes se succédèrent avec rapidité; le travail amena l'aisance dans toutes les classes de la société, et la richesse nationale fut assez grande pour qu'on eût le temps, les moyens, le goût de s'instruire, et qu'on ne refusât pas aux sciences les avances de culture qu'elles exigent. *Charles II* aimoit les lettres et les sciences qui étudient et expliquent la nature, comme il aimoit les plaisirs. Il s'entouroit de beaux-esprits, qui ne respectoient pas les mœurs, la décence,

la religion dans leur conduite et dans leurs écrits, mais qui, plus fidèles au bon goût qu'aux bonnes mœurs, répandoient l'un tout en corrompant les autres. Un libertinage d'esprit, une perversité raisonnée, une profonde indifférence pour tout ce qu'il y a de sacré parmi les hommes, caractérisoient Charles et sa cour. L'hypocrisie et le fanatisme qui avoient abusé de tout, avoient dégoûté de tout beaucoup d'hommes légers et superficiels, et les avoient jetés dans l'extrême opposé. Ce philosophisme qui renversoit tous les principes, dégradoit tous les sentimens, et plaçoit l'art de bien vivre dans une sensualité raffinée, menaçoit de pervertir les mœurs nationales, d'éteindre le goût du grand et du beau, et de dégrader le génie; mais heureusement qu'en Angleterre, moins que partout ailleurs, les mœurs et le ton de la cour forment le ton et les mœurs générales. D'ailleurs, le peuple revint bientôt de son ivresse pour Charles, et le mépris qu'inspira sa conduite politique, rendit son exemple peu dangereux; et la nation étoit encore trop saine et trop vigoureuse, pour être susceptible de ce venin de corruption.



Ainsi les beaux esprits qui entou-  
roient la personne du roi , ne servirent  
qu'à épurer le goût national par leurs  
productions ingénieuses ; et les grands  
poètes profitèrent de leur exemple et de  
leurs leçons. La muse de *Rochester* (mort  
en 1680 ) et de *Roscommon* ( mort en  
1684 ), toujours légère , spirituelle et  
vive , s'égayoit sur les ridicules du temps,  
ou peignoit les plaisirs des sens en vers  
voluptueux. *Dryden* ( mort en 1701 )  
traduisoit en beaux vers l'Enéide de  
Virgile , et , en répandant la connoissan-  
ce des anciens , il montrait qu'il étoit  
digne de leur servir d'interprète ; son  
ode sur la fête de Ste.-Cécile , que son  
propre génie lui inspira , suffiroit pour  
l'immortaliser ; les idées en sont grandes,  
l'harmonie riche , variée , ravissante.  
*Dryden* est plus hardi que correct , plus  
énergique que juste dans ses expressions ;  
il est toujours abondant , mais son abon-  
dance n'est pas toujours heureuse. *Ad-  
disson* ( mort en 1719 ) et *Pope* ( mort  
en 1744 ) , donnèrent à leur nation  
l'exemple d'une belle alliance entre la  
la force et la grace , entre le génie et le  
goût , entre la richesse des idées et des  
images , et la correction du dessin. Formés

à l'école des Grecs, nourris de la lecture des grands écrivains français, ils surent mêler les beautés d'un autre sol et d'un autre climat à celles de leur terre natale, et furent à la fois beaux et sublimes. L'amour n'a jamais rien dicté de plus brûlant que l'Héroïde d'Héloïse et Abailard; c'est l'amour nourri par le malheur, exalté par la religion, luttant avec le devoir, et peignant ses douleurs avec une hardiesse qui paroît d'autant plus forte qu'elle paroît involontaire. La tragédie de Caton n'attendrit et n'émeut pas; le héros de la pièce ne pouvoit exciter des sentimens qu'il fait gloire de ne pas connoître lui-même, mais il règne sur la scène par l'étonnement et l'admiration. La pièce se distingue des autres par sa marche et ses développemens, elle est à peu près la seule en Angleterre qui ait un caractère de régularité; la Venise sauvée d'*Otway* et les tragédies de *Rowe* ont les mêmes défauts que celles de *Shakespeare*, sans avoir toutes ses beautés. La comédie n'a pas atteint en Angleterre le degré de perfection auquel la tragédie s'est élevée. Le ton de la société n'y étoit pas assez perfectionné, les formés conventionnelles n'y existoient.

pas comme en France. Le défaut de gaieté nationale étoit seul un grand obstacle au succès dans ce genre de poésie; d'ailleurs les ridicules existent moins en Angleterre qu'ailleurs, du moins aux yeux des Anglais qui aiment les formes originales et qui ne s'étonnent pas des bizarreries.

L'éloquence y a moins fleuri à cette époque qu'en France, quoique la constitution de la Grande-Bretagne soit favorable à ce beau talent; l'éloquence délibérative connoissoit encore peu les mouvemens; en général, elle improvise presque toujours sur les objets qu'elle traite, ses discours naissent et meurent souvent dans la même assemblée, ou n'existent que par fragment dans les gazettes. L'éloquence de la chaire en Angleterre ne mérite pas ce nom; les sermons des Anglais sont des discussions sages et solides, écrites avec élégance, mais dépourvues d'imagination et de sentiment. *Tillotson*, leur modèle dans ce genre, est étranger aux mouvemens; c'est le plus souvent un corps bien dessiné, sans coloris et sans ame.

La science a fait des progrès brillans il suffit de nommer *Boyle* et *Newton*

dans les sciences de la nature, *Locke* dans la philosophie morale, qui ont fait époque sans faire secte.

En Angleterre, ce furent les particuliers bien plus que les souverains qui s'acquittèrent de la belle tâche de récompenser les talens. *Charles II* et ses successeurs, étrangers aux lettres par leurs goûts et leurs habitudes, n'accordèrent aux gens de lettres que peu d'attention, encore moins d'encouragemens et de distinction. *Charles* indolent et voluptueux, ne manquoit ni d'esprit ni d'instruction, mais il ne s'occupoit sérieusement d'aucun objet utile. La société royale formée avant la restauration par une association libre, n'obtint du roi que son nom. *Cowley*, *Waller* et *Denham*, dont les deux derniers avoient servi la cause de la monarchie, n'acquirent une sorte d'aisance qu'en acceptant des places civiles qu'ils durent à leur habileté dans les affaires, et non à leurs talens et à leurs succès distingués dans la poésie. Le célèbre *Guillaume Temple*, un des premiers écrivains qui aient formé la prose anglaise, fut employé dans des négociations importantes, parce qu'il étoit le premier homme d'état de son siècle. *Rochester* et *Roscommon* étoient

vus de bon œil à la cour à cause du libertinage de leur esprit et de leur profonde indifférence pour tout ce qu'il y a de sacré parmi les hommes; c'étoient autant de conformités honteuses qu'ils avoient avec le roi.

*Jacques II* n'étoit instruit que dans la marine, et l'on sait qu'il avoit créé la langue des signaux. Partagé entre une dévotion minutieuse et la passion du despotisme, il connoissoit à peine les muses de nom. *Dryden* obtint des faveurs par son changement de religion, qui, à l'époque de la révolution, fut un titre pour être oublié par la nouvelle cour.

Le génie profond de *Guillaume III* étoit absorbé par la politique. D'ailleurs, son ame forte et froide étoit inaccessible aux douces illusions des lettres et des arts. Il n'aima et ne récompensa dans l'évêque de Salisbury, *Gilbert Burnet*, que les services qu'il avoit rendus à sa cause par ses ouvrages et par son talent supérieur à conduire les affaires les plus délicates.

La reine *Anne* avoit l'esprit cultivé et le caractère foible. Gouvernée par ses favoris, elle ne voyoit que par leurs yeux. L'ambition et l'avarice de Marlbo-

rough ne lui laissoient pas le loisir nécessaire pour cultiver les lettres ; il fut célébré par les muses nationales, sans aimer beaucoup la poésie ni les poètes. Cependant, le règne d'Anne offre un grand nombre de gens de lettres employés dans des places importantes ; mais ils les devoient uniquement au besoin que l'on avoit de leur activité dans les affaires publiques. Ce fut par des raisons de ce genre, que le chantre de Blenheim, le correct *Addisson*, l'aimable *Prior*, le sage et judicieux *Eocke*, le profond *Swift*, l'éloquent *Shaftesbury*, le subtile *Bolingbroke*, devinrent les objets de la confiance d'Anne ou de son ministère. Tout ce qu'on peut dire avec vérité, c'est que leur mérite littéraire n'a pas nui à leur fortune, mais cette fortune même les attachoit à des devoirs qui les ont empêchés de vivre uniquement pour les sciences et pour les lettres. *Pope*, *Gay*, *Congrève* et d'autres, qui n'étoient pas propres à fournir la carrière de l'ambition, ou qui lui préféroient la gloire, n'ont été redevables de leur honorable médiocrité ou de leur opulence, qu'à des travaux littéraires que la nation payoit magnifiquement, ou à la protec-

tion éclairée des particuliers opulens. Mais les Oxford, les Harcourt, les Clarendon, les Shaftesbury, les Bolingbroke, les Queensbury et tant d'autres seigneurs qui se sont immortalisés en accordant aux grands écrivains une estime et une admiration senties, exprimoient par ces hommages, les sentimens de la nation bien plus que ceux de la cour, et satisfaisoient les besoins de leur esprit et de leur cœur, sans consulter et sans suivre le ton de la société à laquelle ils appartenoient.

Ainsi le génie de la poésie et de l'éloquence, abandonné à lui-même en Angleterre, ne dut qu'à lui-même ses triomphes; il travailla pour la partie éclairée de la nation, et il en fut récompensé par son estime et par ses suffrages. Cet oubli de la cour, cette indifférence du gouvernement conservèrent peut-être au génie son indépendance et sa dignité, lui donnèrent une marche plus originale et plus fière, et le sauvèrent de la monotonie, de l'imitation et de la servitude des convenances. La France ressemble à un homme de génie dont le développement seroit accéléré par des circonstances favorables et dont un protecteur éclairé

et puissant dirigeroit la culture; l'Angleterre à un homme de génie qui se développe plus par l'énergie naturelle des forces et par l'empire des événemens.

FIN DU SEPTIÈME VOLUME.





TABLE  
DES MATIÈRES  
DU  
SEPTIÈME VOLUME.

---

**T**ABLEAU DES RÉVOLUTIONS DU SYSTÈME POLITIQUE  
DE L'EUROPE.

ÉPOQUE II.

PÉRIODE IV.

CHAP. I. Louis XIV abuse de sa puissance, et commet des injustices multipliées. Chambres de réunion. Gènes. Luxembourg. Strasbourg. Révocation de l'édit de Nantes. 1

CHAP. II. Mort de Charles II. Règne de Jacques II. Mécontentement et troubles en Angleterre. Liaison de ces troubles avec la situation politique de l'Europe. Ligue d'Augsbourg. Guillaume d'Orange passe en Angleterre. Fuite de Jacques. Révolution. Coalition contre Louis XIV. 42

CHAP. III. La France rompt la trêve de vingt ans. Nouvelles violences de Louis XIV en Allemagne. Grande alliance. La France combat contre la moitié de l'Europe. Tentatives infructueuses de Jacques, soutenu par la France pour remonter sur le trône. Guerre maritime. Mort de Lonvois, Campagnes et victoires de

Luxembourg. Epuisement de la France. Mort de Luxembourg. Négociations et paix de Ryswick. Progrès de l'économie politique en Angleterre. 139

CHAP. IV. Succession d'Espagne. Vues de la France. Premier traité de partage. Second traité. Testament et mort de Charles II. Philippe d'Anjou lui succède. Coalition contre la France. Mort de Guillaume III. La reine Anne lui succède. La guerre éclate en Allemagne, en Italie, dans les Pays-Bas. Revers de la France. Elle demande inutilement la paix. La mort de Joseph I amène un changement de système. Intrigue en Angleterre. Négociations. Paix d'Utrecht. Paix de Rastadt. Mort de Louis XIV. La France a perdu sa prépondérance. 203.

CHAP. V. Etat de la poésie et de l'éloquence en Angleterre. Considérations générales sur la littérature anglaise. Parallèle des Anglais et des Français sous ce rapport. Marche et développement du génie sous le règne de Guillaume III et de la reine Anne. 287

*Fin de la Table du septième volume.*





